VOLUME 2

2006
2007

COMPTES PUBLICS

Revenus, crédits, dépenses et investissements du Fonds consolidé du revenu et informations financières sur les fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Année financière terminée le 31 mars 2007

Québec

COMPTES PUBLICS 2006-2007

VOLUME 2

REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET INFORMATIONS FINANCIÈRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 2007

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)

Finances Québec

Comptes publics 2006-2007 – Volume 2

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Décembre 2007
ISBN 978-2-550-50927-1 (Imprimé)
ISBN 978-2-550-50928-8 (PDF)

ISSN 0706-2869

© Gouvernement du Québec, 2007

TABLE DES MATIÈRES

SECTION

NOTES EXPLICATIVES

Contenu du volume
Liste et définitions des supercatégories et catégories de dépenses et autres coûts

Sommaires des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts,
rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits
et état de l'emploi des crédits…….. 1

Détail des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts…….. 2

Informations financières sommaires sur les fonds spéciaux……. 3

NOTES EXPLICATIVES

CONTENU DU VOLUME

Le **volume 2 est publié en trois sections.** Les deux premières sections rendent compte des opérations des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu par des allocations du Parlement provenant de ces fonds. Ces entités sont les ministères et les organismes budgétaires, l'Assemblée nationale et les personnes qu'elle désigne ainsi que les autres portefeuilles. La troisième section présente des informations financières sommaires sur les fonds spéciaux.

Dans la présente publication, pour des fins de présentation, le terme «portefeuille» est utilisé pour représenter l'Assemblée nationale, les personnes qu'elle désigne et chacun des autres portefeuilles.

La **section 1** comprend des informations sommaires concernant les revenus, les crédits, les dépenses et les autres coûts ainsi que le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et l'état de l'emploi des crédits.

La **section 2** présente, pour chacun des portefeuilles, le détail des revenus, des dépenses, des autres coûts et des crédits autorisés, ajustés dans le cas des crédits permanents des dépenses et des coûts en investissement effectués en plus des montants inscrits aux crédits initiaux, crédits supplémentaires et mandat spécial.

On y retrouve plus particulièrement :

- les revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
- les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts par programmes, éléments, supercatégories et catégories;
- les transferts par objets d'aide et genres de bénéficiaires.

Les modalités de comptabilisation des revenus, des dépenses et des autres coûts sont conformes aux conventions comptables énoncées aux États financiers consolidés du gouvernement (Volume 1).

La **section 3** présente des informations financières sommaires pour chacun des fonds spéciaux : revenus et dépenses, actif et passif, et, solde du fonds.

Dans le présent volume, les données étant arrondies, les montants inscrits en milliers de dollars peuvent varier de 1 millier de dollars à la hausse ou à la baisse dans différents tableaux par rapport à une présentation au dollar.

Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services, les bénéficiaires de transferts et les fonds spéciaux ayant bénéficié d'affectations, sont disponibles pour consultation sur le site Web du ministère des Finances (www.finances.gouv.qc.ca).

LISTE ET DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS

SUPERCATÉGORIES

◊ *Rémunération*
Cette supercatégorie comprend les dépenses d'opération encourues pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, aux employés à temps partiel et aux occasionnels, tels que les étudiants et les saisonniers du secteur public. Elle comprend également les traitements et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec, et finalement, elle comprend les avantages sociaux et les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur;

◊ *Fonctionnement*
Cette supercatégorie comprend, à l'exclusion des dépenses de rémunération, les dépenses d'opération encourues pour l'acquisition, la location-exploitation et l'utilisation de biens et de services. Les dépenses de fonctionnement incluent également l'amortissement des immobilisations;

◊ *Service de la dette*
Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, les intérêts sur le compte des régimes de retraite, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et les frais associés à la gestion de la dette;

◊ *Affectation à un fonds spécial*
Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues par un ministère ou un organisme pour assumer la totalité ou une partie des dépenses imputées sur un fonds spécial qu'il administre, afin notamment d'en assurer l'équilibre financier;

◊ *Transfert*
Cette supercatégorie comprend les dépenses qui ne constituent pas pour le gouvernement des acquisitions directes de biens ou de services et dont le versement est effectué dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes;

LISTE ET DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS (suite)

SUPERCATÉGORIES (suite)

- *Créances douteuses et autres provisions*
  Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant de la variation de la «Provision pour créances douteuses» et de la «Provision pour pertes sur interventions financières garanties par le gouvernement»;

- *Immobilisations*
  Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les frais encourus pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations. Elle inclut également les coûts de la nature de ceux identifiés aux supercatégories «Rémunération», «Fonctionnement» et «Service de la dette», lorsqu'ils sont encourus pour la réalisation d'investissements en immobilisations;

- *Prêts, placements, avances et autres*
  Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle regroupe, entre autres, les paiements à effectuer en vue d'acquérir certains éléments de l'actif. On y retrouve les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et entreprises du gouvernement, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement sont également incluses dans cette supercatégorie de même que les paiements pour l'acquisition de stocks. Elle comprend également les déboursés qui n'entraînent pas de dépenses, les engagements étant portés à la dette nette et au déficit cumulé.

CATÉGORIES

Les **catégories** «Rémunération», «Fonctionnement», «Service de la dette», «Créances douteuses et autres provisions», «Immobilisations» et «Prêts, placements, avances et autres» sont les seules composantes des supercatégories du même nom dont la définition s'applique à la catégorie correspondante.

Les supercatégories «Transfert» et «Affectation à un fonds spécial» se subdivisent selon les catégories suivantes :

- Transfert - *Rémunération* qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes et d'entreprises du gouvernement, ainsi que des organismes des réseaux de l'Éducation et de la Santé et des Services sociaux;

- Transfert - *Fonctionnement* qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autres que pour la rémunération, des organismes et entreprises du gouvernement, ainsi que des organismes des réseaux de l'Éducation et de la Santé et des Services sociaux;

- Transfert - *Capital* qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations;

- Transfert - *Intérêt* qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une entreprise, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement;

- Transfert - *Support* qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories «Transfert - rémunération», «Transfert - fonctionnement», «Transfert - capital» et «Transfert - intérêt»;

- Affectation à un fonds spécial - *Rémunération* qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel affecté à un fonds spécial;

- Affectation à un fonds spécial - *Fonctionnement* qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial;

- Affectation à un fonds spécial - *Capital* qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial;

- Affectation à un fonds spécial - *Intérêt* qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial;

- Affectation à un fonds spécial - *Support* qui comprend les affectations destinées à fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes.

SECTION 1

SOMMAIRES DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS, RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

SECTION 1

SOMMAIRES DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS, RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Sommaire des revenus par catégories…….. 1-2

Sommaire des revenus divers et des revenus de transferts
du gouvernement du Canada……. 1-2

Sommaire du budget de dépenses et des crédits autorisés de dépenses……. 1-4

Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et état de l'emploi des crédits…….. 1-6

Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par portefeuilles…….. 1-8

Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par missions……. 1-12

Sommaire des crédits autorisés et des dépenses par portefeuilles,
ministères et organismes et par supercatégories de dépenses…….. 1-32

Sommaire des dépenses de transfert……... 1-40

Sommaire des dépenses d'affectation à un fonds spécial……. 1-42

Sommaire de la rémunération par supercatégories……. 1-43

SOMMAIRE DES REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Détail page		Impôt sur le revenu et les biens	Taxes à la consommation	Droits et permis
1	2-3	Assemblée nationale			
2	2-11	Personnes désignées par l'Assemblée nationale			
3	2-19	Affaires municipales et Régions			4 485
4	2-34	Agriculture, Pêcheries et Alimentation			12 953
5	2-43	Conseil du trésor et Administration gouvernementale			
6	2-53	Conseil exécutif			
7	2-63	Culture et Communications			
8	2-74	Développement durable, Environnement et Parcs			4 696
9	2-83	Développement économique, Innovation et Exportation			1 122
10	2-91	Éducation, Loisir et Sport			20
11	2-103	Emploi et Solidarité sociale			
12	2-111	Famille, Aînés et Condition féminine			9 278
13	2-120	Finances	5 052 540		
14	2-131	Immigration et Communautés culturelles			32 003
15	2-138	Justice			1 274
16	2-149	Relations internationales			
17	2-155	Ressources naturelles et Faune			162 076
18	2-164	Revenu	23 258 749	12 651 015	48 216
19	2-173	Santé et Services sociaux			1 580
20	2-182	Sécurité publique			36 101
21	2-191	Services gouvernementaux			
22	2-204	Transports			741 512
23	2-213	Travail			
			28 311 289	**12 651 015**	**1 055 316**

1 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.

SOMMAIRE DES REVENUS DIVERS ET DES REVENUS DE TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Détail page		Revenus divers et autres rentrées	-	Comptes à fin déterminée
1	2-3	Assemblée nationale	2 801		2 610
2	2-11	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	794		
3	2-19	Affaires municipales et Régions	2 104		
4	2-34	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	15 861		9 063
5	2-43	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	16 219		
6	2-53	Conseil exécutif	178		41
7	2-63	Culture et Communications	3 057		2 058
8	2-74	Développement durable, Environnement et Parcs	7 028		3 869
9	2-83	Développement économique, Innovation et Exportation	9 205		194
10	2-91	Éducation, Loisir et Sport	51 311		1 272
11	2-103	Emploi et Solidarité sociale	108 399		181
12	2-111	Famille, Aînés et Condition féminine	3 686		
13	2-120	Finances	355 221		138 118
14	2-131	Immigration et Communautés culturelles	1 714		119
15	2-138	Justice	126 308		3 507
16	2-149	Relations internationales	679		564
17	2-155	Ressources naturelles et Faune	52 657		1 970
18	2-164	Revenu	853 629		127 470
19	2-173	Santé et Services sociaux	153 107		54 122
20	2-182	Sécurité publique	17 279		8 231
21	2-191	Services gouvernementaux	742		
22	2-204	Transports	15 777		182
23	2-213	Travail	(2 044)		2 146
			1 795 712		**355 717**

Revenus divers	Revenus provenant des entreprises du gouvernement	Total des revenus autonomes	Transferts du gouvernement du Canada	Total des revenus 2007 [1]	Total des revenus 2006	
191		191		191	225	1
794		794		794	854	2
2 104		6 589		6 589	6 753	3
6 798		19 751		19 751	12 531	4
16 219		16 219		16 219	9 077	5
137		137		137	366	6
999		999		999	1 248	7
3 159		7 855		7 855	7 491	8
9 011		10 133		10 133	11 752	9
50 039		50 059	108 975	159 034	134 497	10
108 218		108 218	654 658	762 876	780 879	11
3 686		12 964		12 964	12 523	12
217 103	5 728 586	10 998 229	9 939 029	20 937 258	18 703 521	13
1 595		33 598	199 570	233 168	202 773	14
122 801		124 075	26 154	150 229	171 160	15
115		115		115	87	16
50 687		212 763		212 763	229 976	17
726 159		36 684 139		36 684 139	34 385 980	18
98 985		100 565	86 914	187 479	221 548	19
9 048		45 149	8	45 157	43 061	20
742		742		742	656	21
15 595		757 107	131	757 238	746 267	22
(4 190)		(4 190)		(4 190)	29 475	23
1 439 995	**5 728 586**	**49 186 201**	**11 015 439**	**60 201 640**	**55 712 700**	

=	Revenus divers	Total des transferts du gouvernement du Canada	-	Comptes à fin déterminée	=	Transferts du gouvernement du Canada	
	191						1
	794						2
	2 104	59 484		59 484			3
	6 798	208 257		208 257			4
	16 219						5
	137						6
	999						7
	3 159	694		694			8
	9 011						9
	50 039	240 933		131 958		108 975	10
	108 218	655 044		386		654 658	11
	3 686						12
	217 103	9 939 029				9 939 029	13
	1 595	199 570				199 570	14
	122 801	26 615		461		26 154	15
	115						16
	50 687	407		407			17
	726 159						18
	98 985	86 914				86 914	19
	9 048	4 822		4 814		8	20
	742						21
	15 595	43 057		42 926		131	22
	(4 190)						23
	1 439 995	**11 464 826**		**449 387**		**11 015 439**	

SOMMAIRE DU BUDGET DE DÉPENSES ET DES CRÉDITS AUTORISÉS DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

		Budget de dépenses	Dépenses ne nécessitant pas de crédits [1]	Crédits initiaux [2]
			(-)	=
1	Assemblée nationale	100 262	4 836	95 426
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	63 577	2 152	61 425
3	Affaires municipales et Régions	1 847 445	3 135	1 844 310
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	673 377	9 445	663 932
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	823 165	30	823 135
6	Conseil exécutif	266 436	715	265 721
7	Culture et Communications	579 583	1 535	578 048
8	Développement durable, Environnement et Parcs	190 170	8 717	181 453
9	Développement économique, Innovation et Exportation	618 500	2 825	615 675
10	Éducation, Loisir et Sport	12 797 857	14 003	12 783 854
11	Emploi et Solidarité sociale	4 033 266	1 165	4 032 101
12	Famille, Aînés et Condition féminine	1 734 877	3 728	1 731 149
13	Finances (excluant le service de la dette)	162 304	611	161 693
14	Immigration et Communautés culturelles	105 760	2 560	103 200
15	Justice	630 861	15 169	615 692
16	Relations internationales	99 696	1 031	98 665
17	Ressources naturelles et Faune	380 169	15 735	364 434
18	Revenu	804 173	1 848	802 325
19	Santé et Services sociaux	22 114 507	1 575	22 112 932
20	Sécurité publique	916 041	17 227	898 814
21	Services gouvernementaux	40 860	750	40 110
22	Tourisme	139 268		139 268
23	Transports	1 959 654	115 936	1 843 718
24	Travail	32 196	848	31 348
	Total des programmes	51 114 004	225 576	50 888 428
	Finances (service de la dette)	7 205 000		7 205 000
	Total	**58 319 004**	**225 576**	**58 093 428**

1 Prévisions pour des dépenses d'amortissement de 225 576.
2 Crédits de l'année en cours, ceux déjà votés dont les reports et les crédits votés sur plus d'un an.
3 Crédits supplémentaires autorisés par lois, crédits associés aux crédits au net, crédits associés aux produits d'aliénation, virements, transferts de juridiction et autres crédits permanents.
4 Incluant un montant de 60 793 relatif à un transfert de crédits pour l'acquisition de stocks dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.
5 Incluant des dépenses d'amortissement de 234 399 et d'utilisation des stocks de 60 793.

Variations de crédits [3]	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits [5]	Dépenses	
+, (-)	=		+	=	
6 682	102 108	101 464	5 282	106 746	1
71 830	133 255	128 593	1 967	130 560	2
12 824	1 857 134	1 856 842	2 686	1 859 528	3
20 851	684 783	684 174	9 057	693 231	4
(109 363)	713 772	697 168	16	697 184	5
(12 213)	253 508	232 824	443	233 267	6
11 934	589 982	589 254	1 924	591 178	7
3 737	185 190	181 479	9 429	190 908	8
(4 471)	611 204	517 012	2 205	519 217	9
(132 539)	12 651 315	12 624 335	13 616	12 637 951	10
53 587	4 085 688	4 084 571	132	4 084 703	11
9 622	1 740 771	1 718 604	6 329	1 724 933	12
(42 343)	119 350	85 401	1 201	86 602	13
20 078	123 278	123 260	1 745	125 005	14
103 396	719 088	712 866	14 552	727 418	15
974	99 639	99 639	2 070	101 709	16
83 343	447 777	447 702	15 053	462 755	17
303 341	1 105 666	1 084 597	1 065	1 085 662	18
274 755	22 387 687	22 450 977	1 528	22 452 505	19
70 254	969 068	969 064	16 600	985 664	20
81 573	121 683	112 556	4 075	116 631	21
4 150	143 418	143 418		143 418	22
(22 878) [4]	1 820 840	1 820 342	183 354	2 003 696	23
6 552	37 900	34 565	863	35 428	24
815 676	51 704 104	51 500 707	295 192	51 795 899	
(204 850)	7 000 150	7 000 150		7 000 150	
610 826	**58 704 254**	**58 500 857**	**295 192**	**58 796 049**	

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2007

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

Le Parlement autorise le gouvernement, par des lois sur les crédits annuels (crédits votés) et par des crédits permanents prévus dans d'autres lois, à effectuer, à même le Fonds consolidé du revenu, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations et des prêts, placements, avances et autres.

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés et, le cas échéant, de crédits permanents. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur les crédits permanents n'est pas limitative. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf dans la mesure prévue par la loi. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et payé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les Comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2007 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts du gouvernement portés aux comptes sur les crédits votés n'a été constaté au cours de cette année financière à l'exception de 141 510 milliers de dollars au programme 3 – Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités – du portefeuille Affaires municipales et Régions, de 218 857 milliers de dollars au programme 2 – Fonctions régionales – du portefeuille Santé et Services sociaux, de 505 355 milliers de dollars au programme 1 – Secrétariat du Conseil du trésor – du Conseil du trésor et Administration gouvernementale, de 84 200 milliers de dollars au programme 4 – Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire ainsi que 41 420 milliers de dollars au programme 5 – Enseignement supérieur – du portefeuille Éducation, Loisir et Sport, qui seront imputés aux crédits alloués à cette fin par le Parlement dans l'année 2007-2008, conformément à l'article 25 de la Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001). Pour les autres programmes, les crédits votés étaient suffisants pour l'inscription de toutes les dépenses et des autres coûts contractés pour les biens et services acquis, les affectations et les transferts dus imputables sur ces crédits.

Le sous-ministre des Finances,

Jean Houde

Le contrôleur des finances,

Carole Boisvert, CA

Québec, le 29 novembre 2007

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Votés		
	Votés	Permanents	Votés	Permanents	Reports	Autres	Permanents
Assemblée nationale		110 982		108 705			2 277
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	37 660	99 324	34 411	96 771	1 000	2 249	2 553
Affaires municipales et Régions	1 870 047	1 283	2 011 556	989		(141 509)	294
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	697 695	213	697 285	211	257	153	2
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	497 498	436 757	1 002 023	420 752	100	(504 625)	16 005
Conseil exécutif	250 481	4 193	229 192	4 193	2 113	19 176	
Culture et Communications	591 234	850	590 505	850	549	180	
Développement durable, Environnement et Parcs	209 225	320	198 343	208	2 109	8 773	112
Développement économique, Innovation et Exportation	971 616	13 986	879 410	13 986	2 880	89 326	
Éducation, Loisir et Sport	12 246 582	764 880	12 367 976	757 683	4 226	(125 620)	7 197
Emploi et Solidarité sociale	4 080 068	6 154	4 078 952	6 153		1 116	1
Famille, Aînés et Condition féminine	1 763 240	10 052	1 714 847	8 971	1 222	47 171	1 081
Finances (excluant le service de la dette)	112 131	11 343	80 345	8 055	2 429	29 357	3 288
Immigration et Communautés culturelles	128 676	16	128 650	16	15	11	
Justice	512 904	217 852	506 667	217 404		6 237	448
Relations internationales	124 566	543	124 566	543			
Ressources naturelles et Faune	452 469	18 177	452 469	17 940			237
Revenu	529 998	652 898	499 016	652 866	4 747	26 235	32
Santé et Services sociaux	13 337 926	9 051 023	13 556 536	8 895 703	247	(218 857)	155 320
Sécurité publique	970 822	16 304	970 822	16 301			3
Services gouvernementaux	139 599	10	120 234	9		19 365	1
Tourisme	143 409	10	143 408	10		1	
Transports	1 918 188	5 870	1 917 453	5 869		735	1
Travail	36 556	3 022	32 195	2 718	588	3 773	304
	41 622 590	11 426 062	42 336 861	11 236 906	22 482	(736 753)	189 156
Finances (service de la dette)		7 833 239		7 833 239			
	41 622 590	**19 259 301** [1]	**42 336 861**	**19 070 145**	**22 482**	**(736 753)**	**189 156**
Dépenses *	40 384 887	18 319 369	40 390 028	18 132 985	22 482	(27 623)	186 384
Prêts, placements, avances et autres	994 489	927 708	1 750 934	927 624		(756 445)	84
Immobilisations	243 214	12 224	195 899	9 536		47 315	2 688
	41 622 590	**19 259 301** [1]	**42 336 861**	**19 070 145**	**22 482**	**(736 753)**	**189 156**

1 Crédits permanents:		
Inclus dans les prévisions budgétaires	17 722 645	17 533 489	189 156
Non inclus dans les prévisions budgétaires	1 536 656	1 536 656	
	19 259 301	**19 070 145**	**189 156**

* Excluant l'amortissement des immobilisations pour 234 399 et l'utilisation des stocks pour 60 793 qui ne requièrent pas de crédits ainsi que des ajustements négatifs de provisions pour 22 156.

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Détail page		CRÉDITS		=	CRÉDITS INITIAUX	
			Dépenses	Investis-sements [1]	Votés et permanents	Déjà votés	
						Reports	Votés sur plus d'un an
					+	+	+
1	2-4	Assemblée nationale	95 426	8 768	104 194		
2	2-12	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	61 425	3 273	63 521	1 177	
3	2-20	Affaires municipales et Régions	1 844 310	10 776	1 855 083	3	
4	2-36	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	663 932	19 371	683 151	152	
5	2-44	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	823 135	375 359	1 198 397	97	
6	2-54	Conseil exécutif	265 721	984	265 306	1 399	
7	2-64	Culture et Communications	578 048	6 323	584 284	87	
8	2-76	Développement durable, Environnement et Parcs	181 453	24 167	205 095	525	
9	2-84	Développement économique, Innovation et Exportation	615 675	357 370	973 045		
10	2-92	Éducation, Loisir et Sport	12 783 854	170 202	12 954 056		
11	2-104	Emploi et Solidarité sociale	4 032 101	2 360	3 755 461		279 000
12	2-112	Famille, Aînés et Condition féminine	1 731 149	32 521	1 602 067	1 603	160 000
13	2-124	Finances (excluant le service de la dette)	161 693	3 380	162 319	2 754	
14	2-132	Immigration et Communautés culturelles	103 200	5 715	108 915		
15	2-140	Justice	615 692	17 797	633 489		
16	2-150	Relations internationales	98 665	2 505	100 455	715	
17	2-158	Ressources naturelles et Faune	364 434	30 650	394 172	912	
18	2-166	Revenu	802 325	14 094	810 306	6 113	
19	2-174	Santé et Services sociaux	22 112 932	1 372	22 114 304 [2]		
20	2-184	Sécurité publique	898 814	32 005	930 819		
21	2-192	Services gouvernementaux	40 110	22 125	62 235		
22	2-198	Tourisme	139 268		139 268		
23	2-206	Transports	1 843 718	45 563	1 886 662	2 619	
24	2-214	Travail	31 348	1 672	25 831	689	6 500
		Total des programmes	50 888 428	1 188 352	51 612 435	18 845	445 500
	2-126	Finances (service de la dette)	7 205 000		7 205 000		
		Total *	**58 093 428**	**1 188 352**	**58 817 435**	**18 845**	**445 500**
		* Votés	40 408 909	1 176 899	41 121 463 [a]	18 845	445 500
		Permanents	17 684 519	11 453	17 695 972 [2]		
		Ne nécessitant pas de crédits					
		Ne nécessitant pas de crédits (stocks)					
		Ajustements négatifs de provisions					

a Crédits initiaux autorisés par une loi sur les crédits

du 29 mars 2006, L.Q., 2006, c. 1.	12 615 359
du 16 mai 2006, L.Q., 2006, c. 5.	28 506 104
	41 121 463

Crédits initiaux totaux	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES			Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés (montants reportés à la page suivante)	
	Associés aux crédits au net	Associés aux produits d''aliénation	Autres				
=	+	+	+	+, (-)	+	=	
104 194			6 788 [3]			110 982	1
64 698			(2) [4]	13	72 275	136 984	2
1 855 086	1 385	2	292 [5]	13 585	980	1 871 330	3
683 303	5 659	2		8 742	202	697 908	4
1 198 494				(382 093)	117 854	934 255	5
266 705				(15 129)	3 098	254 674	6
584 371				7 713		592 084	7
205 620	3 102	112		629	82	209 545	8
973 045				(1 419)	13 976	985 602	9
12 954 056				37 653	19 753	13 011 462	10
4 034 461	4 251			46 866	644	4 086 222	11
1 763 670			8 900 [6]	680	42	1 773 292	12
165 073				(41 599)		123 474	13
108 915	22 201			(2 430)	6	128 692	14
633 489		2		3 250	94 015	730 756	15
101 170				23 505	434	125 109	16
395 084	186	162		62 304	12 910	470 646	17
816 419		31	5 000 [7]	16 023	345 423	1 182 896	18
22 114 304				60 249	214 396	22 388 949	19
930 819				44 451	11 856	987 126	20
62 235				77 374		139 609	21
139 268				4 150	1	143 419	22
1 889 281		5 381		28 926	470	1 924 058	23
33 020		1		6 557		39 578	24
52 076 780	36 784	5 693	20 978		908 417	53 048 652	
7 205 000					628 239	7 833 239	
59 281 780	**36 784**	**5 693**	**20 978**		**1 536 656** [8]	**60 881 891** *	
41 585 808	36 784		(2) [4]			41 622 590	
17 695 972		5 693	20 980 [3, 5 à 7]		1 536 656	19 259 301	

1 Comprend les immobilisations et les prêts, placement, avances et autres.
2 Incluant des crédits initiaux de 5 331 000 établis en fonction des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé et de 2 873 110 pour la contribution prévue selon l'évolution des besoins de la Régie de l'assurance maladie du Québec. Les cotisations réelles ont été de 5 052 540 pour lesquelles les dépenses se répartissent également aux programmes «Fonctions régionales» et «Régie de l'assurance maladie du Québec» du ministère de la Santé et des Services sociaux et de 3 143 907 pour la contribution du gouvernement.
3 110 982 de crédits permanents en vertu de la Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1 alors qu'une prévision de 104 194 de crédits apparaissait au volume du Budget de dépenses déposé à l'Assemblée nationale.
4 21 410 de crédits votés en vertu de la Décision de l'Assemblée nationale no. 1304 du 22 mars 2006 alors qu'une prévision de 21 412 de crédits apparaissait pour le Vérificateur général au volume du Budget de dépenses déposé à l'Assemblée nationale.
5 292 de crédits reportés en vertu du décret 187-2006 du 22 mars 2006 tel que prévu à la Loi concernant la ville de Schefferville, L.Q., 1986, c. 51.
6 8 900 de crédits permanents en vertu du décret 726-2003 du 3 juillet 2003 tel que prévu à la Loi sur le Curateur public (L.R.Q., c. C-81).
7 5 000 de crédits permanents en vertu du décret 726-2003 du 3 juillet 2003 tel que prévu à la Loi sur le Curateur public (L.R.Q., c. C-81).
8 Non inclus dans les prévisions budgétaires.

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Détail page		Crédits autorisés (montants reportés)	CRÉDITS NON UTILISÉS			Ajustements négatifs de provisions
				Suspension du droit d'engager	Reports	Autres	
			(+)	(-)	(-)	(-)	(-)
1	2-4	Assemblée nationale	110 982			2 277	
2	2-12	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	136 984		1 000	4 802	
3	2-20	Affaires municipales et Régions	1 871 330			(141 215)	
4	2-36	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	697 908	152	257	3	200
5	2-44	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	934 255	97	100	(488 717)	
6	2-54	Conseil exécutif	254 674	2 866	2 113	16 310	
7	2-64	Culture et Communications	592 084	87	549	93	
8	2-76	Développement durable, Environnement et Parcs	209 545	1 602	2 109	7 283	
9	2-84	Développement économique, Innovation et Exportation	985 602	15 344	2 880	73 982	6 400
10	2-92	Éducation, Loisir et Sport	13 011 462		4 226	(118 423)	15 556
11	2-104	Emploi et Solidarité sociale	4 086 222			1 117	
12	2-112	Famille, Aînés et Condition féminine	1 773 292	9 818	1 222	38 434	
13	2-124	Finances (excluant le service de la dette)	123 474	7 014	2 429	25 631	
14	2-132	Immigration et Communautés culturelles	128 692		15	11	
15	2-140	Justice	730 756	5 774		911	
16	2-150	Relations internationales	125 109				
17	2-158	Ressources naturelles et Faune	470 646			237	
18	2-166	Revenu	1 182 896	15 145	4 747	11 122	
19	2-174	Santé et Services sociaux	22 388 949		247	(63 537)	
20	2-184	Sécurité publique	987 126			3	
21	2-192	Services gouvernementaux	139 609	804		18 562	
22	2-198	Tourisme	143 419			1	
23	2-206	Transports	1 924 058			736	
24	2-214	Travail	39 578	1 289	588	2 788	
		Total des programmes	53 048 652	59 992	22 482	(607 589)	22 156
	2-126	Finances (service de la dette)	7 833 239				
		Total *	**60 881 891**	**59 992**	**22 482**	**(607 589)**	**22 156**
		* Votés	41 622 590	59 992	22 482	(796 745)	
		Permanents	19 259 301			189 156	
		Ne nécessitant pas de crédits					
		Ne nécessitant pas de crédits (stocks)					
		Ajustements négatifs de provisions					22 156

INVESTISSEMENTS		Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES		
Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobili-sations			2007 [11]	2006	
(-)	(-)	=	+	=		
23	7 218	101 464	5 282	106 746	98 942	1
	2 589	128 593	1 967	130 560	57 876	2
151 656	4 047	1 856 842	2 686	1 859 528	1 752 992	3
536	12 586	684 174	9 057	693 231	657 494	4
725 577 [9]	30	697 168	16	697 184	468 046	5
6	555	232 824	443	233 267	232 446	6
	2 101	589 254	1 924	591 178	534 613	7
21	17 051	181 479	9 429	190 908	196 285	8
369 027 [10]	957	517 012	2 205	519 217	689 817	9
465 581	20 187	12 624 335	13 616	12 637 951	12 280 272	10
305	229	4 084 571	132	4 084 703	4 037 669	11
87	5 127	1 718 604	6 329	1 724 933	1 610 800	12
23	2 976	85 401	1 201	86 602	87 518	13
23	5 383	123 260	1 745	125 005	115 931	14
31	11 174	712 866	14 552	727 418	653 314	15
187	25 283	99 639	2 070	101 709	102 126	16
12	22 695	447 702	15 053	462 755	399 434	17
63 106	4 179	1 084 597	1 065	1 085 662	1 019 399	18
2	1 260	22 450 977	1 528	22 452 505	21 163 384	19
489	17 570	969 064	16 600	985 664	942 004	20
1	7 686	112 556	4 075	116 631	96 141	21
		143 418		143 418	158 615	22
68 773	34 207	1 820 342	183 354	2 003 696	1 812 997	23
3	345	34 565	863	35 428	60 746	24
1 845 469	205 435	51 500 707	295 192	51 795 899	49 228 861	
833 089		7 000 150		7 000 150	6 875 358	
2 678 558	**205 435**	**58 500 857**	**295 192**	**58 796 049**	**56 104 219**	*
1 750 934	195 899	40 390 028		40 390 028	38 553 012	
927 624	9 536	18 132 985		18 132 985	17 354 622	
			234 399	234 399	217 322	
			60 793	60 793		
		(22 156)		(22 156)	(20 737)	

9 Incluant 172 269 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée au 31 mars 2006.

10 Incluant 351 000 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée au 31 mars 2006.

11 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION : SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX							
Portefeuille : Santé et Services sociaux							
Fonctions nationales	2-174	291 667					
Permanents		437					
Ne nécessitant pas de crédits							
Fonctions régionales	2-174	12 974 293					
Permanents		3 297 579					
Office des personnes handicapées du Québec	2-176	11 717					
Ne nécessitant pas de crédits							
Régie de l'assurance maladie du Québec	2-176						
Permanents		5 538 611					
Total du portefeuille		22 114 304					
TOTAL DE LA MISSION		**22 114 304**					
MISSION : ÉDUCATION ET CULTURE							
Portefeuille : Culture et Communications							
Charte de la langue française	2-68	22 781	87				
Ne nécessitant pas de crédits							
Gestion interne, institutions nationales et Commission des biens culturels	2-64	65 029					
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État	2-66	495 624					
Permanents		840					
Total du portefeuille		584 284	87				

* Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.

** Voir les composantes du montant au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories».

1 L'augmentation s'explique principalement par une hausse de la contribution au Fonds de l'assurance médicaments à titre de compensation pour la non-application intégrale de la politique du prix le plus bas lors du remboursement du coût des médicaments.

2 La variation s'explique principalement par une augmentation de l'aide accordée aux musées en difficultés financières, la formation spécialisée en musique et en danse, le programme Placements Culture et le service de la dette de certaines entités, sociétés d'État et organismes nationaux liés au domaine de la culture.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investis-sements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2007 *		DÉPENSES 2006
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=		
(4 489)		287 178		1 230	285 948		285 948	1	261 101
	22	459	266		193		193		217
						1 411	1 411		1 669
64 640		13 038 933	(218 857)		13 257 790		13 257 790		12 360 376
	66 984	3 364 563	139 230		3 225 333		3 225 333		3 182 511
98		11 815	247	32	11 536		11 536		11 018
						117	117		167
	147 390	5 686 001	15 824		5 670 177		5 670 177		5 346 325
60 249	214 396	22 388 949	(63 290)	1 262	22 450 977	1 528	22 452 505		21 163 384
60 249	**214 396**	**22 388 949**	**(63 290)**	**1 262**	**22 450 977**	**1 528**	**22 452 505**		**21 163 384**
(195)		22 673	729	201	21 743		21 743		21 475
						243	243		229
(1 688)		63 341		1 900	61 441		61 441		56 444
		10			10		10		10
						1 681	1 681		1 391
9 596		505 220			505 220		505 220	2	452 967
		840			840		840		2 097
7 713		592 084	729	2 101	589 254	1 924	591 178		534 613

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION : ÉDUCATION ET CULTURE (suite)							
Portefeuille : Éducation, Loisir et Sport							
Administration et consultation	2-92	150 771					
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Aide financière aux études	2-94	496 507					
Permanents		11 000					
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Développement du loisir et du sport	2-96	67 217					
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	2-94	7 489 208					
Enseignement supérieur	2-96	3 984 613					
Formation en tourisme et hôtellerie	2-92	20 613					
Régimes de retraite	2-98						
Permanents		734 117					
Total du portefeuille		12 954 056					
Portefeuille : Immigration et Communautés culturelles							
Immigration, intégration et communautés culturelles	2-132	108 184			22 201		
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		108 194			22 201		
TOTAL DE LA MISSION		**13 646 534**	**87**		**22 201**		
MISSION : ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT							
Portefeuille : Affaires municipales et Régions							
Habitation	2-24	337 900					
Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain	2-20	582 803					
Promotion et développement de la Métropole	2-20	70 433					
Permanents							
Total du portefeuille		991 136					

3 La variation est principalement attribuable à la bonification du régime des prêts et bourses et à la hausse des taux d'intérêt entraînant une augmentation des coûts en intérêt pendant que les étudiants sont aux études.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investis-sements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2007 *	DÉPENSES 2006
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
(7 345)		143 426	3 586	18 928	120 912		120 912	118 949
	49	59			59		59	73
						4 930	4 930	5 033
(55 100)		441 407	640	87 640	353 127		353 127 [3]	302 101
	8 883	19 883			19 883		19 883	30 800
						8 686	8 686	7 128
			15 556		(15 556)		(15 556)	(18 600)
(6 374)		60 843			60 843		60 843	60 072
(81 811)		7 407 397	(84 200)	84 200	7 407 397		7 407 397	7 267 204
188 283		4 172 896	(41 420)	295 000	3 919 316		3 919 316	3 775 361
		20 613			20 613		20 613	18 789
	10 821	744 938	7 197		737 741		737 741	713 362
37 653	19 753	13 011 462	(98 641)	485 768	12 624 335	13 616	12 637 951	12 280 272
(2 430)		127 955	11	5 403	122 541		122 541	113 596
	6	16			16		16	16
						1 740	1 740	1 649
(2 430)	6	127 971	11	5 403	122 557	1 740	124 297	115 261
42 936	**19 759**	**13 731 517**	**(97 901)**	**493 272**	**13 336 146**	**17 280**	**13 353 426**	**12 930 146**
2 615		340 515			340 515		340 515	318 862
3 231		586 034			586 034		586 034	555 165
5 126		75 559		4 497	71 062		71 062	73 864
	972	972			972		972	1 800
10 972	972	1 003 080		4 497	998 583		998 583	949 691

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)							
Portefeuille : Agriculture, Pêcheries et Alimentation							
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments	2-36	366 293			5 040		
Permanents		9				2	
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Organismes d'État	2-36	316 849	152		619		
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		683 151	152		5 659	2	
Portefeuille : Développement durable, Environnement et Parcs							
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	2-76	5 289					
Ne nécessitant pas de crédits							
Protection de l'environnement et gestion des parcs	2-76	199 772	525		3 102		
Permanents		34				112	
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		205 095	525		3 102	112	
Portefeuille : Développement économique, Innovation et Exportation							
Développement économique et aide aux entreprises	2-84	318 775					
Permanents							
Ajustements négatifs de provisions							
Direction du Ministère	2-84	39 156					
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Recherche, science et technologie	2-86	263 104					
Total du portefeuille		621 045					
Portefeuille : Emploi et Solidarité sociale							
Mesures d'aide à l'emploi	2-104	795 292					
Total du portefeuille		795 292					

4 L'augmentation s'explique principalement par la mise en place d'un nouveau Programme d'aide spéciale aux exploitations porcines et par une hausse du nombre de réclamations pour le Programme Prime-Vert.

5 Incluant 351 000 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée le 31 mars 2006.

6 La variation s'explique principalement par l'augmentation en 2005-2006, des risques de pertes sur certaines interventions financières garanties.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investis-sements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2007	DÉPENSES 2006 *
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
8 343		379 676		12 753	366 923		366 923 [4]	332 783
	195	206	2		204		204	254
						8 642	8 642	7 877
			200		(200)		(200)	(757)
399		318 019	410	369	317 240		317 240	316 991
	7	7			7		7	
						415	415	346
8 742	202	697 908	612	13 122	684 174	9 057	693 231	657 494
400		5 689	203	61	5 425		5 425	5 678
						51	51	59
137		203 536	10 679	17 011	175 846		175 846	179 958
92	82	320	112		208		208	453
						9 378	9 378	10 137
629	82	209 545	10 994	17 072	181 479	9 429	190 908	196 285
347 452		666 227	78 178	369 027 [5]	219 022		219 022 [6]	410 971
	13 921	13 921			13 921		13 921	5 123
			6 400		(6 400)		(6 400)	(1 243)
876		40 032	5 201	957	33 874		33 874	34 515
	55	65			65		65	305
						2 205	2 205	2 913
1 253		264 357	7 827		256 530		256 530	237 233
349 581	13 976	984 602	97 606	369 984	517 012	2 205	519 217	689 817
34 573		829 865	17		829 848		829 848	794 985
34 573		829 865	17		829 848		829 848	794 985

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION : ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)							
Portefeuille : Relations internationales							
Affaires internationales	2-150	100 346	715				
Permanents		109					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		100 455	715				
Portefeuille : Ressources naturelles et Faune							
Gestion des ressources naturelles et fauniques	2-158	389 067	912		186		
Permanents		5 105				162	
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Total du portefeuille		394 172	912		186	162	
Portefeuille : Tourisme							
Promotion et développement du tourisme	2-198	139 259					
Permanents		9					
Total du portefeuille		139 268					
Portefeuille : Transports							
Administration et services corporatifs	2-208	88 595	1 785				
Permanents		19					
Ne nécessitant pas de crédits							
Infrastructures de transport	2-206	1 342 595					
Permanents						5 381	
Ne nécessitant pas de crédits							
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)							
Promotion et développement de la	2-208						
Capitale-Nationale		39 472					
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Systèmes de transport	2-206	415 981	834				
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		1 886 662	2 619			5 381	
TOTAL DE LA MISSION		**5 816 276**	**4 923**		**8 947**	**5 657**	

7 La variation s'explique principalement par la nécessité de modifier la structure de financement du Fonds forestier suite à la diminution des revenus de permis d'intervention – approvisionnement de bois sur les terres publiques.
8 La variation est attribuable à la diminution des sommes versées pour l'extinction des feux de forêt.
9 La hausse est principalement attribuable à l'accroissement des activités dans le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier et à l'augmentation des dépenses relatives au programme d'aide à l'entretien du réseau local.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investis-sements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2007 *		DÉPENSES 2006
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=		
23 505		124 566		25 467	99 099		99 099		100 658
	434	543		3	540		540		653
						2 070	2 070		815
23 505	434	125 109		25 470	99 639	2 070	101 709		102 126
62 304		452 469		22 707	429 762		429 762	7	340 887
	12 910	18 177	237		17 940		17 940	8	45 092
						15 053	15 053		13 529
									(74)
62 304	12 910	470 646	237	22 707	447 702	15 053	462 755		399 434
4 150		143 409	1		143 408		143 408		158 606
	1	10			10		10		9
4 150	1	143 419	1		143 418		143 418		158 615
(3 116)		87 264		5 659	81 605		81 605		71 836
	97	116			116		116		320
						15 518	15 518		6 827
33 013		1 375 608		93 411	1 282 197		1 282 197	9	1 194 320
		5 381	1		5 380		5 380		6 513
						105 682	105 682		104 184
						60 793	60 793		
12 896		52 368	1	1 541	50 826		50 826		36 814
	373	373			373		373		
						7	7		8
(13 867)		402 948	734	2 369	399 845		399 845		391 105
						1 354	1 354		1 070
28 926	470	1 924 058	736	102 980	1 820 342	183 354	2 003 696		1 812 997
523 382	**29 047**	**6 388 232**	**110 203**	**555 832**	**5 722 197**	**221 168**	**5 943 365**		**5 761 444**

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION : SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES							
Portefeuille : Emploi et Solidarité sociale							
Administration	2-106	480 651			4 251		
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Mesures d'aide financière	2-104	2 474 008		279 000			
Permanents		5 500					
Total du portefeuille		2 960 169		279 000	4 251		
Portefeuille : Famille, Aînés et Condition féminine							
Condition des aînés	2-114	2 867	13				
Condition féminine	2-114	6 855	174				
Ne nécessitant pas de crédits							
Curateur public	2-114	44 305	513				
Permanents							8 900
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Mesures d'aide à la famille	2-112	1 517 288	375	160 000			
Permanents		1 100					
Ajustements négatifs de provisions							
Planification, recherche et administration	2-112	29 642	528				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		1 602 067	1 603	160 000			8 900
Portefeuille : Justice							
Aide aux justiciables	2-142	148 117					
Permanents		61 018					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		209 135					
TOTAL DE LA MISSION		**4 771 371**	**1 603**	**439 000**	**4 251**		**8 900**

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investis-sements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2007	DÉPENSES 2006 *
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
(9 782)		475 120		231	474 889		474 889	494 738
	8	18	1		17		17	24
						132	132	276
22 075		2 775 083	1 099	303	2 773 681		2 773 681	2 742 208
	636	6 136			6 136		6 136	5 438
12 293	644	3 256 357	1 100	534	3 254 723	132	3 254 855	3 242 684
100		2 980	105		2 875		2 875	2 617
8		7 037	374	10	6 653		6 653	6 490
						10	10	13
40		44 858	7 896	2 981	33 981		33 981	26 778
	4	8 904			8 904		8 904	12 063
						5 542	5 542	2 052
								(3)
1 000		1 678 663	32 700	139	1 645 824		1 645 824	1 534 423
		1 100	1 081		19		19	4 399
								(60)
(468)		29 702	7 318	2 084	20 300		20 300	21 180
	38	48			48		48	42
						777	777	806
680	42	1 773 292	49 474	5 214	1 718 604	6 329	1 724 933	1 610 800
(2 187)		145 930	5 831	221	139 878		139 878	148 789
	19 592	80 610	36		80 574		80 574	76 379
						188	188	182
(2 187)	19 592	226 540	5 867	221	220 452	188	220 640	225 350
10 786	**20 278**	**5 256 189**	**56 441**	**5 969**	**5 193 779**	**6 649**	**5 200 428**	**5 078 834**

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION : GOUVERNE ET JUSTICE							
Portefeuille : Assemblée nationale							
Commission spéciale	2-6						
Permanents		344					
Secrétariat général adjoint aux affaires administratives	2-4						
Permanents		36 634					
Ne nécessitant pas de crédits							
Secrétariat général, affaires parlementaires et affaires institutionnelles	2-4						
Permanents		21 057					
Services statutaires de soutien aux parlementaires	2-4						
Permanents		46 159					6 788
Total du portefeuille		104 194					6 788
Portefeuille : Personnes désignées par l'Assemblée nationale							
Administration du système électoral	2-12						
Permanents		26 756					
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Commissaire au lobbyisme	2-14	2 527					
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Protecteur du citoyen	2-12	12 533	228				
Permanents		293					
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Vérificateur général	2-12	21 412	949				(2)
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		63 521	1 177				(2)
Portefeuille : Affaires municipales et Régions							
Administration générale	2-22	63 694					
Permanents		9				2	
Ne nécessitant pas de crédits							
Commission municipale du Québec	2-24	2 269					
Ne nécessitant pas de crédits							
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités	2-22	714 262					
Permanents							292
Développement des régions et ruralité	2-24	69 025					
Régie du logement	2-26	14 688	3		1 385		
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		863 947	3		1 385	2	292

10 L'augmentation s'explique principalement par la tenue d'une élection générale le 26 mars 2007.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investis-sements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2007 *	DÉPENSES 2006
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
		344	171		173		173	1 950
(526)		36 108	1 560	7 218	27 330		27 330	26 642
						5 282	5 282	5 610
								2 248
(595)		20 462	463	5	19 994		19 994	17 633
1 121		54 068	83	18	53 967		53 967	44 859
		110 982	2 277	7 241	101 464	5 282	106 746	98 942
	72 275	99 031	2 544	2 296	94 191		94 191 [10]	24 410
						1 079	1 079	670
		2 527	50	25	2 452		2 452	2 435
						73	73	104
4		12 765	1 583	136	11 046		11 046	10 476
		293	9		284		284	256
						311	311	295
9		22 368	1 616	132	20 620		20 620	18 719
						504	504	511
13	72 275	136 984	5 802	2 589	128 593	1 967	130 560	57 876
(6 493)		57 201	1	3 797	53 403		53 403	50 459
	8	19	2		17		17	8
						2 456	2 456	2 709
(215)		2 054		3	2 051		2 051	1 689
						7	7	29
6 410		720 672	(141 510)	144 688	717 494		717 494	674 913
		292	292					
		69 025			69 025		69 025	57 279
2 911		18 987		2 718	16 269		16 269	16 004
						223	223	211
2 613	8	868 250	(141 215)	151 206	858 259	2 686	860 945	803 301

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille : Conseil du trésor et Administration gouvernementale							
Commission de la fonction publique	2-44	3 508	97				
Ne nécessitant pas de crédits							
Fonds de suppléance	2-48	753 582					
Régimes de retraite et d'assurances	2-46	4 418					
Permanents		318 894					
Secrétariat du Conseil du trésor	2-44	117 986					
Permanents		9					
Total du portefeuille		1 198 397	97				
Portefeuille : Conseil exécutif							
Affaires autochtones	2-56	167 033	39				
Permanents		9					
Ne nécessitant pas de crédits							
Affaires intergouvernementales canadiennes	2-56	12 030	268				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Cabinet du lieutenant-gouverneur	2-54	857					
Jeunesse	2-58	9 267	126				
Ne nécessitant pas de crédits							
Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information	2-58	5 633	167				
Ne nécessitant pas de crédits							
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif	2-54	69 391	799				
Permanents		1 076					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		265 306	1 399				
Portefeuille : Développement économique, Innovation et Exportation							
Provision relative aux interventions financières garanties par le gouvernement	2-86	352 000					
Total du portefeuille		352 000					

11 Incluant 172 269 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée le 31 mars 2006.
12 L'augmentation est attribuable d'une part, au jugement de juin 2007 relatif à la rémunération des juges et d'autre part à l'équité salariale.
13 L'augmentation est principalement attribuable à la portion de la provision pour l'équité salariale relative à la fonction publique ainsi qu'à l'augmentation de la dépense relative à la provision pour congés de maladie et vacances.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investis-sements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2007 *	DÉPENSES 2006
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
4		3 609	729	30	2 850		2 850	2 732
						16	16	19
(753 582)								
(1 587)		2 831			2 831		2 831	2 874
	117 851	436 745	16 005	31 450	389 290		389 290 [12]	297 343
373 072		491 058	(505 254)	694 127 [11]	302 185		302 185 [13]	162 729
	3	12			12		12	2 349
(382 093)	117 854	934 255	(488 520)	725 607	697 168	16	697 184	468 046
(6 049)		161 023	5 464	39	155 520		155 520	153 933
	61	70			70		70	64
						29	29	30
319		12 617	1 289	72	11 256		11 256	11 158
	44	54			54		54	49
						53	53	26
217		1 074			1 074		1 074	1 071
		9 393	901	4	8 488		8 488	8 704
						9	9	12
8		5 808	379	65	5 364		5 364	5 585
						18	18	17
(9 624)		60 566	13 256	381	46 929		46 929	48 965
	2 993	4 069			4 069		4 069	2 199
						334	334	633
(15 129)	3 098	254 674	21 289	561	232 824	443	233 267	232 446
(351 000)		1 000	1 000					
(351 000)		1 000	1 000					

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION : GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille : Finances							
Direction du ministère	2-124	44 027	1 242				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement	2-124	106 949	1 512				
Permanents		11 333					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		162 319	2 754				
Portefeuille : Immigration et Communautés culturelles							
Organisme relevant du ministre	2-132	721					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		721					
Portefeuille : Justice							
Activité judiciaire	2-140	26 107					
Permanents		52 791					
Administration de la justice	2-140	258 715					
Permanents		10 026				2	
Ne nécessitant pas de crédits							
Justice administrative	2-142	10 165					
Organisme de protection relevant du ministre	2-144	7 627					
Ne nécessitant pas de crédits							
Poursuites criminelles et pénales	2-144	58 923					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		424 354				2	
Portefeuille : Revenu							
Administration fiscale	2-166	487 717	6 113				
Permanents		302 536				31	5 000
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Registraire des entreprises	2-168	20 053					
Permanent							
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		810 306	6 113			31	5 000

14 La variation s'explique principalement par l'inscription d'un compte à payer estimé pour la rémunération des juges suite au jugement rendu par la Cour supérieure le 4 juin 2007.

15 La variation est attribuable à la hausse de la dépense de créances douteuses et s'explique principalement par l'augmentation des comptes à recevoir due à l'intensification des travaux de récupération fiscale et par l'ajout à la provision pour créances douteuses de comptes à recevoir en opposition.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investis-sements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2007 *		DÉPENSES 2006
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=		
174		45 443	6 113	1 914	37 416		37 416		37 438
		10	1		9		9		10
						922	922		1 094
(41 773)		66 688	25 673	1 085	39 930		39 930		40 860
		11 333	3 287		8 046		8 046		7 855
						279	279		261
(41 599)		123 474	35 074	2 999	85 401	1 201	86 602		87 518
		721	15	3	703		703		665
						5	5		5
		721	15	3	703	5	708		670
3 257		29 364		940	28 424		28 424		24 548
	70 162	122 953	243		122 710		122 710	14	60 018
(892)		257 823	4	9 290	248 529		248 529		254 912
	4 261	14 289	169		14 120		14 120		9 845
						14 284	14 284		13 289
23		10 188	198		9 990		9 990		10 828
58		7 685	204	44	7 437		7 437		7 402
						63	63		80
2 991		61 914		710	61 204		61 204		47 042
						17	17		
5 437	74 423	504 216	818	10 984	492 414	14 364	506 778		427 964
16 064		509 894	23 980	4 080	481 834		481 834		480 490
(92)	345 420	652 895	32	63 061	589 802		589 802	15	522 762
						500	500		1 736
51		20 104	7 002	144	12 958		12 958		13 952
	3	3			3		3		1
						565	565		458
16 023	345 423	1 182 896	31 014	67 285	1 084 597	1 065	1 085 662		1 019 399

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille : Sécurité publique							
Organismes relevant du ministre	2-186	29 237					
Permanents		3					
Sécurité, prévention et gestion interne	2-184	417 254					
Permanents		4 445					
Ne nécessitant pas de crédits							
Sûreté du Québec	2-184	479 880					
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		930 819					
Portefeuille : Services gouvernementaux							
Services gouvernementaux	2-192	62 225					
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		62 235					
Portefeuille : Travail							
Travail	2-214	22 810	689	6 500			
Permanents		3 021				1	
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		25 831	689	6 500		1	
TOTAL DE LA MISSION		**5 263 950**	**12 232**	**6 500**	**1 385**	**36**	**12 078**

16 La variation s'explique par l'augmentation des sommes versées pour les affaires policières et sécurité-protection, ainsi que pour les services correctionnels.

17 La hausse de 20 896 est principalement attribuable à des dépenses supplémentaires de 17 200 en 2006-2007 pour Services Québec, à la hausse des frais d'exploitation, de formation et d'amortissement de SAGIR pour 41 874 et à la non-récurrence d'une dépense de 44 200 en 2005-2006 pour la création d'une provision pour moins-value sur un actif.

18 La baisse est principalement attribuable aux sommes accordées en 2005-2006 à la Régie du bâtiment du Québec qui est devenue un organisme non budgétaire depuis le 1er décembre 2005.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investis-sements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2007 *		DÉPENSES 2006
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=		
(1 124)		28 113		507	27 606		27 606		27 378
		3	3						
25 396		442 650		3 478	439 172		439 172	16	392 670
	10 794	15 239		9	15 230		15 230		20 369
						5 047	5 047		4 882
20 179		500 059		14 065	485 994		485 994		483 405
	1 062	1 062			1 062		1 062		1 025
						11 553	11 553		12 275
44 451	11 856	987 126	3	18 059	969 064	16 600	985 664		942 004
77 374		139 599	19 365	7 687	112 547		112 547	17	91 651
		10	1		9		9		2 387
						4 075	4 075		2 103
77 374		139 609	19 366	7 687	112 556	4 075	116 631		96 141
6 557		36 556	4 361	337	31 858		31 858	18	55 891
		3 022	304	11	2 707		2 707		2 952
						863	863		1 903
6 557		39 578	4 665	348	34 565	863	35 428		60 746
(637 353)	**624 937**	**5 283 765**	**(508 412)**	**994 569**	**4 797 608**	**48 567**	**4 846 175**		**4 295 053**

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION : SERVICE DE LA DETTE							
Portefeuille : Finances							
Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite	2-126						
Permanents		7 205 000					
Total du portefeuille		7 205 000					
TOTAL DE LA MISSION		**7 205 000**					
TOTAL DES CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS		**58 817 435**	**18 845**	**445 500**	**36 784**	**5 693**	**20 978**
Votés		41 121 463	18 845	445 500	36 784		(2)
Permanents		17 695 972				5 693	20 980
Ne nécessitant pas de crédits							
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)							
Ajustements négatifs de provisions							

19 Incluant 4 357 127 (2006: 4 043 803) pour le service de la dette directe et 2 643 023 (2006: 2 831 555) pour les intérêts sur le compte des régimes de retraite.

20 Non inclus dans les prévisions budgétaires.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investis-sements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES 2007 *	DÉPENSES 2006
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
	628 239	7 833 239		833 089	7 000 150		7 000 150 [19]	6 875 358
	628 239	7 833 239		833 089	7 000 150		7 000 150	6 875 358
	628 239	**7 833 239**		**833 089**	**7 000 150**		**7 000 150**	**6 875 358**
	1 536 656 [20]	**60 881 891**	**(502 959)**	**2 883 993**	**58 500 857**	**295 192**	**58 796 049**	**56 104 219**
		41 622 590	(714 271)	1 946 833	40 390 028		40 390 028	38 553 012
	1 536 656	19 259 301	189 156	937 160	18 132 985		18 132 985	17 354 622
						234 399	234 399	217 322
						60 793	60 793	
			22 156		(22 156)		(22 156)	(20 737)

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses * =	Rémunération +
ASSEMBLÉE NATIONALE	102 108	101 464	79 879
PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE			
Commissaire au lobbyisme	2 502	2 452	1 708
Directeur général des élections - Commission de la représentation	95 932	94 191	57 557
Protecteur du citoyen	12 703	11 330	8 107
Vérificateur général	22 118	20 620	15 226
	133 255	128 593	82 598
AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS			
Ministère des Affaires municipales et des Régions	1 838 814	1 838 522	37 726
Commission municipale du Québec	2 051	2 051	1 617
Régie du logement	16 269	16 269	12 401
	1 857 134	1 856 842	51 744
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION			
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	672 135	671 927	113 413
Commission de protection du territoire agricole du Québec	8 609	8 411	6 898
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 039	3 836	2 980
	684 783	684 174	123 291
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE			
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	710 323	694 318	635 517
Commission de la fonction publique	3 449	2 850	2 312
	713 772	697 168	637 829
CONSEIL EXÉCUTIF			
Ministère du Conseil exécutif	249 459	228 943	51 292
Commission d'accès à l'information	4 049	3 881	3 122
	253 508	232 824	54 414
CULTURE ET COMMUNICATIONS			
Ministère de la Culture et des Communications	569 207	568 881	40 232
Commission des biens culturels du Québec	444	444	286
Conseil supérieur de la langue française	1 501	1 327	732
Office québécois de la langue française	18 830	18 602	14 366
	589 982	589 254	55 616

* Excluant l'amortissement des immobilisations et l'utilisation des stocks qui ne requièrent pas de crédits.
** Les dépenses relatives à l'amortissement et à l'utilisation des stocks sont comprises dans la supercatégorie «Fonctionnement».

Fonctionnement *+	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette	Fonctionnement Dépenses ne nécessitant pas de crédits **	Dépenses totales
21 556		29			5 282	106 746
744					73	2 525
33 925		2 709			1 079	95 270
3 223					311	11 641
5 394					504	21 124
43 286		2 709			1 967	130 560
15 072	3 669	1 746 649	35 406		2 456	1 840 978
434					7	2 058
3 868					223	16 492
19 374	3 669	1 746 649	35 406		2 686	1 859 528
41 463	976	516 075			8 642	680 569
1 513					373	8 784
849	7				42	3 878
43 825	983	516 075			9 057	693 231
20 894	2	22 037	15 868			694 318
538					16	2 866
21 432	2	22 037	15 868		16	697 184
19 205		158 446			425	229 368
759					18	3 899
19 964		158 446			443	233 267
21 640	397	506 612			1 685	570 566
158						444
580		15			9	1 336
4 007		229			230	18 832
26 385	397	506 856			1 924	591 178

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses *=	Rémunération +
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS			
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	179 563	176 054	96 981
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 627	5 425	3 685
	185 190	181 479	100 666
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION	611 204	517 012	58 466
ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT			
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	12 648 996	12 622 016	90 748
Commission consultative de l'enseignement privé	114	114	52
Conseil supérieur de l'éducation	2 205	2 205	1 608
	12 651 315	12 624 335	92 408
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	4 085 688	4 084 571	161 853
FAMILLE, AÎNÉS ET CONDITION FÉMININE			
Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine	1 693 064	1 671 480	27 570
Conseil du statut de la femme	4 494	4 239	3 037
Curateur public	43 213	42 885	31 995
	1 740 771	1 718 604	62 602
FINANCES	7 119 500	7 085 551	42 766
IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES			
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	122 561	122 557	63 366
Conseil des relations interculturelles	717	703	471
	123 278	123 260	63 837

Fonctionnement *+	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette	Fonctionnement Dépenses ne nécessitant pas de crédits **	Dépenses totales
42 872	107	36 094			9 378	185 432
1 740					51	5 476
44 612	107	36 094			9 429	190 908
35 105	7 521	415 920			2 205	519 217
44 500	4 327	12 482 441			13 597	12 635 613
62						114
597					19	2 224
45 159	4 327	12 482 441			13 616	12 637 951
102 924	6 136	2 769 759	1 043 899		132	4 084 703
9 218	19	1 634 673			777	1 672 257
1 202					10	4 249
10 887	3				5 542	48 427
21 307	22	1 634 673			6 329	1 724 933
24 436		17 749	450	7 000 150	1 201	7 086 752
30 899		28 292			1 740	124 297
232					5	708
31 131		28 292			1 745	125 005

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses *=	Rémunération +
JUSTICE			
Ministère de la Justice	633 051	627 330	259 680
Comité de la rémunération des juges de la Cour du Québec et des cours municipales	200	1	
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	13 772	13 755	10 702
Conseil de la justice administrative	411	373	166
Conseil de la magistrature	2 139	2 095	331
Directeur des poursuites criminelles et pénales	61 205	61 204	49 739
Office de la protection du consommateur	7 636	7 437	5 630
Tribunal des droits de la personne	674	671	390
	719 088	712 866	326 638
RELATIONS INTERNATIONALES	99 639	99 639	48 639
RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE	447 777	447 702	104 570
REVENU			
Ministère du Revenu	1 091 093	1 071 636	294 625
Le Registraire des entreprises	14 573	12 961	9 890
	1 105 666	1 084 597	304 515
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
Ministère de la Santé et des Services sociaux	16 688 508 [1]	16 767 869 [1]	50 783
Commissaire à la santé et au bien-être	1 395	1 395	759
Office des personnes handicapées du Québec	11 783	11 536	8 102
Régie de l'assurance maladie du Québec	5 686 001	5 670 177	
	22 387 687	22 450 977	59 644

1 Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-175.

SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Ministère de la Sécurité publique	959 381	959 377	459 623
Bureau du coroner	6 512	6 512	3 533
Commission québécoise des libérations conditionnelles	3 175	3 175	2 009
	969 068	969 064	465 165
SERVICES GOUVERNEMENTAUX	121 683	112 556	9 414

Fonctionnement *+	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette	Fonctionnement Dépenses ne nécessitant pas de crédits **	Dépenses totales
140 435	5 333	207 982	13 900		14 284	641 614
1						1
3 053					188	13 943
207						373
1 764						2 095
11 465					17	61 221
1 807					63	7 500
281						671
159 013	5 333	207 982	13 900		14 552	727 418
27 050		23 950			2 070	101 709
43 886	5 540	18 014	275 692		15 053	462 755
113 889	547 717	123	115 282		500	1 072 136
3 068	3				565	13 526
116 957	547 720	123	115 282		1 065	1 085 662
73 462		16 643 624			1 411	16 769 280
536		100				1 395
2 540		894			117	11 653
		5 670 177				5 670 177
76 538		22 314 795			1 528	22 452 505
239 228	33	64 395	196 098		16 600	975 977
2 979						6 512
1 166						3 175
243 373	33	64 395	196 098		16 600	985 664
65 855		37 287			4 075	116 631

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses *=	Rémunération +
TOURISME	143 418	143 418	
TRANSPORTS			
Ministère des Transports	1 809 839	1 809 839	173 820
Commission des transports du Québec	11 001	10 503	7 923
	1 820 840	1 820 342	181 743
TRAVAIL			
Ministère du Travail	28 947	26 215	8 721
Commission de l'équité salariale	5 520	5 239	3 860
Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	457	413	258
Conseil des services essentiels	2 976	2 698	1 946
	37 900	34 565	14 785
TOTAL GOUVERNEMENTAL	**58 704 254**	**58 500 857**	**3 183 082**

Pour détail par catégories, voir section 2, par portefeuilles.

Fonctionnement *+	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette	Fonctionnement Dépenses ne nécessitant pas de crédits **	Dépenses totales
		84 499	58 919			143 418
283 569	470	572 161	779 819		182 000	1 991 839
2 580					1 354	11 857
286 149	470	572 161	779 819		183 354	2 003 696
2 886		14 608			752	26 967
1 379					94	5 333
155					2	415
752					15	2 713
5 172		14 608			863	35 428
1 524 489	**582 260**	**43 675 543**	**2 535 333**	**7 000 150**	**295 192**	**58 796 049**

SOMMAIRE DES DÉPENSES DE TRANSFERT

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES *	Rémunération	Fonctionnement
Entreprises		
Établissements de santé et de services sociaux	10 748 211	3 934 584
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	9 218 775	1 503 265
Municipalités et organismes municipaux		10
Organismes à but non lucratif	100 844	53 538
Personnes:		
Sécurité du revenu		
Assurance maladie	3 947 436	2
Autres	46 653	6
Organismes et entreprises du gouvernement	433 949	237 189
	24 495 868	**5 728 594**

RÉPARTITION:

1	Assemblée nationale		
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3	Affaires municipales et Régions	19 886	5 993
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	41 035	12 500
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	21 882	
6	Conseil exécutif		
7	Culture et Communications	101 650	73 197
8	Développement durable, Environnement et Parcs		6 015
9	Développement économique, Innovation et Exportation	2 928	6 627
10	Éducation, Loisir et Sport	9 207 876	1 506 602
11	Emploi et Solidarité sociale	6 943	2 682
12	Famille, Aînés et Condition féminine		30 097
13	Finances	11 858	2 327
14	Immigration et Communautés culturelles		
15	Justice	117 160	17 769
16	Relations internationales		
17	Ressources naturelles et Faune	2 039	
18	Revenu		
19	Santé et Services sociaux	14 915 904	4 020 691
20	Sécurité publique		7 996
21	Services gouvernementaux		
22	Tourisme	22 269	26 105
23	Transports	24 438	9 993
24	Travail		
		24 495 868	**5 728 594**

Total des transferts pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital et pour autres dépenses en capital.

* Correspondant aux destinataires finaux. Si l'aide est versée par un intermédiaire et qu'alors l'identification des destinataires finaux ne peut être faite au prix d'un effort raisonnable, les bénéficiaires du paiement initial sont pris en compte.

1 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.

Capital		Intérêt	Support	2007 [1]	2006	
Principal	Autres					
2 899	29 438	3 232	1 033 118	1 068 687	998 522	
309 979	15 743	271 252	198 255	15 478 024	14 603 573	
512 483	27 405	559 274	310 268	12 131 470	11 821 302	
437 341	42 669	322 772	1 128 705	1 931 497	1 759 792	
85 699	10 031	86 851	2 309 406	2 646 369	2 531 472	
			2 746 038	2 746 038	2 716 575	
			1 923 796	5 871 234	5 521 203	
4 065	24 135	4 939	632 771	712 569	647 533	
87 534	25 600	84 608	220 775	1 089 655	992 243	
1 440 000	**175 021**	**1 332 928**	**10 503 132**	**43 675 543**	**41 592 215**	
			29	29	31	1
			2 709	2 709	2 778	2
390 138	16 294	335 216	979 122	1 746 649	1 649 844	3
103	27 152	156	435 129	516 075	484 366	4
			155	22 037	24 201	5
7 447	3 022	6 619	141 358	158 446	157 866	6
73 564	2 264	46 114	210 067	506 856	455 890	7
12 683	514	7 071	9 811	36 094	33 322	8
6 324	1 089	2 792	396 160	415 920	395 650	9
499 827	29 583	554 663	683 890	12 482 441	12 119 518	10
	486	21	2 759 627	2 769 759	2 738 544	11
3 810	593	1 962	1 598 211	1 634 673	1 523 548	12
			3 564	17 749	16 175	13
			28 292	28 292	23 260	14
	513		72 540	207 982	213 944	15
			23 950	23 950	25 399	16
	1 454	4 856	9 665	18 014	19 836	17
			123	123	124	18
309 931	35 877	271 207	2 761 185	22 314 795	21 021 084	19
			56 399	64 395	48 160	20
			37 287	37 287	22 829	21
16 421		19 704		84 499	84 339	22
119 752	56 180	82 547	279 251	572 161	515 024	23
			14 608	14 608	16 483	24
1 440 000	**175 021**	**1 332 928**	**10 503 132**	**43 675 543**	**41 592 215**	

1 615 021

SOMMAIRE DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Rémuné-ration	Fonction-nement	Capital	Intérêt	Support	2007 [1]	2006
Affaires municipales et Régions					35 406	35 406	27 143
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		220	5 672	9 976		15 868	4 437
Emploi et Solidarité sociale	121 680	47 836	28 727	2 759	842 897	1 043 899	1 024 950
Finances		450				450	450
Justice	260	1 064			12 576	13 900	11 336
Relations internationales							10 750
Ressources naturelles et Faune	92 689	83 748	12 400	12 800	74 055	275 692	220 686
Revenu	52 284	19 951	40 446	2 601		115 282	109 512
Sécurité publique	153 361	37 803	4 934			196 098	199 545
Services gouvernementaux							44 200
Tourisme	15 606	13 636			29 677	58 919	74 276
Transports	64 838	33 266	400 755	279 416	1 544	779 819	673 003
	500 718	**237 974**	**492 934**	**307 552**	**996 155**	**2 535 333**	**2 400 288**

1 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.

SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Total des dépenses	Immobili-sations	Rémunération totale
Assemblée nationale	79 879			79 879	578	80 457
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	82 598			82 598	231	82 829
Affaires municipales et Régions	51 744	19 886		71 630	33	71 663
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	123 291	41 035		164 326	708	165 034
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	637 829	21 882		659 711		659 711
Conseil exécutif	54 414			54 414		54 414
Culture et Communications	55 616	101 650		157 266	19	157 285
Développement durable, Environnement et Parcs	100 666			100 666	1 262	101 928
Développement économique, Innovation et Exportation	58 466	2 928		61 394		61 394
Éducation, Loisir et Sport	92 408	9 207 876		9 300 284	589	9 300 873
Emploi et Solidarité sociale	161 853	6 943	121 680	290 476		290 476
Famille, Aînés et Condition féminine	62 602			62 602	1 358	63 960
Finances	42 766	11 858		54 624	360	54 984
Immigration et Communautés culturelles	63 837			63 837	1 482	65 319
Justice	326 638	117 160	260	444 058	3 919	447 977
Relations internationales	48 639			48 639		48 639
Ressources naturelles et Faune	104 570	2 039	92 689	199 298	2 907	202 205
Revenu	304 515		52 284	356 799		356 799
Santé et Services sociaux	59 644	14 915 904		14 975 548	198	14 975 746
Sécurité publique	465 165		153 361	618 526	2 424	620 950
Services gouvernementaux	9 414			9 414		9 414
Tourisme		22 269	15 606	37 875		37 875
Transports	181 743	24 438	64 838	271 019	5 305	276 324
Travail	14 785			14 785		14 785
	3 183 082	**24 495 868**	**500 718**	**28 179 668**	**21 373**	**28 201 041**

SECTION 2

DÉTAIL DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

SECTION 2

DÉTAIL DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Assemblée nationale…… 2-3
Personnes désignées par l'Assemblée nationale…… 2-11
Affaires municipales et Régions……..... 2-19
Agriculture, Pêcheries et Alimentation…….... 2-34
Conseil du trésor et Administration gouvernementale……... 2-43
Conseil exécutif…….. 2-53
Culture et Communications…….. 2-63
Développement durable, Environnement et Parcs..... 2-74
Développement économique, Innovation et Exportation……..... 2-83
Éducation, Loisir et Sport …… 2-91
Emploi et Solidarité sociale……..... 2-103
Famille, Aînés et Condition féminine…….... 2-111
Finances……..... 2-120
Immigration et Communautés culturelles……..... 2-131
Justice…… 2-138
Relations internationales…….. 2-149
Ressources naturelles et Faune .....…… 2-155
Revenu……... 2-164
Santé et Services sociaux……... 2-173
Sécurité publique……... 2-182
Services gouvernementaux..... 2-191
Tourisme…….... 2-198
Transports……... 2-204
Travail……..... 2-213

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	2 610	2 658
Boutique de l'Assemblée nationale		271
	2 610	2 929
Moins : Montants inscrits au compte des revenus autonomes de l'Assemblée nationale	2 610	2 929
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	191	225
	191	225
Total des revenus autonomes	191	225
Total des revenus	**191**	**225**

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-22		**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL, AFFAIRES PARLEMENTAIRES ET AFFAIRES INSTITUTIONNELLES**			
1. Secrétariat général, affaires juridiques, bibliothèque et sécurité Permanents [1]	10 854	2		10 400	9 342
2. Affaires parlementaires Permanents [1]	2 754			2 754	2 530
3. Affaires institutionnelles Permanents [1]	6 854	3		6 840	4 755
TOTAL	20 462	5		19 994	16 627

1 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-22		**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL ADJOINT AUX AFFAIRES ADMINISTRATIVES**			
1. Soutien administratif et technique Permanents [1]	21 432		6 768	13 104	7 357
2. Soutien à la gestion Permanents [1]	14 676		450	14 226	12 151
Ne nécessitant pas de crédits				5 282	
TOTAL	36 108		7 218	32 612	19 508

1 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).

PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-22		**SERVICES STATUTAIRES DE SOUTIEN AUX PARLEMENTAIRES**			
1. Indemnités et allocations Permanents [1]	17 063			17 063	17 063
Permanents [2]	8 491	16		8 392	830
2. Personnel des députés Permanents [2]	20 673	2		20 671	18 110
3. Services de recherche des partis Permanents [2]	1 799			1 799	1 593
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale Permanents [1]	6 042			6 042	6 042
TOTAL	54 068	18		53 967	43 638

1 Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1).
2 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leurs rôles de législateurs et de contrôleurs de l'activité gouvernementale, à informer les parlementaires et les citoyens des activités de l'Assemblée nationale, à assurer la gestion de la bibliothèque et de la sécurité des personnes et des biens, des activités protocolaires et pédagogiques de même que des activités interparlementaires.							
1 050		8					452
224							
2 085							11
3 359		8					463
Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines et matérielles d'une part, et des services reliés à la diffusion des débats, aux technologies de l'information ainsi que la gestion des restaurants et du parc immobilier, d'autre part.							
5 747							1 560
2 075							
5 282							
13 104							1 560
Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leur fonction.							
7 562							83
2 540		21					
206							
10 308		21					83

ASSEMBLÉE NATIONALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-22		**COMMISSION SPÉCIALE**			
1. Administration de la commission spéciale Permanents [1]	181			72	31
2. Recherche et soutien du Parti libéral du Québec Permanents [1]	67			25	25
3. Recherche et soutien du Parti québécois Permanents [1]	50			32	32
4. Recherche et soutien de l'Action démocratique du Québec Permanents [1]	46			44	18
TOTAL	344			173	106

1 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Permanents	110 982	23	7 218	101 464	79 879
Ne nécessitant pas de crédits				5 282	
TOTAL	**110 982**	**23**	**7 218**	**106 746**	**79 879** [1]

1 Incluant 5 935 à l'égard de 61 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
L'Assemblée nationale a constitué une commission spéciale en vue de l'étude de l'avant-projet de loi sur la Loi électorale.							
41							109
							42
							18
26							2
67							171
21 556		29					2 277
5 282							
26 838		**29**					**2 277**

ASSEMBLÉE NATIONALE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Secrétariat général, affaires parlementaires et affaires institutionnelles			
Autres	8		
Programme 3 - Services statutaires de soutien aux parlementaires			
Autres	21		
Total des crédits et dépenses	**29**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
			8		8	5
4		17			21	26
4		**17**	**8**		**29**	**31**

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Support	29	29	31
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**29**	**29**	**31**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	456	567
Divers	61	66
	517	633
Intérêts		
Divers	17	9
Amendes et confiscations		
Retrait - parti politique	125	10
Divers	11	12
	136	22
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	124	190
	794	854
Total des revenus autonomes	794	854
Total des revenus	**794**	**854**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-22		**LE PROTECTEUR DU CITOYEN**			
1. Le Protecteur du citoyen	12 765		136	11 046	7 823
Permanents [1]	293			284	284
Ne nécessitant pas de crédits				311	
TOTAL	13 058		136	11 641	8 107

1 Loi sur le Protecteur du citoyen, (L.R.Q., c. P-32).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-22		**LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**			
1. Le Vérificateur général	22 368		132	20 620	15 226
Ne nécessitant pas de crédits				504	
TOTAL	22 368		132	21 124	15 226

PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-22		**ADMINISTRATION DU SYSTÈME ÉLECTORAL**			
1. Gestion interne et soutien					
Permanents [1]	17 572		47	15 067	11 880
Ne nécessitant pas de crédits				449	
2. Commission de la représentation électorale					
Permanents [1]	166			80	
3. Activités électorales					
Permanents [1]	81 293		2 249	79 044	45 677
Ne nécessitant pas de crédits				630	
TOTAL	99 031		2 296	95 270	57 557

1 Loi électorale, (L.R.Q., c. E-3.3).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à permettre au Protecteur du citoyen de se saisir des griefs des citoyens à l'endroit de l'administration publique.							
3 223						365	1 218
311							9
3 534						365	1 227
Ce programme vise à permettre au Vérificateur général d'effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité et celle de l'optimisation des ressources du fonds consolidé du revenu, des ministères, de plusieurs organismes et entreprises du gouvernement et à communiquer le résultat de cette vérification dans un rapport à l'Assemblée nationale.							
5 394						635	981
504							
5 898						635	981
Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et le financement des partis politiques.							
3 187							2 458
449							
80							86
30 658		2 709					
630							
35 004		2 709					2 544

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-22		**LE COMMISSAIRE AU LOBBYISME**			
1. Le Commissaire au lobbyisme	2 527		25	2 452	1 708
Ne nécessitant pas de crédits				73	
TOTAL	2 527		25	2 525	1 708
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	37 660		293	34 118	24 757
Permanents	99 324		2 296	94 475	57 841
Ne nécessitant pas de crédits				1 967	
TOTAL	**136 984**		**2 589**	**130 560**	**82 598** [1]

1 Incluant 6 013 à l'égard de 61 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbyisme d'assurer la surveillance et le contrôle des activités de lobbyisme auprès des titulaires de charges publiques qui oeuvrent au sein des institutions parlementaires, gouvernementales et municipales.							
744							50
73							
817							50
9 361						1 000	2 249
33 925		2 709					2 553
1 967							
45 253		**2 709**				**1 000**	**4 802**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Le Protecteur du citoyen			
Autres			
Programme 3 - Administration du système électoral			
Financement des partis politiques	2 709		
Total des crédits et dépenses	**2 709**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
						33
		2 709			2 709	2 745
		2 709			**2 709**	**2 778**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Support	2 709	2 709	2 778
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**2 709**	**2 709**	**2 778**

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Droits et permis		
Autres		
Frais exigibles par la Régie du logement	4 485	4 598
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	36	17
Intérêts		
Prêts à des municipalités et organismes municipaux	1 038	293
Débiteurs	92	10
Divers	8	8
	1 138	311
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	492	389
Subventions d'années antérieures	434	1 293
Biens non réclamés remis à l'état	4	145
	930	1 827
	2 104	2 155
Total des revenus autonomes	6 589	6 753
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Programme d'infrastructures	52 901	48 376
Infrastructures 2005	6 583	
	59 484	48 376
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte relatif au programme d'infrastructures	52 901	48 376
Compte relatif aux infrastructures 2005	6 583	
Total des transferts du gouvernement du Canada		
Total des revenus	**6 589**	**6 753**

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-14		**PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE LA MÉTROPOLE**			
1. Aide au développement de la Métropole	56 426			56 426	
2. Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	19 133	4 497 [2]		14 636	
Permanents [1]	972			972	
TOTAL	76 531	4 497		72 034	

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
2 Incluant un montant de 2 962 porté à la dette nette dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-14		**MISE À NIVEAU DES INFRASTRUCTURES ET RENOUVEAU URBAIN**			
1. Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout	21 169			21 169	
2. Assainissement des eaux du Québec	440 940			440 940	
3. Infrastructures	115 757			115 757	653
4. Renouveau urbain et villageois	8 168			8 168	
TOTAL	586 034			586 034	653

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme consiste à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la Métropole afin d'en favoriser le progrès, le dynamisme et le rayonnement. De plus, il vise à fournir un soutien financier d'appui à la réalisation d'initiatives ayant comme objectifs le développement et la promotion de la Métropole tout en agissant comme catalyseur et rassembleur pour la promotion de ses intérêts. Il facilite la concertation entre de nombreux partenaires métropolitains, tant du secteur privé que public, notamment en matière d'aménagement du territoire, veille à la cohérence des actions gouvernementales sur ce territoire et assume la responsabilité de la politique gouvernementale en matière de gouvernance locale et régionale.							
		56 426					
		14 636					
	972						
	972	71 062					
Ce programme procure le financement requis pour faciliter la construction de réseaux d'aqueduc et d'égout ainsi que l'assainissement des eaux usées municipales au sein de toutes les régions du Québec. Il permet d'apporter un soutien financier à la réfection d'infrastructures au sein des municipalités, des communautés métropolitaines de même qu'en milieu nordique particulièrement par les programmes d'infrastructures et de Renouveau urbain et villageois.							
		21 169					
		440 940					
477		114 627					
3		8 165					
480		584 901					

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-22		**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES ET AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS**			
1. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	24 393	5 633 [2]		21 705	
2. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	266 482	91 765 [2]		266 482	
3. Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	2 185	490 [2]		1 695	
4. Aménagement du territoire municipal	3 783			3 783	
5. Aide financière aux municipalités	34 972			34 972	
Permanents [1]	292				
6. Mesures financières du pacte fiscal	388 857	46 800 [2]		388 857	
TOTAL	720 964	144 688		717 494	

1 Loi concernant la ville de Schefferville, (L.Q., 1986, c. 51).
2 Montant porté à la dette nette dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.

PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-22		**ADMINISTRATION GÉNÉRALE**			
1. Direction	5 208			5 208	3 208
Permanents [1]	17			17	
2. Gestion	51 993	2	3 795	48 195	33 865
Permanents [2]	2				
Ne nécessitant pas de crédits				2 456	
TOTAL	57 220	2	3 795	55 876	37 073

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Par ce programme, le gouvernement fournit aux municipalités des compensations financières tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement, des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que des gouvernements étrangers. Il permet de soutenir le regroupement volontaire de municipalités et aussi d'accorder une aide financière au milieu municipal. Il couvre le soutien aux municipalités régionales de comté, notamment pour l'aménagement du territoire. Il englobe également les mesures de l'Entente financière et fiscale conclue avec le monde municipal.							
		21 705					(2 945)
		266 482					(91 765)
		1 695					
		3 783					
5		34 967					
							292
		388 857					(46 800)
5		717 489					(141 218)
Ce programme comprend la direction du Ministère et les unités responsables de la planification, la direction et la coordination des ressources nécessaires à la gestion des différents programmes du Ministère et à l'élaboration des politiques. En outre, il permet d'assurer une représentation au sein des diverses régions du Québec dans la mise en oeuvre des orientations et des politiques ministérielles et gouvernementales touchant le milieu municipal et le développement de l'ensemble des régions du Québec.							
626		1 374					
17							
13 944		386					1
							2
2 456							
17 043		1 760					3

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-22		**DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS ET RURALITÉ**			
1. Soutien au développement local et régional	69 025			69 025	
TOTAL	69 025			69 025	
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-22		**COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC**			
1. Commission municipale du Québec	2 054		3	2 051	1 617
Ne nécessitant pas de crédits				7	
TOTAL	2 054		3	2 058	1 617
PROGRAMME 7 Sommaire : page 1-14		**HABITATION**			
1. Société d'habitation du Québec	340 515			340 515	
2. Immobilière SHQ					
TOTAL	340 515			340 515	

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme offre un soutien financier au développement local et régional. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement régional et celles sur la ruralité.							
		33 619	35 406				
		33 619	35 406				
Ce programme permet d'intervenir auprès des municipalités en matière d'organisation territoriale, de régulation technique, d'enquête, de tutelle, d'adjudication et de reconnaissance pour fins d'exemption de taxe.							
434 7							
441							
Ce programme vise à faciliter, aux citoyens du Québec, l'accès à des conditions adéquates de logement tenant compte de leur capacité financière, de la diversité de leurs besoins et de la conjoncture économique et sociodémographique, à promouvoir l'amélioration des conditions générales de l'habitat au Québec et à favoriser le développement et la reconnaissance du savoir-faire québécois en habitation.							
	2 697	337 818					
	2 697	337 818					

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 8 Sommaire : page 1-22		**RÉGIE DU LOGEMENT**			
1. Régie du logement	18 987	2 469	249	16 269	12 401
Ne nécessitant pas de crédits				223	
TOTAL	18 987	2 469	249	16 492	12 401
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 870 047	151 656	4 047	1 855 853	51 744
Permanents	1 283			989	
Ne nécessitant pas de crédits				2 686	
	1 871 330	**151 656**	**4 047**	**1 859 528**	**51 744** [1]

1 Incluant 11 638 à l'égard de 117 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements, et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.							
3 868							
223							
4 091							
19 357	2 697	1 746 649	35 406				(141 509)
17	972						294
2 686							
22 060	**3 669**	**1 746 649**	**35 406**				**(141 215)**

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Promotion et développement de la Métropole			
Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	14 636		
Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin	16 383		
Fonds de développement de la Métropole	18 397	582	
Grand Montréal Bleu	315		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	21 331		
Total du programme 1	71 062	582	
Programme 2 - Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain			
Amélioration des infrastructures des municipalités nordiques	8 737		
Assainissement des eaux du Québec	440 728		
Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout	1 431		
Eaux vives du Québec	19 738		
Infrastructures Canada-Québec 2000	20 533		
Infrastructures Canada-Québec 94-97	46 162	2 613	
Infrastructures municipales en milieu nordique	4 067		
Infrastructures Québec-Municipalités	34 520		
Renouveau urbain et villageois	8 165		
Villages branchés du Québec	248		
Autres	572		
Total du programme 2	584 901	2 613	
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Compensation financière pour les équipements antipollution	5 171		
Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	1 695		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	266 482		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	21 705		
Mesures financières du pacte fiscal	388 857		
Programme d'aide aux municipalités régionales de comté	5 991		
Programme de neutralité	14 059		
Regroupement municipal	3 783		
Autres	9 821		
Total du programme 3	717 564		

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
		14 636			14 636	14 888
16 383					16 383	19 253
50	4 888	12 877			18 397	18 451
	315				315	205
	21 331				21 331	21 067
16 433	26 534	27 513			71 062	73 864
	8 737				8 737	9 186
	440 728				440 728	404 926
	1 431				1 431	1 517
	19 738				19 738	18 350
330	17 591	2 612			20 533	15 560
144	38 672	4 733			46 162	67 019
	4 067				4 067	3 446
1 392	27 786	5 342			34 520	27 608
	8 165				8 165	5 056
	248				248	219
	212	360			572	782
1 866	567 375	13 047			584 901	553 669
	5 171				5 171	
	1 695				1 695	2 463
	266 482				266 482	258 062
	21 705				21 705	23 950
	388 857				388 857	358 528
	5 991				5 991	5 990
	13 984				13 984	16 283
	3 783				3 783	1 197
	9 705	116			9 821	8 244
	717 373	116			717 489	674 717

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 4 - Administration générale			
Autres	1 760	24	
Programme 5 - Développement des régions et ruralité			
Fonds conjoncturel de développement	2 923		
Fonds de diversification économique de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	5 755	1 004	
Fonds de soutien aux territoires en difficulté	2 605		
Politique nationale de la ruralité	21 690		
Autres	646		
Total du programme 5	33 619	1 004	
Programme 7 - Habitation			
Aide à l'amélioration de l'habitat	25 308		
Aide au logement social, communautaire et abordable	282 940		
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	957	957	
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	28 613		
Immobilière SHQ			
Total du programme 7	337 818	957	
Total des crédits et dépenses	**1 746 724**	**5 180**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
33	157	1 536		10	1 760	1 630
75	500	2 348			2 923	2 924
	2 800	1 951			5 755	5 500
	2 605				2 605	
222	20 141	1 238		89	21 690	20 796
		646			646	846
297	26 046	6 183		89	33 619	30 066
		1 682	23 626		25 308	20 692
		158 151	124 789		282 940	270 478
					957	551
				28 613	28 613	23 657
						520
		159 833	148 415	28 613	337 818	315 898
18 629	**1 337 485**	**208 228**	**148 415**	**28 712**	**1 746 649**	**1 649 844**

AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	19 886	19 886	22 392
Fonctionnement	5 994	5 993	1 781
Capital	406 432	406 432	345 726
Intérêt	335 289	335 216	362 487
Support	979 123	979 122	917 458
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 746 724**	**1 746 649**	**1 649 844**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Support	35 406	35 406	27 143
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**35 406**	**35 406**	**27 143**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Divers	52	3
Autres		
Études de dossiers	349	39
Vente et mélange d'aliments médicamenteux	119	42
Demande d'autorisation - zone agricole	588	613
Commercialisation des grains	207	206
Mise en marché	83	104
Abattoir et atelier	275	161
Inséminateurs	63	57
Acte déclaratoire - CPTAQ	98	96
Pêche commerciale	91	75
Préparation ou mise en conserve du poisson	62	51
Restauration et vente au détail d'aliments	10 921	8 060
Divers	45	22
	12 901	9 526
	12 953	9 529
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Cale de halage	47	50
Cotisations - surveillance de l'utilisation du lait	469	468
Cotisations - surveillance quotas, producteurs de volailles	40	54
Aide technique et soutien	70	75
Autres aides à l'agriculteur	1 015	905
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	5 500	5 500
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 563	3 781
Divers	117	132
	10 821	10 965
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour le financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	5 500	5 500
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	3 563	3 781
	1 758	1 684
Intérêts		
Prêts aux pêcheurs	51	32
Divers	24	10
	75	42
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	162	67
Subventions d'années antérieures	4 789	1 187
Divers	14	22
	4 965	1 276
	6 798	3 002
Total des revenus autonomes	19 751	12 531

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007		2006
Transferts du gouvernement du Canada			
Autres programmes			
Financement des programmes de gestion des risques agricoles	208 257	1	372 348
	208 257		372 348
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée			
Compte relatif au financement des programmes de gestion des risques agricoles	208 257	1	372 348
Total des transferts du gouvernement du Canada			
Total des revenus	**19 751**		**12 531**

1 La diminution est attribuable principalement à des ententes fédérales qui ont pris fin au 31 mars 2006 concernant le Programme de paiements relatifs au revenu agricole, le Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles et le Programme de paiements pour les producteurs de céréales et d'oléagineux.

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-16		**DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES BIOALIMENTAIRES, FORMATION ET QUALITÉ DES ALIMENTS**			
1. Développement des entreprises agricoles et agroalimentaires	233 495	2	225	233 268	45 133
2. Développement des entreprises de pêche et aquacoles	20 107	1	163	19 943	6 553
3. Institut de technologie agroalimentaire	18 679		224	18 455	15 197
4. Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale	49 219		391	48 828	21 899
5. Direction et services à la gestion	58 176	533	11 214	46 429	24 631
Permanents [1]	40			40	
Permanents [2]	164			164	
Permanents [3]	2				
Ne nécessitant pas de crédits				8 642	
Ajustements négatifs de provisions [4]				(200)	
TOTAL	379 882	536	12 217	375 569	113 413

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
3 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).
4 Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, (L.R.Q., c. M-14) pour un montant de (188), Loi sur le financement de la pêche commerciale, (L.R.Q., c. F-1.3) pour un montant de (12).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-16		**ORGANISMES D'ÉTAT**			
1. Financière agricole du Québec	305 000			305 000	
2. Commission de protection du territoire agricole du Québec	8 959		350	8 411	6 898
Ne nécessitant pas de crédits				373	
3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 060		19	3 829	2 980
Permanents [1]	7			7	
Ne nécessitant pas de crédits				42	
TOTAL	318 026		369	317 662	9 878

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à développer le potentiel et à améliorer les performances technologiques reliées à la production, à la transformation et à la conservation des produits agroalimentaires tout en respectant l'environnement. Il vise également à former des personnes compétentes en agriculture.							
5 962		182 173					
1 963	1 012	10 415					
1 739		1 519					
9 961		16 968					
21 798							
40							
	164						
							2
8 642							
	(200)						
50 105	976	211 075					2
Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat, à compenser les pertes de rendement dans les récoltes et à garantir un revenu annuel aux producteurs agricoles selon certaines modalités. Il vise aussi à favoriser la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et à préserver la vocation des sols arables.							
		305 000					
1 513					152	46	
373							
849						211	1
	7						
42							
2 777	7	305 000			152	257	1

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	697 695	536	12 586	684 163	123 291
Permanents	213			211	
Ne nécessitant pas de crédits				9 057	
Ajustements négatifs de provisions				(200)	
TOTAL	**697 908**	**536**	**12 586**	**693 231**	**123 291** [1]

1 Incluant 15 138 à l'égard de 147 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
43 785	1 012	516 075			152	257	1
40	171						2
9 057							
	(200)						
52 882	**983**	**516 075**			**152**	**257**	**3**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Aide à la recherche et au transfert technologique	14 372	1 380	
Aide aux exploitations affectées par le nématode doré	1 210	1 210	
Aide spéciale au confinement des oiseaux d'élevage	966	966	
Aide spéciale aux exploitations porcines	15 000	15 000	
Amélioration de la santé animale	13 769	13 769	
Appui à la formation	1 520	1	
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles	10 415	6 991	
Appui au développement en région	11 367	10 529	
Appui au secteur de la transformation	3 364	3 269	
Prime-Vert	33 242	33 033	
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	101 080	101 080	
Traçabilité des aliments	3 009	9	
Autres	1 761	525	
Total du programme 1	211 075	187 762	
Programme 2 - Organismes d'État			
Financière agricole du Québec	305 000	251 500	
Total des crédits et dépenses	**516 075**	**439 262**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
1 271		11 721			14 372	16 881
					1 210	
					966	
					15 000	
					13 769	14 051
1 153		366			1 520	1 341
655		2 769			10 415	5 399
		838			11 367	12 165
		95			3 364	2 445
		209			33 242	26 713
					101 080	95 590
		3 000			3 009	3 146
18	11	1 207			1 761	1 635
3 097	11	20 205			211 075	179 366
				53 500	305 000	305 000
3 097	**11**	**20 205**		**53 500**	**516 075**	**484 366**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	41 035	41 035	40 565
Fonctionnement	12 500	12 500	11 138
Capital	27 255	27 255	22 439
Intérêt	156	156	49
Support	435 129	435 129	410 175
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**516 075**	**516 075**	**484 366**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Régimes d'assurances - organismes autonomes et fonds spéciaux	3 420	3 907
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	12 799	5 170
	16 219	9 077
Total des revenus autonomes	16 219	9 077
Total des revenus	**16 219**	**9 077**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-24		**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**			
1. Soutien au Conseil du trésor	49 222	3		49 219	27 718
Permanents [1]	10			10	
Permanents [2]	2			2	
2. Fonctions gouvernementales	3 287			3 287	2 953
3. Contributions de l'employeur	90 107	53 503 [3]		73 607	73 607
4. Fonds dédiés aux sinistres	15 072			15 072	
5. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100				
6. Provision pour l'équité salariale	333 270	172 269 [4]		161 000	161 000
7. Provision pour passif environnemental		468 352 [3]			
TOTAL	491 070	694 127		302 197	265 278

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
3 Montant porté à la dette nette dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.
4 Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2005-2006.

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-24		**COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE**			
1. Commission de la fonction publique	3 609		30	2 850	2 312
Ne nécessitant pas de crédits				16	
TOTAL	3 609		30	2 866	2 312

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme regroupe les dépenses visant à soutenir le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement sur la gestion des ressources humaines, budgétaires et matérielles de la fonction publique québécoise. On y retrouve également les dépenses liées aux fonctions gouvernementales exercées par le Secrétariat du Conseil du trésor en matière de dotation et de recrutement. Ce programme pourvoit aussi au financement des programmes de reconstruction des régions sinistrées à la suite du verglas de janvier 1998 et des pluies diluviennes survenues en juillet 1996, ainsi qu'à des contributions du gouvernement à titre d'employeur.							
20 550		155	796				
10							
	2						
334							
							(37 003)
			15 072				
							100
							1
							(468 352)
20 894	2	155	15 868				(505 254)
Ce programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par les fonctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et des règlements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation, de produire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celui-ci décide de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).							
538					97	100	532
16							
554					97	100	532

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-24		**RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES**			
1. Régime de retraite des fonctionnaires					
Permanents [1]	27 733			25 477	25 477
2. Régime de retraite de certains enseignants					
Permanents [2]	19 879			19 879	
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics					
Permanents [3]	193 304	31 450 [9]		161 854	161 854
4. Assurance collective sur la vie des employés publics	2 831			2 831	828
Permanents [4]	12			12	12
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels					
Permanents [5]	9 670			9 585	9 585
6. Régime de retraite des juges					
Permanents [6]	83 818			83 818	83 818
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec					
Permanents [7]	20 321			15 897	15 897
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement					
Permanents [8]	82 008			72 768	72 768
TOTAL	439 576	31 450		392 121	370 239

1 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12).
2 Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1).
3 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10).
4 Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte, (L.Q., 1970, c. 6).
5 Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2).
6 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).
7 Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13.1).
8 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).
9 Montant porté à la dette nette dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.							
							2 256
		19 879					
		2 003					
							85
							4 424
							9 240
		21 882					16 005

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-24		**FONDS DE SUPPLÉANCE**			
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas 25 % du crédit ainsi augmenté					
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable à la rémunération					
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier 2006-2007					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit relié à des activités visant l'amélioration de la prestation de services aux citoyens					
TOTAL					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	497 498	694 127	30	307 866	268 418
Permanents	436 757	31 450		389 302	369 411
Ne nécessitant pas de crédits				16	
TOTAL	**934 255**	**725 577**	**30**	**697 184**	**637 829** [1]

1 Incluant 6 585 à l'égard de 62 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux. Il vise également à combler temporairement des manques de liquidités des ministères et organismes.							
21 422		2 158	15 868		97	100	(504 722)
10	2	19 879					16 005
16							
21 448	**2**	**22 037**	**15 868**		**97**	**100**	**(488 717)**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor			
Agence des partenariats public-privé du Québec			
Autres	155		
Total du programme 1	155		
Programme 3 - Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics	2 003		1 488
Régime de retraite de certains enseignants	19 879		
Total du programme 3	21 882		1 488
Total des crédits et dépenses	**22 037**		**1 488**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
						2 340
		155			155	155
		155			155	2 495
515					2 003	2 122
19 879					19 879	19 584
20 394					21 882	21 706
20 394		**155**			**22 037**	**24 201**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	21 882	21 882	22 870
Fonctionnement			1 331
Support	155	155	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**22 037**	**22 037**	**24 201**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Fonctionnement	220	220	67
Capital	5 672	5 672	800
Intérêt	9 976	9 976	3 570
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**15 868**	**15 868**	**4 437**

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		21
Financement de la Stratégie d'action jeunesse	41	7 441
Divers	4	12
	45	7 474
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux		21
Compte pour le financement de la Stratégie d'action jeunesse	41	7 441
	4	12
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	71	52
Subventions d'années antérieures	62	302
	133	354
	137	366
Total des revenus autonomes	137	366
Total des revenus	**137**	**366**

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-24		**CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**			
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	1 074			1 074	573
TOTAL	1 074			1 074	573
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-24		**SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF**			
1. Cabinet du premier ministre	4 930			4 807	3 568
Permanents [1]	529			529	
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	12 235			11 192	9 397
Permanents [2]	1 936			1 936	162
3. Direction générale de l'administration	17 829	1	380	14 868	8 365
Permanents [2]	16			16	16
Ne nécessitant pas de crédits				334	
4. Indemnités de l'exécutif					
Permanents [1]	1 588			1 588	1 588
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	17 019			16 062	15 292
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	8 553				
TOTAL	64 635	1	380	51 332	38 388

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur les commissions d'enquête, (L.R.Q., c. C-37).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.							
491		10					
491		10					
Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.							
806		433				91	32
529							
1 572		223			139	637	267
1 774							
6 503					842	697	1 041
334							
770					400		557
							8 553
12 288		656			1 381	1 425	10 450

CONSEIL EXÉCUTIF

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-24		**AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES**			
1. Cabinet du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information	994		23	921	629
Permanents [1]	54			54	
Ne nécessitant pas de crédits				9	
2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	7 483	5	44	6 398	4 321
Ne nécessitant pas de crédits				44	
3. Représentation du Québec au Canada	1 605			1 467	766
4. Coopération intergouvernementale et francophonie	2 535			2 470	
TOTAL	12 671	5	67	11 363	5 716

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-24		**AFFAIRES AUTOCHTONES**			
1. Secrétariat aux affaires autochtones	161 023		39	155 520	3 539
Permanents [1]	70			70	
Ne nécessitant pas de crédits				29	
TOTAL	161 093		39	155 619	3 539

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer la coordination des relations du gouvernement du Québec dans ses rapports avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces du Canada.							
219		73				23	27
54							
9							
2 077					568	128	340
44							
701						106	32
98		2 372				26	39
3 202		2 445			568	283	438
Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.							
2 618		149 363			374	130	4 960
70							
29							
2 717		149 363			374	130	4 960

CONSEIL EXÉCUTIF

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-24		**JEUNESSE**			
1. Secrétariat à la jeunesse	8 626		4	7 755	1 246
Ne nécessitant pas de crédits				5	
2. Conseil permanent de la jeunesse	767			733	554
Ne nécessitant pas de crédits				4	
TOTAL	9 393		4	8 497	1 800
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-24		**RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET ACCÈS À L'INFORMATION**			
1. Réforme des institutions démocratiques	1 219			1 030	917
2. Commission d'accès à l'information	4 114		65	3 881	3 122
Ne nécessitant pas de crédits				18	
3. Soutien à l'accès en information et protection des renseignements personnels	475			453	359
TOTAL	5 808		65	5 382	4 398
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	250 481	6	555	228 631	52 648
Permanents	4 193			4 193	1 766
Ne nécessitant pas de crédits				443	
TOTAL	**254 674**	**6**	**555**	**233 267**	**54 414** [1]

1 Incluant 13 141 à l'égard de 118 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et initiatives en matière de jeunesse et à coordonner des dossiers à portée interministérielle, notamment la mise en œuvre de la politique québécoise de la jeunesse. Un compte à fin déterminée de l'ordre de 42,0 M$ sera notamment utilisé pour financer la nouvelle Stratégie d'action jeunesse du gouvernement du Québec.							
597 5		5 912			376	108	383
179 4							34
785		5 912			376	108	417
Ce programme a pour objet d'améliorer la représentativité du Parlement et la vie démocratique au Québec, de promouvoir l'accès à l'information et de permettre aux citoyens de faire appel, lorsque nécessaire, à l'organisme chargé de protéger leurs droits relatifs à la protection des renseignements personnels.							
113					167	22	
759 18						123	45
34		60				22	
924		60			167	167	45
17 537 2 427 443		158 446			2 866	2 113	16 310
20 407		**158 446**			**2 866**	**2 113**	**16 310**

CONSEIL EXÉCUTIF

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Cabinet du lieutenant-gouverneur			
Autres	10		
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Mission gouvernementale auprès de l'ENAP	566		
Autres	492		
Total du programme 2	1 058		
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Activités de coopération intergouvernementale	502		
Organismes francophones hors-Québec	1 890		
Autres	73		
Total du programme 3	2 465		
Programme 4 - Affaires autochtones			
Entente avec la nation crie	80 092		
Entente avec les inuits	16 144		
Financement global de l'Administration régionale Kativik	32 694		
Financement global des villages nordiques	9 964		
Fonds de développement pour les autochtones	7 922	158	
Organismes autochtones	2 037		
Transfert des terres Oujé-Bougoumou	5 000		
Autres	799		
Total du programme 4	154 652	158	
Programme 5 - Jeunesse			
Stratégie d'action jeunesse	5 283	15	
Autres	656		
Total du programme 5	5 939	15	
Programme 6 - Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information			
Soutien en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels			
Autres	60		
Total des crédits et dépenses	**164 184**	**173**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
		10			10	9
175					175	275
22	8	451			481	806
197	8	451			656	1 081
11		483	8		502	261
		1 870			1 870	1 993
6		67			73	72
17		2 420	8		2 445	2 326
		80 091			80 091	82 037
	5 261	10 883			16 144	15 822
	32 694				32 694	30 175
	9 963				9 963	10 419
	239	7 132	121		7 650	8 104
		2 037			2 037	1 571
26	19	739			784	698
26	48 176	100 882	121		149 363	148 826
		5 263			5 278	5 147
76		558			634	413
76		5 821			5 912	5 560
		60			60	64
316	**48 184**	**109 644**	**129**		**158 446**	**157 866**

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Capital	10 539	10 469	10 001
Intérêt	6 620	6 619	7 618
Support	147 025	141 358	140 247
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**164 184**	**158 446**	**157 866**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	2	82
Cours	501	391
Aide technique et soutien	193	151
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 103	1 408
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	470	447
Financement des unités autonomes de service	485	482
Divers	64	60
	2 818	3 021
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1 103	1 408
Compte pour l'application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	470	447
Compte pour le financement des unités autonomes de service	485	482
	760	684
Amendes et confiscations		
Divers	1	1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	80	398
Subventions d'années antérieures	158	165
	238	563
	999	1 248
Total des revenus autonomes	999	1 248
Total des revenus	**999**	**1 248**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-12		**GESTION INTERNE, INSTITUTIONS NATIONALES ET COMMISSION DES BIENS CULTURELS**			
1. Gestion interne et soutien	41 974		1 698	40 276	26 606
Permanents [1]	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				1 646	
2. Centre de conservation du Québec	2 171		54	2 117	1 315
Ne nécessitant pas de crédits				35	
3. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	18 752		148	18 604	11 607
4. Commission des biens culturels du Québec	444			444	286
TOTAL	63 351		1 900	63 132	39 814

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion. Ce programme a également pour but d'assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires. Enfin, par l'action de la Commission des biens culturels du Québec, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.							
13 670							
10							
1 646							
802							
35							
6 997							
158							
23 318							

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-12		**SOUTIEN À LA CULTURE, AUX COMMUNICATIONS ET AUX SOCIÉTÉS D'ÉTAT**			
1. Action culturelle et communications	149 108			149 108	
2. Musées nationaux	64 749			64 749	
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	17 546			17 546	
Permanents [1]	840			840	
4. Société de développement des entreprises culturelles	60 994			60 994	
5. Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	688			688	
6. Société de télédiffusion du Québec	60 584			60 584	
7. Conseil des arts et des lettres du Québec	83 710			83 710	
8. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	67 841			67 841	
TOTAL	506 060			506 060	

1 Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal, (L.R.Q., c. S-11.03).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; assurer la reconnaissance des associations d'artistes et celles de producteurs et encadrer les relations de travail dans les domaines concernés; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique.							
		149 108					
		64 749					
		17 546					
		840					
	397	60 597					
		688					
		60 584					
		83 710					
		67 841					
	397	505 663					

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-12		**CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE**			
1. Coordination de la politique linguistique	2 144		2	1 814	704
Ne nécessitant pas de crédits				4	
2. Office québécois de la langue française	19 019		190	18 602	14 366
Ne nécessitant pas de crédits				230	
3. Conseil supérieur de la langue française	1 510		9	1 327	732
Ne nécessitant pas de crédits				9	
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française					
TOTAL	22 673		201	21 986	15 802
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	591 234		2 101	588 404	55 616
Permanents	850			850	
Ne nécessitant pas de crédits				1 924	
TOTAL	**592 084**		**2 101**	**591 178**	**55 616** [1]

1 Incluant 7 363 à l'égard de 76 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.							
161 4		949			87	150	91
4 007 230		229				226	1
580 9		15				173	1
4 991		1 193			87	549	93
26 375 10 1 924	397	506 016 840			87	549	93
28 309	**397**	**506 856**			**87**	**549**	**93**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État			
Aide au fonctionnement	46 682		
Aide aux immobilisations	70 964	325	93
Aide aux initiatives de partenariat	15 098	75	
Aide aux projets	11 006	52	
Autres interventions particulières en culture et en communications	5 358	13	
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - fonctionnement	66 837		
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - programmes d'aide	1 004		
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	688		
Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement	6 557		
Conseil des arts et des lettres du Québec - programmes d'aide	77 153		
Musée d'Art contemporain de Montréal	8 850		
Musée de la Civilisation	22 453		
Musée des beaux-arts de Montréal	19 088		
Musée national des beaux-arts du Québec	14 358		
Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement	6 780		
Société de développement des entreprises culturelles - programmes d'aide	53 817	42 288	
Société de la Place des Arts de Montréal	13 756		
Société de télédiffusion du Québec	60 584		
Société du Grand Théâtre de Québec	4 630		
Total du programme 2	505 663	42 753	93
Programme 3 - Charte de la langue française			
Promotion et diffusion de la langue française	1 268		
Autres	15		
Total du programme 3	1 283		
Total des crédits et dépenses	**506 946**	**42 753**	**93**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
973	1 404	44 305			46 682	46 884
873	32 423	34 153	96	3 001	70 964	64 788
1 490	7 756	5 715		62	15 098	12 727
203	4 132	6 596	18	5	11 006	6 233
46	420	4 707	170	2	5 358	5 359
				66 837	66 837	55 972
		1 004			1 004	771
				688	688	679
				6 557	6 557	6 107
		67 911	9 142	100	77 153	67 766
				8 850	8 850	8 592
				22 453	22 453	21 921
		19 088			19 088	18 364
				14 358	14 358	13 415
				6 780	6 780	6 587
		10 095	602	832	53 817	43 894
				13 756	13 756	13 988
				60 584	60 584	56 881
				4 630	4 630	3 739
3 585	46 135	193 574	10 028	209 495	505 663	454 667
761		386	30	1	1 178	1 203
			15		15	20
761		386	45	1	1 193	1 223
4 346	**46 135**	**193 960**	**10 073**	**209 496**	**506 856**	**455 890**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	101 651	101 650	99 675
Fonctionnement	73 197	73 197	67 126
Capital	75 828	75 828	62 605
Intérêt	46 197	46 114	44 095
Support	210 073	210 067	182 389
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**506 946**	**506 856**	**455 890**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Accréditation de laboratoires privés et municipaux	527	441
Régime des eaux	1 405	381
Sécurité des barrages	1 126	848
	3 058	1 670
Autres		
Attestations d'assainissement	575	744
Droits relatifs à la protection de l'environnement	1 062	1 049
Divers	1	2
	1 638	1 795
	4 696	3 465
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formulaire, documentation et information	60	56
Terrains et bâtisses	295	157
Location et concessions	1 101	839
Gestion des barrages publics	661	1 474
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 986	1 352
Gains sur disposition d'immobilisations	108	265
Fonds d'investissement du Canada pour le renouvellement de l'aide juridique	86	78
Financement des unités autonomes de service	1 883	2 519
Divers	30	35
	6 210	6 775
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1 986	1 352
Compte pour le financement des unités autonomes de service	1 883	2 519
	2 341	2 904
Intérêts		
Divers	13	40
Amendes et confiscations		
Infractions à diverses lois	11	153
Divers	1	1
	12	154
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	654	282
Subventions d'années antérieures	139	106
	793	388
	3 159	3 486
Total des revenus autonomes	7 855	6 951

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Inventaire des eaux de surface		200
Réseaux climatologiques au Québec		210
Environnement Baie-James et plan régional de traitement des eaux		126
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	694	476
Divers		4
	694	1 016
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	694	476
Total des transferts du gouvernement du Canada		540
Total des revenus	**7 855**	**7 491**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-16		**PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET GESTION DES PARCS**			
1. Politiques environnementales	16 345		330	14 480	11 141
2. Développement durable, gestion des parcs, évaluations et suivi de l'environnement	60 872		3 338	56 192	12 291
3. Analyse et expertise régionales	30 535		295	29 553	17 437
4. Centre de contrôle environnemental du Québec	18 374		311	17 922	15 811
5. Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec	5 774		1 074	4 693	4 655
6. Centre d'expertise hydrique du Québec	25 474	2	8 029	11 994	9 166
Permanents [1]	92			92	66
7. Direction	6 314		127	6 105	4 495
Permanents [2]	9			9	
8. Services à la gestion	39 848	19	3 486	34 907	21 919
Permanents [3]	107			107	
Permanents [4]	112				
Ne nécessitant pas de crédits				9 378	
TOTAL	203 856	21	16 990	185 432	96 981

1 Loi sur le Curateur public, (L.R.Q., c. C-81).
2 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
3 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
4 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-16		**BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT**			
1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 689		61	5 425	3 685
Ne nécessitant pas de crédits				51	
TOTAL	5 689		61	5 476	3 685

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention, la réduction ou la suppression de la contamination de l'eau, du sol et de l'air, la restauration des sites et la protection des milieux et des ressources. Il permet également d'assumer la gestion des parcs à des fins de conservation, d'éducation ou de pratiques récréatives dans la perspective de développement durable.							
921		2 418				645	890
20 238		23 663			115	132	1 095
2 394		9 722			510	49	128
2 111						101	40
38					2	2	3
2 801		27			890	600	3 959
26							
1 346		264			2	70	10
9							
12 988					45	346	1 045
	107						
							112
9 378							
52 250	107	36 094			1 564	1 945	7 282
Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement intervient principalement dans le cadre du processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement par la tenue de séances de consultation et d'information de la population.							
1 740					38	164	1
51							
1 791					38	164	1

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	209 225	21	17 051	181 271	100 600
Permanents	320			208	66
Ne nécessitant pas de crédits				9 429	
TOTAL	**209 545**	**21**	**17 051**	**190 908**	**100 666** [1]

1 Incluant 9 658 à l'égard de 104 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
44 577		36 094			1 602	2 109	7 171
35	107						112
9 429							
54 041	**107**	**36 094**			**1 602**	**2 109**	**7 283**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Protection de l'environnement et gestion des parcs			
Assainissement de l'air	1 200		
Programme de conservation du patrimoine naturel en milieu privé	1 171		
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	8 122		
Programme national pour le développement d'un réseau privé d'aires protégées	2 092		
Programme d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent	213		
Société des établissements de plein air du Québec	9 362		
Société des parcs de sciences naturelles du Québec	10 751		
Soutien à la gestion environnementale en milieu agricole	98		
Soutien aux organismes de bassin versant	545		
Soutien aux organismes oeuvrant en environnement	1 525		
Subventions de recherche et de développement en environnement	60		
Autres	1 090		
Total du programme 1	36 229		
Total des crédits et dépenses	**36 229**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
	1 200				1 200	2 319
	5	1 166			1 171	207
	8 122				8 122	5 958
		1 977			1 977	1 718
		213			213	300
				9 362	9 362	3 362
		10 751			10 751	11 049
		98			98	149
		545			545	4 445
		1 525			1 525	1 525
		60			60	269
12	175	877	6		1 070	2 021
12	9 502	17 212	6	9 362	36 094	33 322
12	**9 502**	**17 212**	**6**	**9 362**	**36 094**	**33 322**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Fonctionnement	6 015	6 015	
Capital	13 311	13 197	4 435
Intérêt	7 072	7 071	7 052
Support	9 831	9 811	21 835
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**36 229**	**36 094**	**33 322**

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Droits et permis		
Autres		
Rembourrage	1 043	985
Divers	79	67
	1 122	1 052
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	194	7 213
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	194	7 213
Intérêts		
Prêts	4 914	1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 080	290
Subventions d'années antérieures	3 017	10 409
	4 097	10 699
	9 011	10 700
Total des revenus autonomes	10 133	11 752
Total des revenus	**10 133**	**11 752**

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-16		**DIRECTION DU MINISTÈRE**			
1. Direction et services à la gestion	40 032		957	33 874	17 211
Permanents [1]	65			65	
Ne nécessitant pas de crédits				2 205	
TOTAL	40 097		957	36 144	17 211

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-16		**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET AIDE AUX ENTREPRISES**			
1. Développement des politiques et programmes	18 990			17 170	6 317
2. Développement des secteurs industriels	8 843			8 728	7 595
3. Développement des marchés	8 578	12		8 554	5 170
4. Services aux entreprises et développement économique en région	17 524	1		16 389	14 142
5. Soutien à l'entrepreneuriat et au développement des entreprises et des secteurs industriels	47 264			47 264	
6. Mesures de soutien au développement économique local et régional	70 565	18 014 [2]		52 550	
Permanents [1]	13 921			13 921	
Ajustements négatifs de provisions				(270)	
7. Investissement Québec	485 010	351 000 [3]		68 367	
Ajustements négatifs de provisions				(6 130)	
8. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets visant à accroître les investissements dans le cadre du programme FAIRE					
9. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour appuyer la réalisation de projets stratégiques d'investissements	9 353				
10. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional	100				
TOTAL	680 148	369 027		226 543	33 224

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
2 Incluant un montant de 15 014 porté à la dette nette dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.
3 Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2005-2006.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de soutien à la gestion.							
15 840		823				1 013	4 188
65							
2 205							
18 110		823				1 013	4 188
Ce programme vise à offrir un soutien technique et financier aux entreprises et aux organismes à des fins de développement industriel, commercial, coopératif et de développement des marchés pour la création d'emplois. De plus, il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au soutien du développement local et régional.							
10 853						1 567	253
1 133							115
3 384							12
2 247							1 134
		47 264					
		52 550					1
	13 921						
	(270)						
		68 367			8 631		57 012
	(6 130)						
							9 353
					100		
17 617	7 521	168 181			8 731	1 567	67 880

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-16		**RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE**			
1. Coordination et mise en oeuvre	9 068			8 025	6 935
2. Conseil de la science et de la technologie	1 589			1 589	1 096
3. Fonds de recherche en santé du Québec	70 200			70 200	
4. Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	43 183			43 183	
5. Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	35 570			35 570	
6. Soutien à la recherche et à l'innovation	91 497			84 713	
7. Centre de recherche industrielle du Québec	13 250			13 250	
TOTAL	264 357			256 530	8 031
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-24		**PROVISION RELATIVE AUX INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES PAR LE GOUVERNEMENT**			
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour le redressement de la provision pour pertes sur les interventions financières d'Investissement Québec garanties par le gouvernement	1 000				
TOTAL	1 000				
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	971 616	369 027	957	509 426	58 466
Permanents	13 986			13 986	
Ne nécessitant pas de crédits				2 205	
Ajustements négatifs de provisions				(6 400)	
TOTAL	**985 602**	**369 027**	**957**	**519 217**	**58 466** [1]

1 Incluant 8 545 à l'égard de 85 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer la mise en oeuvre et le suivi de la Politique québécoise de la science et de l'innovation et à soutenir la recherche et la formation de chercheurs, l'innovation, la liaison et le transfert, la promotion des carrières scientifiques et technologiques et la diffusion des connaissances, ainsi que le rayonnement international du Québec en matière de recherche et d'innovation.							
1 090						300	743
493							
		70 200					
		43 183					
		35 570					
		84 713			6 613		171
		13 250					
1 583		246 916			6 613	300	914
Ce programme vise à permettre le redressement afférent aux exercices antérieurs de la provision pour pertes sur les interventions financières d'Investissement Québec garanties par le gouvernement.							
							1 000
							1 000
35 040		415 920			15 344	2 880	73 982
65	13 921						
2 205							
	(6 400)						
37 310	**7 521**	**415 920**			**15 344**	**2 880**	**73 982**

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Direction du Ministère			
Autres	1 036		
Programme 2 - Développement économique et aide aux entreprises			
Aide aux entreprises	9 881	9 649	
Appui aux projets stratégiques d'investissement	2 762	4 003	
Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE)	50 224	45 608	
Investissement Québec - aide à certains projets industriels d'intérêt économique	18 778		
Mesures de soutien au développement économique, local et régional	8 425	4 060	
Soutien à l'entrepreneuriat	11 691		
Soutien aux centres locaux de développement	43 625		
Soutien aux partenariats et aux filières industrielles	8 394	40	
Autres dépenses de transfert	17 298	11 855	
Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du Trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional	100		
Total du programme 2	171 178	75 215	
Programme 3 - Recherche, science et technologie			
Centre de recherche industrielle du Québec	13 250		
Fonds de la recherche en santé du Québec	70 200		
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	35 570		
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	43 183		2 692
Mesures de soutien à la recherche - autres	49 879	72	
Soutien à la relève et à la promotion de la culture scientifique	3 455	65	
Soutien à la valorisation des résultats de la recherche	38 163	212	
Total du programme 3	253 700	349	2 692
Total des crédits et dépenses	**425 914**	**75 564**	**2 692**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
22	42	759			823	1 035
		232			9 881	20 051
					4 003	62
		500			46 108	49 233
				18 756	18 756	12 873
155	914	3 266	12	18	8 425	13 308
		11 691			11 691	10 030
	43 625				43 625	43 581
159	13	8 182			8 394	5 922
168		2 126	60	3 089	17 298	11 791
482	44 552	25 997	72	21 863	168 181	166 851
				13 250	13 250	13 500
				70 200	70 200	70 125
23 547			8 231	3 792	35 570	35 530
24 224			12 501	3 766	43 183	43 138
1 960		47 580		144	49 756	45 461
303		2 673	187		3 228	3 764
3 225		26 292		2 000	31 729	16 246
53 259		76 545	20 919	93 152	246 916	227 764
53 763	**44 594**	**103 301**	**20 991**	**115 015**	**415 920**	**395 650**

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	2 928	2 928	7 024
Fonctionnement	6 628	6 627	8 214
Capital	7 425	7 413	5 786
Intérêt	2 793	2 792	2 551
Support	406 140	396 160	372 075
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**425 914**	**415 920**	**395 650**

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007		2006
Droits et permis			
Autres			
Divers	20		
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Recouvrements de tiers	7 593		4 975
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 272		765
Divers	8		8
	8 873		5 748
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée			
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1 272		765
	7 601		4 983
Intérêts			
Prêts aux étudiants	26 735	1	17 407
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	1 298		1 325
Subventions d'années antérieures	2 242		534
Dépenses sous forme d'indemnités	340		84
Bourses d'études	11 823		8 283
	15 703		10 226
	50 039		32 616
Total des revenus autonomes	50 059		32 616
Transferts du gouvernement du Canada			
Autres programmes			
Enseignement aux enfants indiens	108 975		101 881
Programme d'alphabétisation	2 612		2 683
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	27 650		23 406
Formation dans les pénitenciers fédéraux	4 303		4 240
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'école Naskapis	6 503		
Financement des bourses d'études du millénaire	90 890	2	73 609
	240 933		205 819
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée			
Compte pour le programme d'alphabétisation	2 612		2 683
Compte pour l'enseignement dans la langue de la minorité et l'enseignement de la langue seconde	27 650		23 406
Compte pour la formation dans les pénitenciers fédéraux	4 303		4 240
Compte pour le financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'école Naskapis	6 503		
Compte pour le financement des bourses d'études du millénaire	90 890	2	73 609
Total des transferts du gouvernement du Canada	108 975		101 881
Total des revenus	**159 034**		**134 497**

1 L'augmentation est principalement attribuable à la hausse du taux d'intérêt variable prévue au règlement sur l'aide financière aux études.
2 La hausse est attribuable aux bonifications apportées par la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire en vue de réduire l'endettement des étudiants.

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-14		**ADMINISTRATION ET CONSULTATION**			
1. Direction	10 568		62	10 170	5 973
Permanents [1]	59			59	
Ne nécessitant pas de crédits				301	
2. Services à la gestion	28 538		1 360	26 821	12 886
Ne nécessitant pas de crédits				400	
3. Administration de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire	32 335		332	30 627	24 623
Ne nécessitant pas de crédits				403	
4. Administration de l'enseignement supérieur	9 159		73	8 990	7 888
Ne nécessitant pas de crédits				65	
5. Administration de la formation professionnelle et technique et de la formation continue	7 995		96	7 723	6 606
Ne nécessitant pas de crédits				74	
6. Information et communications	45 533		16 936	27 617	15 083
Ne nécessitant pas de crédits				3 631	
7. Conseil supérieur de l'éducation	2 220		15	2 205	1 608
Ne nécessitant pas de crédits				19	
8. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	1 939		24	1 915	1 622
Ne nécessitant pas de crédits				16	
9. Administration du loisir et du sport	5 139		30	4 844	3 038
Ne nécessitant pas de crédits				21	
TOTAL	143 485		18 928	125 901	79 327

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-14		**FORMATION EN TOURISME ET HÔTELLERIE**			
1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	20 613			20 613	
TOTAL	20 613			20 613	

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère, sauf celui de l'aide financière aux études, et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement des organismes de consultation et d'évaluation du domaine de l'éducation.							
1 827		2 370				336	
59							
301							
13 935						357	
400							
6 004						1 376	
403							
1 102						96	
65							
1 117						176	
74							
12 534						980	
3 631							
597							
19							
293							
16							
1 606		200				265	
21							
44 004		2 570				3 586	
Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il soutient également la recherche et fournit de l'aide technique et des services dans ces domaines.							
		20 613					
		20 613					

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-14		**AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES**			
1. Bourses consécutives aux prêts	248 560			248 560	
2. Intérêts et remboursements aux banques	163 015	86 381	972	75 662	
Permanents [1]	19 883			19 883	
Ne nécessitant pas de crédits				8 357	
Ajustements négatifs de provisions				(15 556)	
3. Autres bourses	9 739			9 739	
4. Administration de l'aide financière aux études	20 093		287	19 166	13 081
Ne nécessitant pas de crédits				329	
TOTAL	461 290	86 381	1 259	366 140	13 081

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-14		**ÉDUCATION PRÉSCOLAIRE ET ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE**			
1. Commissions scolaires	5 936 600			5 936 600	
2. Commissions scolaires à statut particulier	201 887			201 887	
3. Service de la dette des commissions scolaires	580 440	84 200 [1]		580 440	
4. Enseignement privé	404 742			404 742	
5. Soutien à des partenaires en éducation	37 031			37 031	
6. Aide au transport scolaire	246 697			246 697	
7. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour le financement de l'équité salariale					
TOTAL	7 407 397	84 200		7 407 397	

1 Montant porté à la dette nette dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études secondaires en formation professionnelle et aux études postsecondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes.							
		248 560					
		75 662					
	19 883						
8 357							
	(15 556)						
		9 739					
6 085						640	
329							
14 771	4 327	333 961				640	
Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes et adultes, les services d'enseignement en fournissant aux commissions scolaires, aux établissements privés subventionnés et à divers organismes les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.							
		5 936 600					
		201 887					
		580 440					(84 200)
		404 742					
		37 031					
		246 697					
		7 407 397					(84 200)

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-14		**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**			
1. Cégeps	1 276 244			1 276 244	
2. Universités	2 338 434	295 000 [1]		2 084 854	
3. Enseignement privé au collégial	81 933			81 933	
4. Service de la dette des cégeps	202 851			202 851	
5. Service de la dette des universités	268 258			268 258	
6. Soutien à des partenaires en éducation	5 176			5 176	
7. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour le financement de l'équité salariale					
TOTAL	4 172 896	295 000		3 919 316	

1 Montant porté à la dette nette dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.

PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-14		**DÉVELOPPEMENT DU LOISIR ET DU SPORT**			
1. Promotion du loisir et de l'action bénévole	36 678			36 678	
2. Promotion du sport et de la sécurité et recherche	24 165			24 165	
TOTAL	60 843			60 843	

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à rendre accessibles, aux étudiantes et aux étudiants des secteurs collégial public et privé et universitaire, les services d'enseignement, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.							
		1 276 244					
		2 084 854					(41 420)
		81 933					
		202 851					
		268 258					
		5 176					
		3 919 316					(41 420)
Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.							
		36 678					
		24 165					
		60 843					

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 7 Sommaire : page 1-14		**RÉGIMES DE RETRAITE**			
1. Régime de retraite des enseignants Permanents [1]	87 572			87 572	
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents [2]	577 097			577 097	
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents [3]	80 269			73 072	
TOTAL	744 938			737 741	

1 Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11).
2 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10).
3 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	12 246 582	465 581	20 187	11 882 208	92 408
Permanents	764 880			757 683	
Ne nécessitant pas de crédits				13 616	
Ajustements négatifs de provisions				(15 556)	
TOTAL	**13 011 462**	**465 581**	**20 187**	**12 637 951**	**92 408** [1]

1 Incluant 10 871 à l'égard de 111 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à fournir la contribution du gouvernement aux régimes de retraite applicables au personnel des réseaux.							
		87 572					
		577 097					
		73 072					7 197
		737 741					7 197
45 100		11 744 700				4 226	(125 620)
59	19 883	737 741					7 197
13 616							
	(15 556)						
58 775	**4 327**	**12 482 441**				**4 226**	**(118 423)**

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Administration et consultation			
Autres	2 570		
Programme 2 - Formation en tourisme et hôtellerie			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	20 613		
Programme 3 - Aide financière aux études			
Bourses consécutives aux prêts	248 560		
Intérêts et remboursements aux banques	75 662		
Autres	9 739		
Total du programme 3	333 961		
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation	8 230		
Fonctionnement			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	6 138 487		
Enseignement primaire et secondaire privé	404 742		
Programme d'action communautaire	13 274		
Service de la dette			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	580 440		
Transport scolaire	246 697		
Autres	15 527		
Total du programme 4	7 407 397		
Programme 5 - Enseignement supérieur			
Fonctionnement			
Enseignement collégial privé	81 933		
Enseignement collégial public	1 276 244		
Enseignement universitaire	2 084 854		
Service de la dette			
Enseignement collégial public	202 851		
Enseignement universitaire	268 258		
Autres	5 176		
Total du programme 5	3 919 316		
Programme 6 - Développement du loisir et du sport			
Action communautaire autonome	741		
Équipe Québec	5 079		
Kino-Québec	2 572		
Promotion du loisir	14 813		
Promotion du sport	16 212		
Soutien aux équipements de loisir	1 563		
Soutien aux organismes multidisciplinaires	19 561		
Autres	302		
Total du programme 6	60 843		
Programme 7 - Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	577 097		
Régime de retraite des enseignants	87 572		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	80 269		
Total du programme 7	744 938		
Total des crédits et dépenses	**12 489 638**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
1 365		1 021	184		2 570	2 538
				20 613	20 613	18 789
			248 560		248 560	183 114
			75 662		75 662	89 436
			8 739	1 000	9 739	9 642
			332 961	1 000	333 961	282 192
		8 230			8 230	13 624
6 138 487					6 138 487	5 976 517
404 742					404 742	378 676
		13 274			13 274	12 970
580 440					580 440	620 774
246 697					246 697	249 780
		14 112		1 415	15 527	14 863
7 370 366		35 616		1 415	7 407 397	7 267 204
81 933					81 933	79 041
1 276 244					1 276 244	1 228 390
2 084 854					2 084 854	1 995 454
202 851					202 851	198 030
268 258					268 258	269 825
3 194		1 937		45	5 176	4 621
3 917 334		1 937		45	3 919 316	3 775 361
		741			741	183
			5 079		5 079	4 845
		2 517		55	2 572	2 572
		14 813			14 813	14 868
253	15	15 944			16 212	16 214
	1 563				1 563	1 544
		19 561			19 561	19 552
302					302	294
555	1 578	53 576	5 079	55	60 843	60 072
577 097					577 097	548 989
87 572					87 572	94 192
73 072					73 072	70 181
737 741					737 741	713 362
12 027 361	**1 578**	**92 150**	**338 224**	**23 128**	**12 482 441**	**12 119 518**

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	9 215 071	9 207 876	8 924 038
Fonctionnement	1 506 604	1 506 602	1 441 664
Capital	529 410	529 410	521 205
Intérêt	554 663	554 663	594 207
Support	683 890	683 890	638 404
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**12 489 638**	**12 482 441**	**12 119 518**

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007		2006
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Frais de perception	2 040		2 487
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	181		60
Divers	15		32
	2 236		2 579
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée			
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	181		60
	2 055		2 519
Intérêts			
Assistance-emploi	25 405		20 338
Amendes et confiscations			
Frais - chèques sans provision	343		387
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	196		1 010
Subventions d'années antérieures	7		66
Assistance-emploi	53 281	1	71 442
Assistance-emploi - R.R.Q.	2 951		3 249
Assistance-emploi - pensions alimentaires	21 258		21 756
Assistance-emploi - garants défaillants	2 709		5 184
Divers	13		26
	80 415		102 733
	108 218		125 977
Total des revenus autonomes	108 218		125 977
Transferts du gouvernement du Canada			
Autres programmes			
Entente relative au marché du travail	654 658		654 902
Application du régime québécois d'assurance parentale		2	200 000
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	386		2 393
	655 044		857 295
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée			
Compte pour l'application du régime québécois d'assurance parentale		2	200 000
Compte pour le financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	386		2 393
Total des transferts du gouvernement du Canada	654 658		654 902
Total des revenus	**762 876**		**780 879**

1 La baisse est attribuable à la diminution de la facturation des trop-payés d'assistance-emploi suite aux travaux effectués.
2 La baisse est attribuable à la non-récurrence de la contribution pour l'implantation du Régime québécois d'assurance parentale au 1er janvier 2006.

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-16		**MESURES D'AIDE À L'EMPLOI**			
1. Mesures d'aide à l'emploi	829 848			829 848	
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'insertion, la formation et l'aide à l'emploi					
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants	17				
TOTAL	829 865			829 848	
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-20		**MESURES D'AIDE FINANCIÈRE**			
1. Assistance-emploi	2 725 287	303		2 724 984	
Permanents [1]	6 136			6 136	
2. Action communautaire	9 789			9 789	
3. Solidarité jeunesse	18 169			18 169	
4. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	20 710			20 710	
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi	1 099				
6. Programme de soutien aux travailleurs âgés	29			29	
TOTAL	2 781 219	303		2 779 817	

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à pourvoir au financement des mesures d'aide à l'emploi. Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. D-7.1) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. F-5). Ce programme permet aussi l'insertion, la formation et l'aide à l'emploi et favorise l'emploi d'été des étudiants dans la fonction publique du Québec.							
			829 848				
							17
			829 848				17
Ce programme vise à rendre accessible à toutes les personnes qui en démontrent le besoin, une aide de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus par l'entremise du réseau d'Emploi-Québec et celui de la Ville de Montréal. De plus, le programme Solidarité jeunesse soutient financièrement les jeunes de moins de 25 ans, aptes au travail, qui font une demande d'assistance-emploi en leur offrant d'entreprendre des démarches favorisant leur autonomie financière. En outre, ce programme contribue au financement des organismes communautaires en lien avec leur mission globale et il accorde à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Il vise également à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales et permet la conversion des prestations d'aide financière en mesures d'aide à l'emploi.							
		2 719 328	5 656				
	6 136						
		2 396	7 393				
		18 169					
		20 710					
							1 099
		29					
	6 136	2 760 632	13 049				1 099

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-20		**ADMINISTRATION**			
1. Direction	11 806		5	11 801	9 766
Permanents [1]	10			9	
2. Services à la gestion	137 855	1	51	137 803	24 695
Ne nécessitant pas de crédits				132	
3. Centre de recouvrement	12 058		10	12 048	9 684
Permanents [2]	8			8	
4. Affaires gouvernementales et relations avec les citoyens	22 398		7	22 391	9 757
5. Administration des mesures d'aide à l'emploi et d'aide financière	285 307	1	121	285 185	102 754
6. Politiques	5 696		35	5 661	5 197
TOTAL	475 138	2	229	475 038	161 853

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	4 080 068	305	229	4 078 418	161 853
Permanents	6 154			6 153	
Ne nécessitant pas de crédits				132	
TOTAL	**4 086 222**	**305**	**229**	**4 084 703**	**161 853** [1]

1 Incluant 29 240 à l'égard de 333 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise l'administration des mesures d'aide à l'emploi, de la Commission des partenaires du marché du travail, des mesures d'aide financière ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielles et de services aux citoyennes et citoyens.							
1 536		499					
9							1
35 705			77 403				
132							
2 364							
8							
4 534		8 100					
58 329		503	123 599				
439		25					
103 056		9 127	201 002				1
102 907		2 769 759	1 043 899				1 116
17	6 136						1
132							
103 056	**6 136**	**2 769 759**	**1 043 899** [1]				**1 117**

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Action communautaire	2 396		
Action emploi			
Assistance-emploi	2 719 328		
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	20 710		
Solidarité jeunesse	18 169	5	
Soutien aux travailleurs âgés	29		
Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi	1 099		
Total du programme 2	2 761 731	5	
Programme 3 - Administration			
Tribunal administratif du Québec	8 100		
Autres	1 027	21	
Total du programme 3	9 127	21	
Total des crédits et dépenses	**2 770 858**	**26**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
		2 396			2 396	
						1 548
		894	2 718 434		2 719 328	2 687 482
			18 678	2 032	20 710	19 340
		9 267	8 897		18 169	20 128
			29		29	
		12 557	2 746 038	2 032	2 760 632	2 728 498
				8 100	8 100	8 479
	116	890			1 027	1 567
	116	890		8 100	9 127	10 046
	116	**13 447**	**2 746 038**	**10 132**	**2 769 759**	**2 738 544**

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	6 943	6 943	7 081
Fonctionnement	2 682	2 682	3 077
Capital	486	486	498
Intérêt	21	21	20
Support	2 760 726	2 759 627	2 727 868
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**2 770 858**	**2 769 759**	**2 738 544**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	121 680	121 680	144 138
Fonctionnement	47 836	47 836	40 613
Capital	28 727	28 727	29 404
Intérêt	2 759	2 759	2 200
Support	842 897	842 897	808 595
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 043 899**	**1 043 899**	**1 024 950**

FAMILLE, AÎNÉS ET CONDITION FÉMININE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Droits et permis		
Autres		
Études de dossiers	54	68
Honoraires - dossiers publics	9 198	7 868
Divers	26	19
	9 278	7 955
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		46
Divers	2	2
	2	48
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux		46
	2	2
Intérêts		
Avances aux comptes sous administration	69	160
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 436	73
Subventions d'années antérieures	2 075	4 333
Biens non réclamés remis à l'état	104	
	3 615	4 406
	3 686	4 568
Total des revenus autonomes	12 964	12 523
Total des revenus	**12 964**	**12 523**

FAMILLE, AÎNÉS ET CONDITION FÉMININE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-20		**PLANIFICATION, RECHERCHE ET ADMINISTRATION**			
1. Planification, recherche et administration	29 702		2 084	20 300	11 386
Permanents [1]	48			48	
Ne nécessitant pas de crédits				777	
TOTAL	29 750		2 084	21 125	11 386

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-20		**MESURES D'AIDE À LA FAMILLE**			
1. Gestion des services à la famille	21 385		52	20 632	13 243
2. Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	1 554 414	86		1 525 546	
Permanents [1]	100			19	
3. Service de la dette des centres de la petite enfance	8 230			5 772	
4. Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	46 937			46 937	
5. Soutien aux enfants	32 283			31 658	
Permanents [1]	1 000				
6. Organismes communautaires	14 226			14 226	
7. Conseil de la famille et de l'enfance	1 188		1	1 053	766
TOTAL	1 679 763	86	53	1 645 843	14 009

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer, d'une part, la réalisation de recherches, l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement des familles et des enfants en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes.							
7 198		1 716			528	599	6 191
48							
777							
8 023		1 716			528	599	6 191
Ce programme assure le financement de la gestion des services à la famille et à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité tout en assurant leur soutien financier. En outre, il a comme objectif de pourvoir au financement du service de la dette des centres de la petite enfance ainsi que du Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance. Il permet le financement de l'administration des prestations du soutien aux enfants, le financement d'organismes communautaires et il assure le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance.							
1 132		6 257			343	257	101
		1 525 546			8 438		20 344
	19						81
		5 772					2 458
		46 937					
		31 658					625
							1 000
		14 226					
287					32	101	1
1 419	19	1 630 396			8 813	358	24 610

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-20		**CONDITION DES AÎNÉS**			
1. Conseil des aînés	747			676	542
2. Secrétariat aux aînés	2 233			2 199	555
TOTAL	2 980			2 875	1 097
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-20		**CONDITION FÉMININE**			
1. Conseil du statut de la femme	4 519		10	4 239	3 037
Ne nécessitant pas de crédits				10	
2. Secrétariat à la condition féminine	2 518			2 414	1 078
TOTAL	7 037		10	6 663	4 115
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-20		**CURATEUR PUBLIC**			
1. Curateur public	44 858	1	2 980	33 981	24 711
Permanents [1]	8 901			8 901	7 284
Permanents [2]	3			3	
Ne nécessitant pas de crédits				5 542	
TOTAL	53 762	1	2 980	48 427	31 995

1 Loi sur le Curateur public, (L.R.Q., c. C-81).
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 763 240	87	5 127	1 709 633	55 318
Permanents	10 052			8 971	7 284
Ne nécessitant pas de crédits				6 329	
TOTAL	**1 773 292**	**87**	**5 127**	**1 724 933**	**62 602** [1]

1 Incluant 6 164 à l'égard de 66 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme assure le financement du Conseil des aînés et du Secrétariat aux aînés afin de soutenir la valorisation de la participation des aînés dans la société québécoise et cela en vue d'un Québec équitable pour toutes les générations.							
134					6	44	21
122		1 522			6		28
256		1 522			12	44	49
Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine.							
1 202					170	84	16
10							
297		1 039			45	59	
1 509		1 039			215	143	16
Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes.							
9 270					250	78	7 568
1 617							
	3						
5 542							
16 429	3				250	78	7 568
19 642		1 634 673			9 818	1 222	37 353
1 665	22						1 081
6 329							
27 636	**22**	**1 634 673**			**9 818**	**1 222**	**38 434**

FAMILLE, AÎNÉS ET CONDITION FÉMININE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Planification, recherche et administration			
Autres	2 796		
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille			
Administration du soutien aux enfants par la Régie des rentes du Québec	30 625		
Allocation familiale et allocation pour enfant handicapé	1 658		
Organismes communautaires - famille	14 226		
Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	46 937		
Service de la dette des centres de la petite enfance	8 230		
Subvention annuelle des garderies	291 433	289 288	
Subvention des centres de la petite enfance et subvention de la garde en milieu familial	1 246 081		
Subventions de développement et d'investissements	1 300		
Autres	6 359	41	
Total du programme 2	1 646 849	289 329	
Programme 3 - Condition des aînés			
Organismes communautaires - aînés	1 507		
Autres	41		
Total du programme 3	1 548		
Programme 4 - Condition féminine			
Programme «À égalité pour décider»	1 000		
Autres	40		
Total du programme 4	1 040		
Total des crédits et dépenses	**1 652 233**	**289 329**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
39	776	751		150	1 716	1 798
				30 097	30 097	26 267
			1 561		1 561	3 909
	25	14 201			14 226	14 320
			46 937		46 937	40 867
		5 772			5 772	391
				208	289 496	256 288
	2	1 235 239		66	1 235 307	1 172 908
		743			743	1 398
	10	6 206			6 257	2 991
	37	1 262 161	48 498	30 371	1 630 396	1 519 339
		1 482			1 482	900
		40			40	471
		1 522			1 522	1 371
		1 000			1 000	1 000
		39			39	40
		1 039			1 039	1 040
39	**813**	**1 265 473**	**48 498**	**30 521**	**1 634 673**	**1 523 548**

FAMILLE, AÎNÉS ET CONDITION FÉMININE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Fonctionnement	30 625	30 097	26 267
Capital	6 433	4 403	1 264
Intérêt	2 797	1 962	53
Support	1 612 378	1 598 211	1 495 964
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 652 233**	**1 634 673**	**1 523 548**

FINANCES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007		2006
Impôt sur le revenu et les biens			
Cotisations au Fonds des services de santé			
Cotisations des employeurs	4 943 383		4 848 653
Cotisations des particuliers	109 157	1	198 303
	5 052 540		5 046 956
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Recouvrements de tiers	15		50
Garantie de prêts - sociétés d'état	173 431		165 005
Application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévue en vertu de la loi C-66	138 118	2	
	311 564		165 055
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée			
Compte pour l'application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévue en vertu de la loi C-66	138 118	2	
	173 446		165 055
Intérêts			
Comptes de banque	7 833		365
Compte du gouvernement du Canada	123		20
Fonds des rentes de survivants	23 523	3	33 229
	31 479		33 614
Amendes et confiscations			
Dépôts judiciaires	483		1 085
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	11 695		18 308
	217 103		218 062

1 La diminution est principalement attribuable à des ajustements relatifs à la répartition des acomptes provisionnels et des encaissements sur production.

2 L'augmentation fait suite à une nouvelle entente entre le gouvernement et la Société de financement des infrastructures locales du Québec (décret 211-2006).

3 L'augmentation s'explique d'une part par l'amortissement des plus-values ou moins-values et d'autre part par la hausse du taux de rendement du placement 2006-2007.

FINANCES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007		2006
Revenus provenant des entreprises du Gouvernement			
Société des alcools du Québec	709 000	4	657 000
Loto-Québec	1 391 000	4	1 537 000
Hydro-Québec	2 342 000	4, 5	1 126 000
Autres		4	
	4 442 000		3 320 000
Total des revenus autonomes	9 711 643		8 585 018
Transferts du gouvernement du Canada			
Péréquation	5 539 306	B	4 798 070
Transferts pour la santé	3 639 136	C	3 148 713
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 069 781	D	1 033 973
Autres programmes	(309 194)	E	(96 088)
Total des transferts du gouvernement du Canada	9 939 029		8 884 668
Total des revenus	**19 650 672**		**17 469 686**
4 Solde de la quote-part du gouvernement dans les résultats:			
Société des alcools du Québec	1 097		(51)
Loto-Québec	306		(76)
Hydro-Québec	1 701 000	5	1 196 641
Autres	84 183	A	37 321
	1 786 586		1 233 835
Dividendes déclarés	4 442 000		3 320 000
Revenus affectés au Fonds des générations	(500 000)		
	5 728 586		**4 553 835**

5 En vertu du décret 110-2007, le gouvernement a déclaré un dividende de 2 342 000 en 2007 (dont 500 000 ont été versés au Fonds des générations en vertu du décret 111-2007) comparativement à 1 126 000 en 2006. Cette augmentation s'explique principalement par les gains réalisés sur la cession des participations à l'étranger et par la constatation en juin 2006 d'un gain de change non récurrent sur des dettes et des swaps en dollars américains. En conséquence, la quote-part du gouvernement dans les résultats d'Hydro-Québec pour 2007 a augmenté.

FINANCES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007		2006
A) Autres			
Capital financière agricole inc.	(760)		(261)
Corporation d'hébergement du Québec		6	11 544
Financement-Québec		6	13 567
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier	(3 249)		765
Immobilière SHQ	11 870		14 489
IQ FIER inc.	(2 769)		(1 029)
IQ Immigrants Investisseurs inc.	11 590		13 415
Société de développement de la Baie James		6	(3 530)
Société de l'assurance automobile du Québec		6	(41 074)
Société des établissements de plein air du Québec		6	(3 200)
Société générale de financement du Québec	75 373	7	43 517
Société Innovatech du Grand Montréal	62		541
Société Innovatech du Sud du Québec	4 250	8	(9 272)
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	(12 757)	9	1 852
Société Innovatech Régions Ressources	573		(4 003)
	84 183		**37 321**
B) Péréquation			
2006-2007	5 539 306		
2005-2006			4 798 070
	5 539 306		**4 798 070**
C) Transferts pour la santé			
Droits totaux			
2006-2007	7 618 447		
2005-2006	131 421		7 132 050
2004-2005	41 203		
2003-2004	27 050		
	7 818 121		7 132 050
Transferts fiscaux			
2006-2007	(2 637 011)		
2005-2006	(95 299)		(2 424 590)
2004-2005	(31 482)		
2003-2004	(1 833)		
	(2 765 625)		(2 424 590)
Abattements spéciaux			
(13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)			
2006-2007	(1 806 188)		
2005-2006	(26 214)		(1 706 006)
2004-2005	(3 554)		
2003-2004	146		
	(1 835 810)		(1 706 006)

6 En 2006-2007, le statut d'entreprises de ces entités a été modifié pour celui d'organismes du gouvernement, en raison de l'évolution de leurs activités d'exploitation et de leur situation financière.

7 L'augmentation est principalement due à un gain sur réalisation de placements.

8 L'augmentation est principalement due aux variations des plus-values et moins-values non matérialisées relatives à la juste valeur marchande des placements.

9 La diminution est principalement due aux variations des plus-values et moins-values non matérialisées relatives à la juste valeur marchande des placements et aux variations des gains et pertes matérialisés sur disposition de placements.

FINANCES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
C) Transferts pour la santé (suite)		
Fonds fiduciaire pour la réduction du temps d'attente	422 450	147 259
	3 639 136	**3 148 713**
D) Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux		
Droits totaux		
2006-2007	3 767 477	
2005-2006	80 548	3 565 629
2004-2005	25 412	
2003-2004	16 579	
	3 890 016	3 565 629
Transferts fiscaux		
2006-2007	(1 616 232)	
2005-2006	(58 409)	(1 486 039)
2004-2005	(19 296)	
2003-2004	(1 124)	
	(1 695 061)	(1 486 039)
Abattements spéciaux		
(13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2006-2007	(1 107 018)	
2005-2006	(16 067)	(1 045 617)
2004-2005	(2 178)	
2003-2004	89	
	(1 125 174)	(1 045 617)
	1 069 781	**1 033 973**
E) Autres programmes		
Fiducie pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants	152 741	165 040
Transfert fiscal allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal)		
(3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2006-2007	(653 386)	
2005-2006		(606 651)
	(653 386)	(606 651)
Bilinguisme		
2006-2007	38 524	
2005-2006		38 524
	38 524	38 524
Régime canadien de prêts aux étudiants	116 287	159 462
Équipement médical		112 000
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions priviligiées	31 287	30 184
Subside basé sur la population	5 353	5 353
	(309 194)	**(96 088)**

FINANCES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-26		**DIRECTION DU MINISTÈRE**			
1. Direction et services à la gestion	31 153	23	1 891	23 227	11 955
Permanents [1]	10			9	
Ne nécessitant pas de crédits				922	
2. Institut de la statistique du Québec	14 290			14 189	
TOTAL	45 453	23	1 891	38 347	11 955

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26		**POLITIQUES BUDGÉTAIRES ET FISCALES, ANALYSES ÉCOMOMIQUES ET DIRECTION DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET COMPTABLES DU GOUVERNEMENT**			
1. Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières	25 441			12 637	11 797
Ne nécessitant pas de crédits				75	
2. Financement, gestion de la dette et opérations financières	7 504		177	6 127	5 961
3. Frais de services bancaires					
Permanents [1]	11 333			8 046	
4. Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale	18 287		908	14 204	13 053
Ne nécessitant pas de crédits				204	
5. Affaires fiscales et financières et recherches institutionnelles	10 324			6 962	
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus	5 132				
TOTAL	78 021		1 085	48 255	30 811

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination, d'affaires publiques et de soutien à la gestion. Il vise aussi à fournir des informations statistiques sur la situation du Québec.							
11 076		196			2 392	850	2 770
9							1
922							
		14 189			100		1
12 007		14 385			2 492	850	2 772
Ce programme vise à assurer la direction des activités financières et comptables du gouvernement, l'élaboration des orientations en matière fiscale et budgétaire et la réalisation d'analyses économiques.							
840					3 163	1 579	8 062
75							
166					409		791
8 046							3 287
1 151					450		2 725
204							
3 148		3 364	450				3 362
					500		4 632
13 630		3 364	450		4 522	1 579	22 859

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-30		**SERVICE DE LA DETTE ET INTÉRÊTS SUR LE COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE**			
1. Service de la dette directe Permanents [1]	5 064 616	707 489 [3]		4 357 127	
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite Permanents [2]	2 768 623	125 600 [3]		2 643 023	
TOTAL	7 833 239	833 089		7 000 150	

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

2 Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16), Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).

3 Montant porté à la dette nette dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	112 131	23	2 976	77 346	42 766
Permanents	7 844 582	833 089		7 008 205	
Ne nécessitant pas de crédits				1 201	
TOTAL	**7 956 713**	**833 112**	**2 976**	**7 086 752**	**42 766** [1]

1 Incluant 9 215 à l'égard de 84 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à pourvoir au paiement des intérêts sur la dette directe et le compte des régimes de retraite.							
				4 357 127			
				2 643 023			
				7 000 150			
16 381		17 749	450		7 014	2 429	22 343
8 055				7 000 150			3 288
1 201							
25 637		**17 749**	**450**	**7 000 150**	**7 014**	**2 429**	**25 631**

FINANCES

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Direction du ministère			
Institut de la statistique du Québec	14 290		
Autres	199		
Total du programme 1	14 489		
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
Institut de finance mathématique de Montréal	4 745		
Autres	43		
Total du programme 2	4 788		
Total des crédits et dépenses	**19 277**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
				14 189	14 189	13 394
		196			196	200
		196		14 189	14 385	13 594
		2 575		746	3 321	2 550
			43		43	31
		2 575	43	746	3 364	2 581
		2 771	**43**	**14 935**	**17 749**	**16 175**

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	11 959	11 858	11 112
Fonctionnement	2 327	2 327	2 282
Support	4 991	3 564	2 781
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**19 277**	**17 749**	**16 175**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Fonctionnement	450	450	450
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**450**	**450**	**450**

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007		2006
Droits et permis			
Autres			
Demande d'engagement d'un garant - ressortissants étrangers	2 518		2 657
Demande d'un employeur relative à un emploi temporaire	1 155		1 078
Certificat de sélection - ressortissants étrangers	24 072		21 018
Certificat d'acceptation - ressortissants étrangers	4 258		3 903
	32 003		28 656
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	1 538		1 431
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	119		47
Divers	6		13
	1 663		1 491
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée			
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	119		47
	1 544		1 444
Recouvrements			
Divers	51		51
	1 595		1 495
Total des revenus autonomes	33 598		30 151
Transferts du gouvernement du Canada			
Autres programmes			
Intégration des immigrants	199 570	[1]	172 622
Total des transferts du gouvernement du Canada	199 570		172 622
Total des revenus	**233 168**		**202 773**

1 L'augmentation est principalement attribuable à l'indexation du montant prévu à l'entente avec le gouvernement fédéral.

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-14		**IMMIGRATION, INTÉGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES**			
1. Immigration	15 312	3	117	15 191	12 714
2. Francisation	47 659		1 146	46 511	23 142
3. Intégration, régionalisation et relations interculturelles	35 030	3		35 027	14 846
4. Direction, information et services de soutien centralisés	29 954	17	4 117	25 812	12 664
Permanents [1]	16			16	
Ne nécessitant pas de crédits				1 740	
TOTAL	127 971	23	5 380	124 297	63 366

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26		**ORGANISME RELEVANT DU MINISTRE**			
1. Conseil des relations interculturelles	721		3	703	471
Ne nécessitant pas de crédits				5	
TOTAL	721		3	708	471

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	128 676	23	5 383	123 244	63 837
Permanents	16			16	
Ne nécessitant pas de crédits				1 745	
TOTAL	**128 692**	**23**	**5 383**	**125 005**	**63 837** [1]

1 Incluant 4 740 à l'égard de 52 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l'intégration linguistique, sociale et économique des immigrants, de même qu'à favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.							
2 477							1
13 488		9 881					2
2 073		18 108					
12 845		303					8
16							
1 740							
32 639		28 292					11
Ce programme vise à permettre au Ministère d'obtenir un éclairage sur des problématiques particulières touchant l'intégration et les relations interculturelles.							
232						15	
5							
237						15	
31 115		28 292				15	11
16							
1 745							
32 876		**28 292**				**15**	**11**

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Immigration, intégration et communautés culturelles			
Exercice de la citoyenneté	372		
Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants	8 368		
Programme d'accueil et d'installation des réfugiés	2 081		
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants	9 881		
Programme d'appui aux relations civiques et interculturelles	1 865		
Programme de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires autonomes engagés dans les champs de mission du Ministère	954		
Programme de soutien à des projets afin de faciliter l'admission aux ordres professionnels	761		
Programme régional d'intégration	3 707		
Autres	303	5	
Total du programme 1	28 292	5	
Total des crédits et dépenses	**28 292**	**5**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
2		368	2		372	383
		8 368			8 368	6 179
			2 081		2 081	2 384
			9 881		9 881	9 489
		1 865			1 865	1 210
		954			954	440
46		715			761	170
4	2 088	1 615			3 707	2 675
4		292	2		303	330
56	2 088	14 177	11 966		28 292	23 260
56	**2 088**	**14 177**	**11 966**		**28 292**	**23 260**

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Support	28 292	28 292	23 260
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**28 292**	**28 292**	**23 260**

JUSTICE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Droits et permis		
Autres		
Publicité légale des entreprises	169	29
Vendeurs itinérants	229	193
Studio de santé	92	80
Agents de voyage	700	732
Certificat d'exemption	51	52
Divers	33	36
	1 274	1 122
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	520	363
Location de chambres et pension	97	97
Fonds d'investissement du Canada pour le renouvellement de l'aide juridique	3 400	3 430
Recouvrements de tiers	1 323	162
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	107	203
Actes judiciaires	30 924	32 107
Actes juridiques	20 187	27 171
Divers	2	8
	56 560	63 541
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour l'investissement du Canada pour le renouvellement de l'aide juridique	3 400	3 430
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	107	203
	53 053	59 908
Intérêts		
Prêts	258	796
Divers	25	
	283	796
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	82	127
Infractions au code de la sécurité routière	30 424 [1]	40 503
Infractions au code criminel	7 923	7 223
Infractions à diverses lois	16 075	21 107
Aide aux victimes d'actes criminels	12 660	11 478
Divers	8	8
	67 172	80 446
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 057	2 133
Surplus - fonds spéciaux et organismes	1 236	561
	2 293	2 694
	122 801	143 844
Total des revenus autonomes	124 075	144 966

1 La diminution fait suite à l'embauche temporaire de juges de paix en 2005-2006 afin de combler le retard accumulé dans le traitement des dossiers.

JUSTICE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Application de l'Accord relatif à la loi sur les contraventions	461	455
Aide juridique	22 750	22 776
Conseillers juridiques auprès des autochtones	479	491
Mesures québécoises de justice familiale	2 843	2 843
Divers	82	84
	26 615	26 649
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour l'application de l'Accord relatif à la loi sur les contraventions	461	455
Total des transferts du gouvernement du Canada	26 154	26 194
Total des revenus	**150 229**	**171 160**

JUSTICE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-26		**ACTIVITÉ JUDICIAIRE**			
1. Magistrature	2 291		190	2 101	1 684
Permanents [1]	120 614			120 614	106 518
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges					
Permanents [1]	2 139			2 095	331
3. Soutien à la magistrature	27 073		750	26 323	24 517
4. Comité sur la rémunération des juges					
Permanents [1]	200			1	
TOTAL	152 317		940	151 134	133 050

1 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26		**ADMINISTRATION DE LA JUSTICE**			
1. Soutien administratif à l'activité judiciaire	79 255	30	319	78 902	52 662
Permanents [1]	2				
Permanents [2]	13			13	
2. Affaires juridiques et législatives	34 586		3	34 583	32 552
3. Direction, planification et services à l'organisation	131 119	1	5 171	125 947	26 781
Permanents [2]	5 500			5 333	
Permanents [3]	8 746			8 746	8 746
Permanents [4]	28			28	
Ne nécessitant pas de crédits				14 284	
4. Traitement des infractions et perception des amendes	10 574		1 477	9 097	6 610
5. Système intégré d'information de justice	2 289		2 289		
TOTAL	272 112	31	9 259	276 933	127 351

1 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
3 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).
4 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il vise également le comité mandaté pour évaluer le traitement, le régime de retraite et les autres avantages sociaux des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi qu'à formuler des recommandations au gouvernement.							
417							
14 096							
1 764							44
1 806							
1							199
18 084							243
Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et à la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales.							
23 451		1 465	1 324		4		
							2
13							
2 031							
86 263		327	12 576				
	5 333						167
28							
14 284							
2 487							
128 557	5 333	1 792	13 900		4		169

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-26		**JUSTICE ADMINISTRATIVE**			
1. Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	9 774			9 617	
2. Conseil de la justice administrative	414			373	166
TOTAL	10 188			9 990	166
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-20		**AIDE AUX JUSTICIABLES**			
1. Commission des services juridiques	130 762			125 428	
2. Fonds d'aide aux recours collectifs	719			695	
3. Indemnisation des victimes d'actes criminels Permanents [1]	79 728			79 728	
4. Loi sur le civisme Permanents [2]	882			846	
5. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	14 449		221	13 755	10 702
Ne nécessitant pas de crédits				188	
TOTAL	226 540		221	220 640	10 702

1 Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, (L.R.Q., c. I-6).
2 Loi visant à favoriser le civisme, (L.R.Q., c. C-20).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., c. J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme inclut le Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.							
		9 617			157		
207					38		3
207		9 617			195		3
Ce programme vise à assurer une aide juridique financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice. Il vise aussi à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. L'assistance offerte se traduit par l'aide juridique, l'aide aux recours collectifs, l'aide au civisme et par l'indemnisation des victimes d'actes criminels. De plus, par le biais de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, il veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec.							
		125 428			5 334		
		695			24		
9 983		69 745					
141		705					36
3 053					17		456
188							
13 365		196 573			5 375		492

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-26		**ORGANISME DE PROTECTION RELEVANT DU MINISTRE**			
1. Office de la protection du consommateur	7 685		44	7 437	5 630
Ne nécessitant pas de crédits				63	
TOTAL	7 685		44	7 500	5 630
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-26		**POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**			
1. Directeur des poursuites criminelles et pénales	61 914		710	61 204	49 739
Ne nécessitant pas de crédits				17	
TOTAL	61 914		710	61 221	49 739
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	512 904	31	11 174	495 462	211 043
Permanents	217 852			217 404	115 595
Ne nécessitant pas de crédits				14 552	
TOTAL	**730 756**	**31**	**11 174**	**727 418**	**326 638** [1]

1 Incluant 11 024 à l'égard de 126 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme géré par l'Office de la protection du consommateur vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1).							
1 807					200		4
63							
1 870					200		4
Ce programme géré par le Directeur des poursuites criminelles et pénales permet à ce dernier d'agir comme poursuivant dans les matières criminelles et pénales.							
11 465							
17							
11 482							
132 987		137 532	13 900		5 774		463
26 026	5 333	70 450					448
14 552							
173 565	**5 333**	**207 982**	**13 900**		**5 774**		**911**

JUSTICE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Administration de la justice			
Autres	1 795	5	
Programme 3 - Justice administrative			
Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	9 774		
Programme 4 - Aide aux justiciables			
Actes de civisme	743		
Aide juridique	49 976		
Commission des services juridiques	80 786		
Fonds d'aide aux recours collectifs - aide aux bénéficiaires	298		
Fonds d'aide aux recours collectifs - fonctionnement	420		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	69 745		
Total du programme 4	201 968		
Total des crédits et dépenses	**213 537**	**5**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
16	279	1 492			1 792	1 758
				9 617	9 617	10 469
			705		705	689
			46 653		46 653	46 662
				78 775	78 775	88 096
			298		298	298
				397	397	416
			69 745		69 745	65 556
			117 401	79 172	196 573	201 717
16	**279**	**1 492**	**117 401**	**88 789**	**207 982**	**213 944**

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	120 640	117 160	128 282
Fonctionnement	17 792	17 769	16 834
Capital	2 524	513	527
Support	72 581	72 540	68 301
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**213 537**	**207 982**	**213 944**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	260	260	449
Fonctionnement	1 064	1 064	359
Support	12 576	12 576	10 528
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**13 900**	**13 900**	**11 336**

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	564	1 335
Divers		3
	564	1 338
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	564	1 335
		3
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	93	77
Divers	22	7
	115	84
	115	87
Total des revenus autonomes	115	87
Total des revenus	**115**	**87**

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-18		**AFFAIRES INTERNATIONALES**			
1. Direction, analyse et politiques	13 079	3		13 076	6 519
Permanents [1]	543	3		540	
2. Représentation du Québec à l'étranger	65 268	149	23 409	41 710	26 453
Ne nécessitant pas de crédits				1 098	
3. Affaires bilatérales et francophonie	25 964	4		25 960	5 645
4 Protocole, événements et services ministériels	20 255	28	1 874	18 353	10 022
Ne nécessitant pas de crédits				972	
TOTAL	125 109	187	25 283	101 709	48 639

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	124 566	184	25 283	99 099	48 639
Permanents	543	3		540	
Ne nécessitant pas de crédits				2 070	
TOTAL	**125 109**	**187**	**25 283**	**101 709**	**48 639** [1]

1 Incluant 7 944 à l'égard de 78 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.							
1 028		5 529					
540							
15 257							
1 098							
1 944		18 371					
8 281		50					
972							
29 120		23 950					
26 510		23 950					
540							
2 070							
29 120		**23 950**					

RELATIONS INTERNATIONALES

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Affaires internationales			
Francophonie	7 366	55	
Organismes voués à la jeunesse	2 866		
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	2 000		
Programmes de coopération	1 729	31	48
Québec sans frontières et autres	3 616		
Soutien à l'implantation d'organisations internationales	3 723		
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	794	43	
Autres	1 856		
Total du programme 1	23 950	129	48
Total des crédits et dépenses	**23 950**	**129**	**48**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes sans but lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
13		7 275	8	15	7 366	9 428
		2 866			2 866	2 866
				2 000	2 000	2 000
645		500	432	73	1 729	1 569
		3 616			3 616	3 424
		3 723			3 723	3 469
150		398	203		794	843
967		518	371		1 856	1 800
1 775		18 896	1 014	2 088	23 950	25 399
1 775		**18 896**	**1 014**	**2 088**	**23 950**	**25 399**

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Support	23 950	23 950	25 399
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**23 950**	**23 950**	**25 399**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération			238
Fonctionnement			8 942
Capital			1 008
Intérêt			562
TOTAL DU PORTEFEUILLE			**10 750**

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007		2006
Droits et permis			
Ressources forestières			
Coupe de bois - usage domestique	201		211
Usines de transformation du bois	698		711
Permis d'intervention - approvisionnement de bois sur les terres publiques	258 069	1	388 400
Érablières	1 545		1 567
Intervention - travaux d'utilité publique	175		214
Intervention - activités minières	87		106
Intervention - aménagement faunique et récréatif	90		76
Autres droits sur la gestion des forêts	23		62
Traitements sylvicoles réguliers	(145 747)		(152 336)
Programmes de mise en valeur des ressources du milieu forestier	(6 261)		(8 874)
Contribution à SOPFIM-SOPFEU	(15 935)		(16 936)
Plans spéciaux - récupération et mise en production	(33 106)		(27 021)
Transfert au Fonds forestier	(57 006)	2	(128 900)
Divers	5		37
	2 838		57 317
Ressources minières			
Exploitation minière	35 575		42 788
Claim	12 379		6 412
Exploitation par baux	1 410		1 463
Recherche de réservoir souterrain	180		145
Exploration			154
Exploitation - sable, gravier et autres	2 716		1 942
Divers	37		47
	52 297		52 951
Ressources hydrauliques			
Forces hydrauliques	9 908		13 452
Énergie électrique produite	63 535		61 715
Régime des eaux	1 653		1 539
	75 096		76 706
Autres			
Recherche de pétrole et de gaz naturel	645		534
Baux d'exploitation de réservoir souterrain	64		66
Permis d'utilisation - équipement pétrolier à risque élevé	1 832		1 798
Permis de chasse, pêche et piégeage	27 660		26 167
Permis commerciaux et particuliers	284		239
Droits pour activités commerciales	1 295		1 270
Divers	65		32
	31 845		30 106
	162 076		217 080

1 La variation s'explique par la diminution du volume de bois facturé ainsi que par la baisse du prix moyen du bois.

2 La variation est attribuable à la diminution des revenus de permis d'intervention - approvisionnement de bois sur les terres publiques. Par conséquent, le financement des opérations du Fonds forestier a été compensé par une augmentation des dépenses d'affectation à un fonds spécial.

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007		2006
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Formules et documents	211		158
Bois	264		26
Terres de l'état	1 341		2 755
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	165		120
Frais de vente et de location de terrains	510		444
Location et concessions	9 942		9 681
Enregistrement de transferts	101		129
Frais d'inscription aux tirages au sort	246		93
Gains sur disposition d'immobilisations	369		204
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 983		851
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	(13)		11
Divers	92		126
	15 211		14 598
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée			
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1 983		851
Compte pour le financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	(13)		11
	13 241		13 736
Intérêts			
Autres revenus à percevoir	1 279		839
Droits sur les profits d'exploitation minière	19		125
Paiements de redevances hydrauliques	1 046		789
Divers	47		25
	2 391		1 778
Amendes et confiscations			
Infractions aux lois et règlements - Faune et Parcs			189
Infractions à la Loi sur les forêts	258		187
Divers	78		42
	336		418
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	607		(3 922)
Subventions d'années antérieures	34 112	3	886
	34 719		(3 036)
	50 687		12 896
Total des revenus autonomes	212 763		229 976

3 L'augmentation s'explique principalement par le recouvrement des sommes non utilisées d'une subvention.

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Projet de coopération avec la Bolivie dans le secteur minier	407	481
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour le projet de coopération avec la Bolivie dans le secteur minier	407	481
Total des transferts du gouvernement du Canada		
Total des revenus	**212 763**	**229 976**

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-18		**GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET FAUNIQUES**			
1. Connaissance et gestion du territoire	21 895		1 951	19 944	15 035
Permanents [1]	4			4	
Ne nécessitant pas de crédits				1 468	
2. Gestion de la ressource forestière	225 532			225 532	
Permanents [1]	4 799			4 799	
Permanents [2]	12 370			12 370	
3. Protection et mise en valeur de la ressource faunique	92 196	1	11 003	81 192	51 795
Permanents [1]	75				
Permanents [3]	159				
Ne nécessitant pas de crédits				4 657	
4. Développement et gestion des ressources énergétiques et minérales	55 947		810	55 137	18 633
Permanents [1]	737			737	
Ne nécessitant pas de crédits				2 988	
5. Direction du Ministère et services à la gestion	51 839	11	8 435	43 393	17 079
Permanents [3]	3				
Permanents [4]	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				5 879	
6. Financement forestier	1 380			1 380	
Permanents [5]	20			20	
7. Forestier en chef	3 680		496	3 184	2 028
Ne nécessitant pas de crédits				61	
TOTAL	470 646	12	22 695	462 755	104 570

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
2 Loi sur les forêts, (L.R.Q., c. F-4.1).
3 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).
4 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
5 Loi sur le crédit forestier, (L.R.Q., c. C-78).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	452 469	12	22 695	429 762	104 570
Permanents	18 177			17 940	
Ne nécessitant pas de crédits				15 053	
TOTAL	**470 646**	**12**	**22 695**	**462 755**	**104 570** [1]

1 Incluant 13 366 à l'égard de 165 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer le développement, la protection, la connaissance et la mise en valeur du territoire québécois et des ressources fauniques, forestières, minières et énergétiques dans une perspective de développement durable et de gestion intégrée.							
4 908		1					
	4						
1 468							
			225 532				
	4 799						
			12 370				
20 557		8 840					
							75
							159
4 657							
4 983		7 121	24 400				
	737						
2 988							
12 272		652	13 390				
							3
10							
5 879							
		1 380					
		20					
1 156							
61							
58 939	5 540	18 014	275 692				237
43 876		17 994	263 322				
10	5 540	20	12 370				237
15 053							
58 939	**5 540**	**18 014**	**275 692**				**237**

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles et fauniques			
Agence de l'efficacité énergétique	2 079		
Aide à la recherche et au développement	13		
Aide à l'exploration minérale	1 736		
Assistance à l'industrie minérale	679	70	
Consortium de recherche minérale (COREM)	1 000		
Enfouissement des fils électriques	565		
Extension du réseau gazier	1 155	1 155	
Prêts forestiers	1 400	1 400	
Soutien dans les milieux autochtones	8 554	376	
Autres	833		
Total du programme 1	18 014	3 001	
Total des crédits et dépenses	**18 014**	**3 001**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
				2 079	2 079	2 094
13					13	788
				1 736	1 736	3 252
160	69	251		129	679	398
		1 000			1 000	1 000
	565				565	275
					1 155	1 155
					1 400	1 400
	6 579	1 571	28		8 554	8 877
		832	1		833	597
173	7 213	3 654	29	3 944	18 014	19 836
173	**7 213**	**3 654**	**29**	**3 944**	**18 014**	**19 836**

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	2 039	2 039	2 069
Capital	1 454	1 454	1 228
Intérêt	4 856	4 856	4 182
Support	9 665	9 665	12 357
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**18 014**	**18 014**	**19 836**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	92 689	92 689	73 616
Fonctionnement	83 748	83 748	85 017
Capital	12 400	12 400	12 400
Intérêt	12 800	12 800	12 000
Support	74 055	74 055	37 653
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**275 692**	**275 692**	**220 686**

REVENU

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007		2006
Impôt sur le revenu et les biens			
Impôt sur le revenu des particuliers	18 479 722	1	16 449 740
Impôt des sociétés	4 779 027		4 786 461
Impôt sur les successions			(90)
	23 258 749		21 236 111
Taxes à la consommation			
Vente	9 872 935		9 614 140
Carburants	1 678 099		1 657 350
Tabac	678 439	2	751 591
Boissons alcooliques	421 542		414 453
	12 651 015		12 437 534
Droits et permis			
Boissons alcooliques			
Ventes de bière par les détaillants	(163)		(2)
Divers			12
	(163)		10
Ressources forestières			
Profits d'exploitation forestière	2 189	3	21 324
Autres			
Honoraires - dossiers publics	4 427		4 730
Création et modification de personnes morales	10 854		10 393
Publicité légale des entreprises	29 754		34 431
Enregistrements d'abris fiscaux et d'actions accréditives	360		350
Transporteurs internationaux et interprovinciaux	766		770
Divers	29		56
	46 190		50 730
	48 216		72 064
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Photocopies de documents	201		171
Frais de perception	613		(323)
Perception - R.R.Q.	26 160	4	13 803
Recouvrements de tiers	124		125
Actes judiciaires	197		145
Décisions anticipées	135		134
Gestion de la taxe sur les produits et services	127 470		124 664
Divers	29		23
	154 929		138 742
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée			
Compte pour la gestion de la taxe sur les produits et services	127 470		124 664
	27 459		14 078

1 L'augmentation est principalement attribuable à la croissance de l'activité économique.
2 La diminution est principalement attribuable à une baisse de consommation des produits du tabac.
3 La variation est principalement attribuable à la diminution des activités dans le secteur forestier.
4 L'augmentation est principalement attribuable à des ajustements apportés à l'entente avec la Régie des rentes du Québec.

REVENU

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus divers (suite)		
Intérêts		
Impôt à percevoir sur le revenu des particuliers	224 351	170 543
Impôt à percevoir sur les profits des sociétés et le capital	159 413	158 944
Taxe à percevoir sur la vente	82 679	58 802
Taxe à percevoir sur les carburants	(796)	(316)
Taxe à percevoir sur le tabac	4 740	650
Autres revenus à percevoir	1 125	(643)
Divers	(1)	
	471 511	387 980
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	629	(34)
Pénalités	214 032	209 576
Frais - chèques sans provision	1 879	2 388
Infractions aux lois fiscales	1 279	810
Divers	11	5
	217 830	212 745
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 510	462
Biens non réclamés remis à l'état	7 849	25 006
	9 359	25 468
	726 159	640 271
Total des revenus autonomes	36 684 139	34 385 980
Total des revenus	**36 684 139**	**34 385 980**

Notes

	2007	2006
Les remboursements suivants ont été déduits des revenus :		
Impôt sur le revenu des particuliers	6 038 212	5 957 709
Impôt des sociétés	2 073 289	1 637 290
Vente	5 446 662	5 175 060
Carburants	87 303	83 551
Tabac	18 966	41 070
Profits d'exploitation forestière	11 026	1 339
Divers	164	444

REVENU

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-26		**ADMINISTRATION FISCALE**			
1. Opérations régionales	131 122	14	22	130 791	127 534
2. Opérations concentrées	51 755	26	920	47 551	39 142
Permanents [1]	35 215			35 215	
3. Technologies de l'information	62 151		8	59 270	30 457
4. Administration et support	124 616		3 083	105 813	41 329
Permanents [2]	9			9	
Permanents [3]	32				
Ne nécessitant pas de crédits				500	
5. Perception	34 495			34 495	
Permanents [4]	610 776	63 059 [6]		547 717	
6. Pensions alimentaires	37 881			37 435	
7. Recherche et développement en matière de lutte contre l'évasion fiscale	66 703	7		66 479	51 858
8. Administration provisoire des biens non réclamés	1 171				
Permanents [5]	6 863		2	6 861	4 305
TOTAL	1 162 789	63 106	4 035	1 072 136	294 625

1 Loi sur le ministère du Revenu, (L.R.Q., c. M-31) (Intérêts sur remboursements de revenus).
2 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
3 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).
4 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
5 Loi sur le Curateur public, (L.R.Q., c. C-81).
6 Montant porté à la dette nette dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à percevoir les impôts et les taxes ainsi qu'à administrer des programmes sociaux à caractère fiscal et tout autre programme de perception que lui confie le gouvernement. Il vise également à gérer et à remettre les biens non réclamés aux ayants droit ou au gouvernement.							
3 257						216	79
8 409					1 700	592	966
35 215							
28 813					1 750	1 115	8
27 092		123	37 269		11 695	1 725	2 300
9							
							32
500							
			34 495				
	547 717						
			37 435			446	
9 058			5 563			217	
							1 171
2 036			520				
114 389	547 717	123	115 282		15 145	4 311	4 556

REVENU

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26		**LE REGISTRAIRE DES ENTREPRISES**			
1. Le Registraire des entreprises	20 104		144	12 958	9 890
Permanents [1]	3			3	
Ne nécessitant pas de crédits				565	
TOTAL	20 107		144	13 526	9 890

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	529 998	47	4 177	494 792	300 210
Permanents	652 898	63 059	2	589 805	4 305
Ne nécessitant pas de crédits				1 065	
TOTAL	**1 182 896**	**63 106**	**4 179**	**1 085 662**	**304 515** [1]

1 Incluant 33 884 à l'égard de 387 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme a pour but l'administration d'un registre gouvernemental des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.							
3 068						436	6 566
	3						
565							
3 633	3					436	6 566
79 697		123	114 762		15 145	4 747	11 090
37 260	547 720		520				32
1 065							
118 022	**547 720**	**123**	**115 282**		**15 145**	**4 747**	**11 122**

REVENU

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Administration fiscale			
Subventions à des organismes	124		
Total des crédits et dépenses	**124**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
		123			123	124
		123			**123**	**124**

REVENU

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Support	124	123	124
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**124**	**123**	**124**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	53 134	52 284	57 099
Fonctionnement	20 292	19 951	20 201
Capital	41 170	40 446	27 439
Intérêt	2 698	2 601	4 773
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**117 294**	**115 282**	**109 512**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Droits et permis		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	1 580	1 549
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Tierces responsabilités - internes	6 631	3 953
Tierces responsabilités - externes	1 119	753
Assurance-hospitalisation - étrangers	168	121
Tierce responsabilité - Fonds d'assurance automobile du Québec	88 654	88 654
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	629	1 248
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	1 493	1 273
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 000	30 000
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 000	22 000
Divers	20	21
	150 714	148 023
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	629	1 248
Compte pour la mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	1 493	1 273
Compte pour le financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 000	30 000
Compte pour le financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 000	22 000
	96 592	93 502
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 957	230
Subventions d'années antérieures	436	(95)
	2 393	135
	98 985	93 637
Total des revenus autonomes	100 565	95 186
Transferts du gouvernement du Canada		
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux		
Adaptation des soins de santé primaires	9 738 [1]	36 644
Autres programmes		
Loi des jeunes contrevenants	36 783	38 738
Participation des personnes handicapées au marché du travail	45 893	45 893
Services de traitement et de réadaptation	(5 500)	3 071
Services aux personnes ayant été infectées du virus de l'hépatite C		2 016
	77 176	89 718
Total des transferts du gouvernement du Canada	86 914	126 362
Total des revenus	**187 479**	**221 548**

1 La diminution s'explique par la fin de l'entente avec le gouvernement fédéral.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-12		**FONCTIONS NATIONALES**			
1. Direction et gestion ministérielle	95 026	2	1 228	93 796	48 707
Permanents [1]	41			41	
Ne nécessitant pas de crédits				1 411	
2. Organismes-conseils	5 498			5 498	2 835
3. Activités nationales	186 654			186 654	
Permanents [2]	418			152	
TOTAL	287 637	2	1 228	287 552	51 542

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur la protection de la santé publique, (L.R.Q., c. P-35).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-12		**FONCTIONS RÉGIONALES**			
1. Agences de la santé et des services sociaux	91 376			91 376	
2. Établissements de santé et de services sociaux	10 700 385			10 919 242	
Permanents [1]	2 665 500 [a]			2 526 270 [a]	
3. Organismes communautaires et autres organismes	364 259			364 259	
4. Activités connexes	1 301 775			1 301 775	
Permanents [2]	610 271			610 271	
Permanents [3]	88 792			88 792	
5. Service de la dette	581 138			581 138	
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour le financement de l'équité salariale					
TOTAL	16 403 496			16 483 123	

1 Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5).
2 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10).
3 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).
a Incluant un montant de 2 665 500 représentant la part, attribuée au ministère de la Santé et des Services sociaux, des cotisations prévues des employeurs et des particuliers versées au Fonds des services de santé pour une dépense de 2 526 270.

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à procurer au Ministère et aux organismes-conseils les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler leurs programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux et à financer les activités nationales.							
45 089							
41							
1 411							
2 563		100					
5 534		181 120					
		152					266
54 638		181 372					266
Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la Politique de la santé et du bien-être en matière d'adaptation sociale, de santé physique, de santé publique, de santé mentale et d'intégration sociale.							
		91 376					
		10 919 242					(218 857)
		2 526 270					139 230
		364 259					
20 771		1 281 004					
		610 271					
		88 792					
		581 138					
20 771		16 462 352					(79 627)

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-12		**OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC**			
1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées	11 815		32	11 536	8 102
Ne nécessitant pas de crédits				117	
TOTAL	11 815		32	11 653	8 102
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-12		**RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC**			
1. Services médicaux Permanents [1]	3 353 954			3 353 954	
2. Services optométriques Permanents [1]	34 752			33 940	
3. Services dentaires Permanents [1]	107 609			92 597	
4. Services pharmaceutiques et médicaments Permanents [1]	1 945 587			1 945 587	
5. Autres services Permanents [1]	145 834			145 834	
6. Administration Permanents [1]	98 265			98 265	
TOTAL	5 686 001 [a]			5 670 177 [a]	

1 Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5).

a Incluant un montant de 2 665 500 représentant la part, attribuée à la Régie de l'assurance maladie du Québec, des cotisations prévues des employeurs et des particuliers versées au Fonds des services de santé pour une dépense de 2 526 270, et la prévision de la contribution du fonds consolidé du revenu de 2 873 110 pour une dépense de 3 143 907.

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	13 337 926	2	1 260	13 555 274	59 644
Permanents	9 051 023			8 895 703	
Ne nécessitant pas de crédits				1 528	
TOTAL	**22 388 949**	**2**	**1 260**	**22 452 505**	**59 644** [1]

1 Incluant 7 589 à l'égard de 78 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées.							
2 540		894				247	
117							
2 657		894				247	
Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre des régimes d'assurance maladie, d'assistance maladie et d'assurance médicaments ainsi que les frais d'administration afférents.							
		3 353 954					
		33 940					812
		92 597					15 012
		1 945 587					
		145 834					
		98 265					
		5 670 177					15 824
76 497		13 419 133				247	(218 857)
41		8 895 662					155 320
1 528							
78 066		**22 314 795**				**247**	**(63 537)**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Fonctions nationales			
Programme d'intervention - Hépatite C	1 425		1 338
Services hospitaliers hors-Québec	120 016		
Autres	60 197		2 740
Total du programme 1	181 638		4 078
Programme 2 - Fonctions régionales			
Achat de vaccins et de produits biologiques	60 236		59 790
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	81 675		
Fonctionnement			
Agences de la santé et des services sociaux	91 376		
Directions de santé publique	68 260		20 675
Établissements privés	407 758		407 757
Établissements publics	12 798 385 [1]		12 874 313
Loyer - établissements du réseau	145 970		145 970
Organismes communautaires	364 259		
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	47 859		
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	610 271		610 271
Régime de retraite du personnel d'encadrement	88 792		88 792
Rémunération des internes et résidents	126 510		126 510
Ressources de type familial	183 619		183 619
Service de la dette	581 138		581 138
Système du sang	270 618		248 848
Transporteurs ambulanciers	271 853	200 154	
Autres	184 146		121 804
Total du programme 2	16 382 725	200 154	15 469 487
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Organismes de promotion des droits des personnes handicapées	446		
Autres	448		
Total du programme 3	894		
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Aides techniques	136 482		
Bourses d'études et de recherche	9 352		
Frais afférents à l'administration des régimes d'assurance maladie et d'assurance médicaments	98 265		
Services dentaires	107 609		
Services médicaux	3 353 954		
Services optométriques	34 752		
Services pharmaceutiques et médicaments	1 945 587		
Total du programme 4	5 686 001		
Total des crédits et dépenses	**22 251 258**	**200 154**	**15 473 565**

1 Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-175.

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
		43		44	1 425	1 020
			120 016		120 016	108 942
357	6	17 644	33 040	6 144	59 931	42 278
357	6	17 687	153 056	6 188	181 372	152 240
				446	60 236	49 383
			81 675		81 675	78 379
		91 376			91 376	86 651
		47 207		378	68 260	64 858
					407 757	367 215
			6	3 695	12 878 014 [1]	12 183 119
					145 970	145 199
		364 259			364 259	343 514
			47 859		47 859	47 123
					610 271	536 764
					88 792	80 247
					126 510	119 996
					183 619	173 919
					581 138	560 753
			2 955	18 815	270 618	246 499
			13 771	57 928	271 853	259 683
554		29 853		31 934	184 145	178 386
554		532 695	146 266	113 196	16 462 352	15 521 688
		446			446	430
21		312		115	448	401
21		758		115	894	831
			136 482		136 482	119 723
			9 352		9 352	9 720
				98 265	98 265	98 802
			92 597		92 597	92 016
			3 353 954		3 353 954	3 210 037
			33 940		33 940	33 842
			1 945 587		1 945 587	1 782 185
			5 571 912	98 265	5 670 177	5 346 325
932	**6**	**551 140**	**5 871 234**	**217 764**	**22 314 795**	**21 021 084**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	14 852 102 [1]	14 915 904 [1]	14 077 434
Fonctionnement	4 020 694	4 020 691	3 829 827
Capital	345 808	345 808	336 134
Intérêt	271 207	271 207	257 138
Support	2 761 447	2 761 185	2 520 551
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**22 251 258**	**22 314 795**	**21 021 084**

1 Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-175.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	20 930	20 332
Production industrielle de boissons	587	592
	21 517	20 924
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	4 507	4 412
Appareils d'amusement	2 901	3 427
Bingo	1 493	1 584
Loteries	2 722	2 703
Courses	182	191
	11 805	12 317
Autres		
Études de dossiers	977	945
Agences d'investigation ou de sécurité	1 329	1 397
Organisation - spectacles sportifs de combat	176	202
Permis d'explosifs	265	243
Divers	32	38
	2 779	2 825
	36 101	36 066
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de vérification d'antécédents judiciaires	172	
Location de chambres et pension	2 953	3 105
Conciliation et enquête - déontologie policière	743	653
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 860	1 063
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	3 000
Financement des unités autonomes de service	3 371	3 300
Divers	54	64
	12 153	11 185
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1 860	1 063
Compte pour le financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	3 000
Compte pour le financement des unités autonomes de service	3 371	3 300
	3 922	3 822
Intérêts		
Débiteurs	25	52
Amendes et confiscations		
Alco-frein	24	1 072
Saisie d'argent - drogue et stupéfiants	1 062	1 022
Divers	56	55
	1 142	2 149

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	3 475	848
Subventions d'années antérieures	84	60
Recouvrement de dépenses CARRA	396	158
Divers	4	1
	3 959	1 067
	9 048	7 090
Total des revenus autonomes	45 149	43 156
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Administration de la Loi sur les armes à feu	4 201	4 487
Troisième Sommet des Amériques	(43)	
Aide financière - catastrophes		(103)
Financement du programme conjoint de protection civile	656	360
Divers	8	8
	4 822	4 752
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour l'administration de la Loi sur les armes à feu	4 201	4 487
Compte relatif au Troisième Sommet des Amériques	(43)	
Compte pour le financement du programme conjoint de protection civile	656	360
Total des transferts du gouvernement du Canada	8	(95)
Total des revenus	**45 157**	**43 061**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-28		**SÉCURITÉ, PRÉVENTION ET GESTION INTERNE**			
1. Direction et services supports à la gestion	19 956		378	19 578	16 790
Permanents [1]	10			10	
2. Services correctionnels	220 650	6	40	220 604	168 474
3. Expertises judiciaires	6 296		10	6 286	4 689
4. Affaires policières et sécurité-protection	76 209	2		76 207	19 260
5. Sécurité civile et sécurité incendie	14 221	2	110	14 109	9 280
Permanents [2]	15 196		9	15 187	1 952
6. Éléments de gestion centrale	105 318		2 930	102 388	26 108
Permanents [3]	33			33	
Ne nécessitant pas de crédits				5 047	
TOTAL	457 889	10	3 477	459 449	246 553

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre, (L.R.Q., c. P-38.1).
3 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-28		**SÛRETÉ DU QUÉBEC**			
1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	308 699	439		308 260	163 062
Permanents [1]	1 062			1 062	1 062
2. Gestion interne et soutien	191 360	40	13 586	177 734	35 048
Ne nécessitant pas de crédits				11 553	
TOTAL	501 121	479	13 586	498 609	199 172

1 Loi sur le ministère de la Justice, (L.R.Q., c. M-19).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites au bénéfice des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère.

2 586		202					
10							
51 915		215					
1 597							
7 972		48 975					
1 889		2 940					
1 172		12 063					
76 280							
	33						
5 047							
148 468	33	64 395					

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

14 256			130 942				
77 530			65 156				
11 553							
103 339			196 098				

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-28		**ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE**			
1. Régie des alcools, des courses et des jeux	13 559		199	13 360	10 480
Permanents [1]	3				
2. Commission québécoise des libérations conditionnelles	3 319		144	3 175	2 009
3. Bureau du coroner	6 668		156	6 512	3 533
4. Commissaire à la déontologie policière	2 719		6	2 713	2 141
5. Comité de déontologie policière	1 848		2	1 846	1 277
TOTAL	28 116		507	27 606	19 440

1 Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, (L.R.Q., c. L-6).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	970 822	489	17 561	952 772	462 151
Permanents	16 304		9	16 292	3 014
Ne nécessitant pas de crédits				16 600	
TOTAL	**987 126**	**489**	**17 570**	**985 664**	**465 165** [1]

1 Incluant 71 237 à l'égard de 841 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à financer des interventions en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat. Il vise également à protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue, à intervenir dans les cas de décès survenus en des circonstances obscures ou violentes et à permettre le traitement des plaintes contre des policiers relatives à leurs fonctions.							
2 880							3
1 166							
2 979							
572							
569							
8 166							3
242 191		52 332	196 098				
1 182	33	12 063					3
16 600							
259 973	**33**	**64 395**	**196 098**				**3**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Formation des policiers et des pompiers	7 996		
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac	2 458		
Sécurité civile	13 039	917	
Sécurité incendie	1 030		
Services policiers en milieu autochtone	19 054		
Subventions en matière de prévention de la criminalité	18 393		
Gangs de rue	2 000		
Autres	425		
Total du programme 1	64 395	917	
Total des crédits et dépenses	**64 395**	**917**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
				7 996	7 996	8 196
	2 208			250	2 458	1 090
	6 140	38	5 944		13 039	15 017
	980	50			1 030	660
	19 009	45			19 054	19 227
	18 222	139		32	18 393	3 419
	2 000				2 000	
	13	404		8	425	551
	48 572	676	5 944	8 286	64 395	48 160
	48 572	**676**	**5 944**	**8 286**	**64 395**	**48 160**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Fonctionnement	7 996	7 996	7 996
Capital			37
Support	56 399	56 399	40 127
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**64 395**	**64 395**	**48 160**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	153 361	153 361	159 747
Fonctionnement	37 803	37 803	35 124
Capital	4 934	4 934	4 674
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**196 098**	**196 098**	**199 545**

SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Disposition de surplus		671
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		178
		849
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux		178
		671
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	742	(15)
	742	656
Total des revenus autonomes	742	656
Total des revenus	**742**	**656**

SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-28		**SERVICES GOUVERNEMENTAUX**			
1. Direction et services au portefeuille ministériel	101 463	1	109	101 353	5 920
Permanents [1]	10			9	
Ne nécessitant pas de crédits				4 075	
2. Gouvernement en ligne	18 771		7 577	11 194	3 494
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés au gouvernement en ligne	19 365				
TOTAL	139 609	1	7 686	116 631	9 414

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	139 599	1	7 686	112 547	9 414
Permanents	10			9	
Ne nécessitant pas de crédits				4 075	
TOTAL	**139 609**	**1**	**7 686**	**116 631**	**9 414** [1]

1 Incluant 1 772 à l'égard de 16 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme regroupe les dépenses visant à offrir des services aux citoyens, aux entreprises, ainsi qu'à l'Administration et aux réseaux gouvernementaux. On y retrouve également les sommes afférentes au gouvernement en ligne ainsi qu'une provision pour la réalisation de projets à cet égard.							
58 146		37 287					
9							1
4 075							
7 700							
					804		18 561
69 930		37 287			804		18 562
65 846		37 287			804		18 561
9							1
4 075							
69 930		**37 287**			**804**		**18 562**

SERVICES GOUVERNEMENTAUX

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Services gouvernementaux			
Centre de services partagés du Québec			
Fonds de la société de l'information	155		
Services Québec	36 821		
Autres	312	7	1
Total du programme 1	37 288	7	1
Total des crédits et dépenses	**37 288**	**7**	**1**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes sans but lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
						2 372
		155			155	445
				36 821	36 821	19 702
24	5	274			311	310
24	5	429		36 821	37 287	22 829
24	**5**	**429**		**36 821**	**37 287**	**22 829**

SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Fonctionnement			5
Capital			21
Support	37 288	37 287	22 803
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**37 288**	**37 287**	**22 829**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Support			44 200
TOTAL DU PORTEFEUILLE			**44 200**

TOURISME

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-18		**PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DU TOURISME**			
1. Tourisme Québec	58 910			58 909	
Permanents [1]	10			10	
2. Société du Centre des congrès de Québec	15 900			15 900	
3. Société du Palais des congrès de Montréal	38 559			38 559	
4. Régie des installations olympiques	30 040			30 040	
TOTAL	143 419			143 418	

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	143 409			143 408	
Permanents	10			10	
TOTAL	**143 419**			**143 418**	

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre, en assurant la promotion du Québec et de ses expériences touristiques ainsi qu'en aménageant et exploitant des installations publiques à caractère touristique.							
			58 909				1
			10				
		15 900					
		38 559					
		30 040					
		84 499	58 919				1
		84 499	58 909				1
			10				
		84 499	**58 919**				**1**

TOURISME

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme			
Régie des installations olympiques	30 040		
Société du Centre des congrès de Québec	15 900		
Société du Palais des congrès de Montréal	38 559		
Total du programme 1	84 499		
Total des crédits et dépenses	**84 499**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes sans but lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
				30 040	30 040	30 000
				15 900	15 900	14 740
				38 559	38 559	39 599
				84 499	84 499	84 339
				84 499	**84 499**	**84 339**

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	22 269	22 269	18 818
Fonctionnement	26 105	26 105	30 528
Capital	16 421	16 421	14 735
Intérêt	19 704	19 704	20 258
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**84 499**	**84 499**	**84 339**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	15 607	15 606	10 660
Fonctionnement	13 636	13 636	31 521
Support	29 677	29 677	32 095
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**58 920**	**58 919**	**74 276**

TRANSPORTS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation - droits	654 462	639 993
Conducteurs et chauffeurs	81 413	80 380
Transport commercial public	694	712
Frais d'inscription et de mise à jour - catégorie A1	2 085	2 186
Frais d'inscription et de mise à jour - catégorie A2	1 909	2 011
Frais d'inscription et de renouvellement - intermédiaires en services de transport	122	118
	740 685	725 400
Autres		
Transfert de permis	802	798
Divers	25	27
	827	825
	741 512	726 225
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gaz et huile	56	1
Disposition de surplus	572	683
Gestion de halte routière	(42)	1 266
Terrains et bâtisses	4 930	8 846
Location de terrains et bâtisses	1 648	1 997
Aide technique et soutien	74	42
Gains sur disposition d'immobilisations	154	523
Frais de publication - demandes de permis	101	107
Analyse en laboratoire	48	50
Frais d'atterrissage	63	60
Frais de débarcadère	341	389
Amortissement revenus reportés - tiers	201	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	182	37
Divers	71	60
	8 399	14 061
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	182	37
	8 217	14 024
Intérêts		
Débiteurs	486	157
Divers	2	4
	488	161
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	60	113
Alco-frein	1 120	
Divers	3	4
	1 183	117

TRANSPORTS

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	969	(1 944)
Subventions d'années antérieures	(73)	417
Dépenses sous forme d'indemnités	4 811	5 701
	5 707	4 174
	15 595	18 476
Total des revenus autonomes	757 107	744 701
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Code canadien de sécurité		1 183
Caisse des passages à niveau		54
Entretien de chemins fédéraux	131	128
Aménagement d'aéroports		201
Programme d'infrastructures	38 210	37 529
Financement de travaux d'amélioration du réseau routier de juridiction municipale de la région québécoise de l'Outaouais	1	22
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	723	1 446
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	3 992	2 098
	43 057	42 661
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte relatif au programme d'infrastructures	38 210	37 529
Compte pour le financement de travaux d'amélioration du réseau routier de juridiction municipale de la région québécoise de l'Outaouais	1	22
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	723	1 446
Compte pour le Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	3 992	2 098
Total des transferts du gouvernement du Canada	131	1 566
Total des revenus	**757 238**	**746 267**

TRANSPORTS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-18		**INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT**			
1. Construction des infrastructures de transport	777 881		8 086	769 795	
Permanents [1]	5 108			5 108	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				105 682	
2. Entretien des infrastructures de transport	446 013	67 245 [2]	18 080	360 688	104 778
Permanents [1]	273			272	
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)				60 793	
3. Aide financière au réseau routier local	151 714			151 714	
TOTAL	1 380 989	67 245	26 166	1 454 052	104 778

1 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).
2 Incluant 60 793 pour l'acquisition de stocks et 6 448 porté à la dette nette.

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-18		**SYSTÈMES DE TRANSPORT**			
1. Transport terrestre	321 450		45	321 405	6 010
2. Transport maritime	63 986			63 986	775
3. Transport aérien	3 951			3 951	643
4. Commission des transports du Québec	13 561		2 324	10 503	7 923
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				1 354	
TOTAL	402 948		2 369	401 199	15 351

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection, de même que l'entretien des infrastructures de transport terrestre, maritime et aérien.							
444			769 351				
			5 108				
105 682							
247 783		4 311	3 816				
272							1
60 793							
675		151 039					
415 649		155 350	778 275				1
Ce programme vise à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.							
2 951		312 444					
9 925		53 286					
1 079		2 229					
2 580							734
1 354							
17 889		367 959					734

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-18		**ADMINISTRATION ET SERVICES CORPORATIFS**			
1. Direction	6 816		12	6 804	5 777
Permanents [1]	19			19	
2. Services administratifs	66 238	3	5 533	60 702	43 554
Permanents [2]	97			97	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				15 518	
3. Planification, recherche et développement	14 210	1	110	14 099	10 751
TOTAL	87 380	4	5 655	97 239	60 082

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-18		**PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE LA CAPITALE-NATIONALE**			
1. Développement de la Capitale-Nationale	52 368	1 524 [2]	17	50 826	1 532
Permanents [1]	373			373	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				7	
TOTAL	52 741	1 524	17	51 206	1 532

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
2 Montant porté à la dette nette dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 918 188	68 773	34 207	1 814 473	181 743
Permanents	5 870			5 869	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				122 561	
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)				60 793	
TOTAL	**1 924 058**	**68 773**	**34 207**	**2 003 696**	**181 743** [1]

1 Incluant 20 340 à l'égard de 242 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à fournir les divers services de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration des plans de transport de personnes et de marchandises. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.							
677		350					
19							
17 148							
	97						
15 518							
2 298		1 050					
35 660	97	1 400					
Ce programme a pour objet le soutien et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec comme capitale nationale, en contribuant à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités, en responsabilisant les milieux locaux et régionaux dans la prise en main de leur développement et en appuyant le développement et la diversification de ses assises économiques.							
298		47 452	1 544				1
	373						
7							
305	373	47 452	1 544				1
285 858		572 161	774 711				735
291	470		5 108				1
122 561							
60 793							
469 503	**470**	**572 161**	**779 819**				**736**

TRANSPORTS

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Infrastructures de transport			
Aide financière au réseau routier local	151 039		
Transport terrestre	4 311	1 087	
Total du programme 1	155 350	1 087	
Programme 2 - Systèmes de transport			
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées	8 675		
Société des Traversiers du Québec	43 202		
Transport aérien	2 229	625	
Transport en commun			
Agence métropolitaine de transport	71 429		
Fonctionnement	22 754		
Immobilisations et service de la dette	124 826		
Transport adapté aux personnes handicapées	64 842	209	
Transport maritime	10 084	7 663	112
Transport terrestre	4 745	1 729	
Autres	15 173	657	25
Total du programme 2	367 959	10 883	137
Programme 3 - Administration et services corporatifs			
Autres	1 400		
Programme 4 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Centres locaux de développement de la région de la Capitale-Nationale	5 340		
Commission de la capitale nationale du Québec	19 474		
Fêtes du 400e anniversaire de la Ville de Québec	9 981		
Fonds de développement économique et fonds de développement touristique	12 657	212	
Total du programme 4	47 452	212	
Total des crédits et dépenses	**572 161**	**12 182**	**137**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
	151 039				151 039	114 108
	3 013	211			4 311	4 897
	154 052	211			155 350	119 005
			8 675		8 675	6 857
				43 202	43 202	41 450
	892	185	527		2 229	3 914
				71 429	71 429	55 273
	22 754				22 754	29 451
	124 826				124 826	135 130
	63 519	38	626	450	64 842	60 134
	1 873	436			10 084	10 584
	1 398	1 618			4 745	5 391
28	2 713	11 710		40	15 173	13 029
28	217 975	13 987	9 828	115 121	367 959	361 213
505		895			1 400	1 345
	5 340				5 340	5 474
				19 474	19 474	13 869
		6 400		3 581	9 981	2 000
	7 549	4 896			12 657	12 118
	12 889	11 296		23 055	47 452	33 461
533	**384 916**	**26 389**	**9 828**	**138 176**	**572 161**	**515 024**

TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2 006
Rémunération	24 438	24 438	38 916
Fonctionnement	9 993	9 993	
Capital	175 932	175 932	148 778
Intérêt	82 547	82 547	82 186
Support	279 251	279 251	245 144
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**572 161**	**572 161**	**515 024**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2 006
Rémunération	64 838	64 838	66 783
Fonctionnement	33 266	33 266	34 051
Capital	400 755	400 755	324 813
Intérêt	279 416	279 416	247 356
Support	1 544	1 544	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**779 819**	**779 819**	**673 003**

TRAVAIL

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007	2006
Droits et permis		
Autres		
Ventes de gaz de pétrole liquéfié		283
Enregistrement - exploitation de gaz de pétrole liquéfié		167
Droits d'inspection - distribution du gaz		1 029
Installations électriques		8 164
Installations de machines fixes		1 682
Entrepreneur en tuyauterie		3 212
Entrepreneur de construction		[1] 13 884
Appareils de levage		738
Divers		2
		29 161
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	68	83
Financement du bureau d'évaluation médicale	2 146	2 037
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		168
Divers	2	3
	2 216	2 291
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour le financement du bureau d'évaluation médicale	2 146	2 037
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux		168
	70	86
Intérêts		
Divers		4
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	(4 260)	223
Divers		1
	(4 260)	224
	(4 190)	314
Total des revenus autonomes	(4 190)	29 475
Total des revenus	**(4 190)**	**29 475**

1 La diminution est attribuable à la Régie du bâtiment du Québec qui est devenue un organisme non budgétaire depuis le 1er décembre 2005.

TRAVAIL

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-28		**TRAVAIL**			
1. Relations du travail	22 044	3	204	18 308	8 721
Permanents [1]	9			9	
Permanents [2]	1				
Permanents [3]	1				
Ne nécessitant pas de crédits				752	
2. Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	459		1	413	258
Ne nécessitant pas de crédits				2	
3. Commission de l'équité salariale	6 155		129	5 239	3 860
Ne nécessitant pas de crédits				94	
4. Conseil des services essentiels					
Permanents [2]	1				
Permanents [4]	3 010		11	2 698	1 946
Ne nécessitant pas de crédits				15	
5. Contribution financière du ministère du Travail à la Commission des relations du travail	7 898			7 898	
TOTAL	39 578	3	345	35 428	14 785

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
3 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).
4 Code du travail, (L.R.Q., c. C-27).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	36 556	3	334	31 858	12 839
Permanents	3 022		11	2 707	1 946
Ne nécessitant pas de crédits				863	
TOTAL	**39 578**	**3**	**345**	**35 428**	**14 785** [1]

1 Incluant 3 268 à l'égard de 28 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION-NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail, d'équité salariale.							
2 877		6 710			1 136	460	1 933
9							
							1
							1
752							
155							45
2							
1 379					153	128	506
94							
							1
752							301
15							
		7 898					
6 035		14 608			1 289	588	2 788
4 411		14 608			1 289	588	2 484
761							304
863							
6 035		**14 608**			**1 289**	**588**	**2 788**

TRAVAIL

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Travail			
Commission des relations du travail	7 898		
Lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale dans l'industrie de la construction	6 479		
Autres	231		
Total du programme 1	14 608		
Total des crédits et dépenses	**14 608**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
				7 898	7 898	7 451
				6 479	6 479	8 856
		121		110	231	176
		121		14 487	14 608	16 483
		121		**14 487**	**14 608**	**16 483**

TRAVAIL

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Support	14 608	14 608	16 483
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**14 608**	**14 608**	**16 483**

SECTION 3

INFORMATIONS FINANCIÈRES SOMMAIRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX

SECTION 3

INFORMATIONS FINANCIÈRES SOMMAIRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Sommaire des états financiers des fonds spéciaux…… 3-2

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2007
(en milliers de dollars)

	2007
	Revenus
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	23 521
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	16 278
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec	8 967
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec	10 606
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec	12 373
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	11 450
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement (Fonds d'amortissement des dettes)	
Fonds d'amortissement de la Société québécoise d'assainissement des eaux	
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	1 481 267
Fonds d'amortissement du Fonds du service aérien gouvernemental	
Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées	8 075
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	798 481
Fonds de développement du marché du travail	1 013 207
Fonds de développement régional	31 800
Fonds de financement	17 333
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	13 080
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère du Revenu	15 038
Fonds de gestion de l'équipement roulant	82 437
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger	
Fonds de l'assurance médicaments	2 694 610
Fonds de l'état civil	18 799
Fonds de l'industrie des courses de chevaux	11 574
Fonds de l'information gouvernementale	
Fonds de partenariat touristique	125 632
Fonds de perception	87 346
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun	69 044
Fonds des pensions alimentaires (excluant la partie fiduciaire)	39 786
Fonds des registres du ministère de la Justice	30 207
Fonds des services de police	435 899
Fonds des services de santé	6 240 477
Fonds des services gouvernementaux	
Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor	795
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	39 615
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu	42 099
Fonds d'information foncière	122 798
Fonds d'information géographique	4 921
Fonds du Centre financier de Montréal	1 375
Fonds du patrimoine culturel québécois	5 050
Fonds du Service aérien gouvernemental	61 441
Fonds forestier	340 508
Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Transports	9 770
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	15 147
Fonds québécois d'initatives sociales	5 659
Fonds relatif à la tempête de verglas	26 589
Fonds spécial olympique	60 114
Fonds vert	37 887

1 Incluant un montant de 136 millions de dollars (138 millions de dollars en 2006), dont 77 millions de dollars (68 millions de dollars en 2006) pour le Fonds d'amortissement des emprunts pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et les entreprises du gouvernement.

2007					2006
					(redressé)
Dépenses	Excédent des revenus sur les dépenses	Actif	Passif	Solde du fonds	Solde du fonds
23 710	(189)	3 451	1 159	2 292	2 481
11 174	5 104	20 129	932	19 197	14 093
2 110	6 857	122 889	2 105	120 784	154 595
10	10 596	246 111		246 111	253 239
840	11 533	205 534	832	204 702	254 000
4 031	7 419	145 485	4 025	141 460	147 745
		4 267 098		4 267 098	[1] 3 919 455
		58 902		58 902	69 545
	1 481 267	27 043 901		27 043 901	22 562 634
		53 066		53 066	44 674
8 075		123 489	123 489		
798 481		7 137 638	7 137 638		
993 249	19 958	116 648	76 046	40 602	20 644
31 800		35 383	35 383		
1 641	15 692	16 632 057	16 487 905	144 152	128 460
12 147	933	3 559	2 626	933	
15 038		14 512	14 512		
82 271	166	156 657	156 263	394	228
					985
2 694 610		724 906	724 906		
19 362	(563)	6 593	1 317	5 276	5 839
11 574		864	864		
					1 595
124 996	636	33 724	29 150	4 574	3 938
84 452	2 894	29 308	8 108	21 200	18 306
69 044		16 289	16 289		
39 786		39 026	39 026		
20 564	9 643	35 654	1 450	34 204	24 561
435 899		111 535	111 535		
6 240 477		362 472	362 472		
					36 028
795		2 220	2 220		
39 615		87 116	87 116		
42 099		231 444	231 444		
82 816	39 982	440 109	21 467	418 642	378 660
4 580	341	4 983	2 843	2 140	1 799
900	475	2 393		2 393	1 918
117	4 933	4 972	39	4 933	
57 120	4 321	222 452	170 026	52 426	48 105
343 849	(3 341)	94 241	56 610	37 631	40 972
9 507	263	19 639	17 829	1 810	1 547
570	14 577	14 578	1	14 577	
5 357	302	2 599	104	2 495	2 193
26 589					
30 822	29 292	25 925		25 925	(3 367)
37 380	507	63 508	63 001	507	

Finances
Québec